



Réunions des chefs de gouvernement

Canada-Amérique centrale

Guatemala

Les 27 et 28 septembre 2000

Canada-CARICOM

Jamaïque

Les 28 et 29 septembre 2000

Cahier d'information

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20098962 5

DOCS

CA1 EA 2000H23 EXF

Heads of government meetings :

Canada-Central America, Guatemala,

September 27-28, 2000 :

Canada-CARICOM, Jamaica, September

61998930



Réunions des chefs de gouvernement

Canada-Amérique centrale

Guatemala

Les 27 et 28 septembre 2000

Canada-CARICOM

Jamaïque

Les 28 et 29 septembre 2000

Cahier d'information

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Les relations entre le Canada et l'Amérique centrale 3
- Les relations entre le Canada et la CARICOM 7
- Le Canada accueille les Amériques 11
- Les relations entre le Canada et le Guatemala 13
- Les relations entre le Canada et la Jamaïque 16

Fiches documentaires

Amérique centrale

- Belize 21
- Costa Rica 22
- Guatemala 23
- Honduras 24
- Nicaragua 25
- Panama 26
- Salvador 27

CARICOM

- Antigua-et-Barbuda 31
- Bahamas 32
- Barbade 33
- Dominique 34
- Grenade 35
- Guyana 36
- Haïti 37
- Jamaïque 38
- République dominicaine (pays observateur) 39
- Saint-Kitts-et-Nevis 40
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines 41
- Sainte-Lucie 42
- Suriname 43
- Trinité-et-Tobago 44

Notices biographiques

Amérique centrale

- Le président du Costa Rica, M. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría 47
- Le président du Guatemala, M. Alfonso Portillo 48
- Le président du Honduras, M. Carlos Roberto Flores Facussé 49
- Le président du Nicaragua, M. Arnoldo Alemán Lacayo 50
- La présidente du Panama, M^{me} Mireya Moscoso 51
- Le président du Salvador, M. Francisco Flores 52

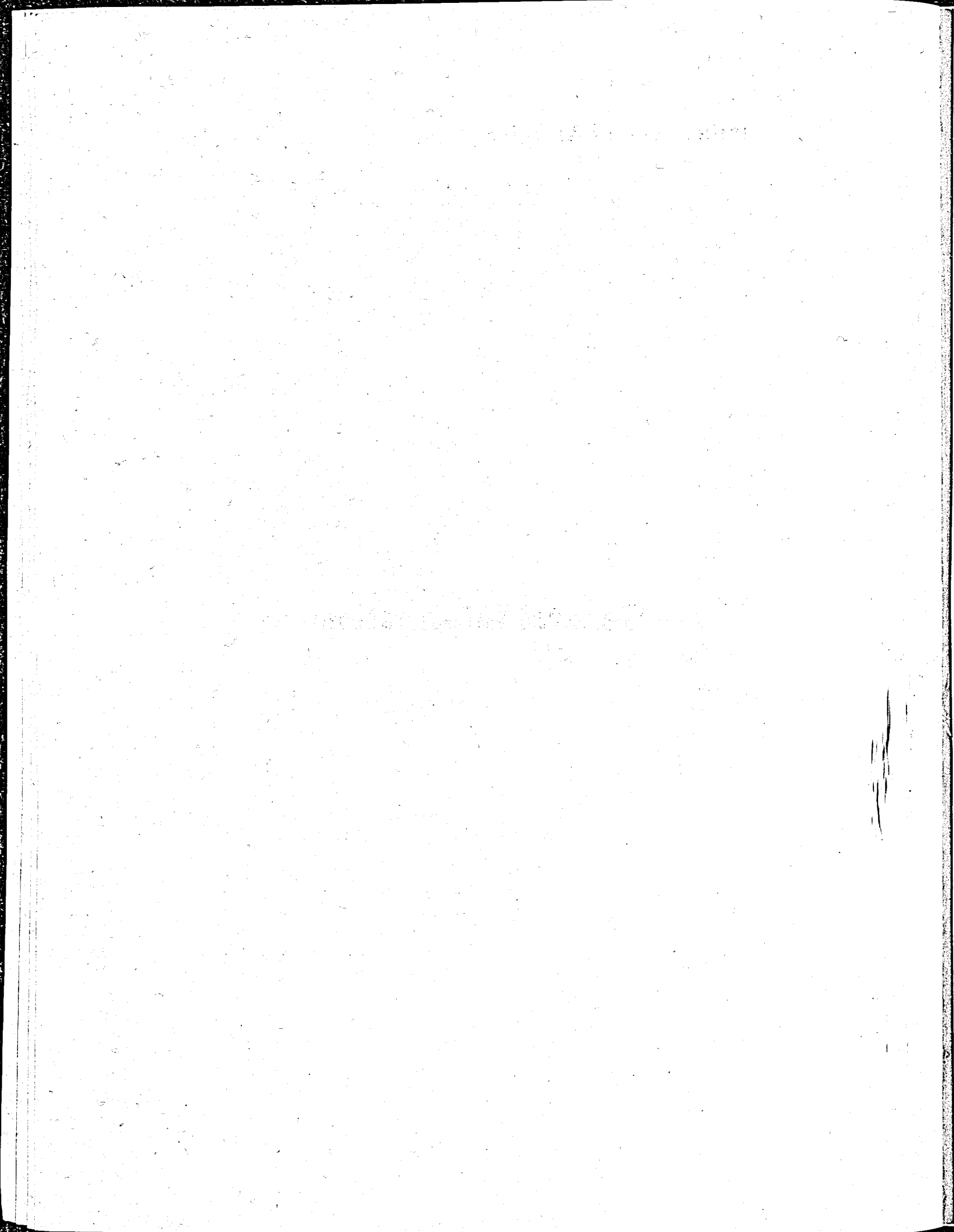
CARICOM

- Le premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, M. Lester Bryant Bird 55
- La ministre des Affaires étrangères et Procureure générale des Bahamas,
M^{me} Janet Bostwick 56
- La vice-première ministre de la Barbade et ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur, M^{me} Billie Miller 57
- Le premier ministre de la Dominique, M. Roosevelt Douglas 58
- Le premier ministre de la Grenade, M. Keith Mitchell 59
- Le président du Guyana, M. Bharrat Jagdeo 60
- Le président d'Haïti, M. René Préal 61
- Le premier ministre de la Jamaïque, M. Percival James Patterson 62
- Le premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, M. Denzil Douglas 63
- Le premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, M. James Mitchell 64
- Le premier ministre de Sainte-Lucie, M. Kenneth Anthony 65
- Le président du Suriname, M. Runaldo Ronald Venetiaan 66
- Le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Basdeo Panday 67

Canada

- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 68
- Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew 69
- Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour 70

Renseignements généraux



Les relations entre le Canada et l'Amérique centrale

- Les relations du Canada avec l'Amérique centrale ont beaucoup évolué au cours des 10 dernières années. Pendant les années 1980, alors que des conflits armés sévissaient en Amérique centrale, le Canada a concentré ses efforts au niveau régional sur la promotion de la stabilité politique. Pendant cette même période, l'aide au développement régional fournie par le Canada était acheminée par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales (ONG), qui demeurent des partenaires importants dans la prestation de l'aide au développement. L'Amérique centrale a fait d'importants progrès dans ses efforts pour renforcer ses institutions démocratiques et régler les problèmes hérités du passé. Le Canada est fermement résolu à aider les pays de la région à tirer le meilleur parti des progrès politiques et économiques qu'ils ont réalisés au cours de la dernière décennie.
- De nos jours, les gouvernements du Canada et de l'Amérique centrale organisent des réunions régulières et fructueuses qui leur permettent d'aborder des questions bilatérales et multilatérales (à l'échelle de l'hémisphère), notamment les droits de la personne, le renforcement de la démocratie, la sensibilisation à la protection de l'environnement et la promotion du commerce dans la région.
- Le Canada s'attache surtout à promouvoir la démocratisation, le développement des ressources naturelles et la modernisation de l'économie. Il poursuit ses objectifs dans la région grâce à des consultations bilatérales et à son appartenance à des organisations telles que l'Organisation des États américains et les Nations unies.
- En 1996, le premier ministre Jean Chrétien a été l'hôte d'une réunion des dirigeants de l'Amérique centrale, tenue à la suite de la réunion des chefs de gouvernement de la région qui avait eu lieu au Costa Rica en 1995. La prochaine réunion se tient au Guatemala les 27 et 28 septembre 2000.
- L'Amérique centrale a joué un rôle important dans l'élaboration du programme de sécurité humaine du Canada. Outre la consolidation de la paix, les pays de la région ont été des partenaires importants dans des dossiers tels que la coopération entre les peuples autochtones et l'élimination des mines antipersonnel. Tous les pays de l'Amérique centrale ont ratifié la convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le Canada finance actuellement des programmes de réadaptation socioéconomique pour les victimes des mines au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua.

- Depuis 1989, lorsqu'il a apporté son concours aux négociations des accords d'Esquipulas, signés par le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador, le Canada joue un rôle actif dans le processus de paix en Amérique centrale. De plus, le Canada a été l'un des premiers pays à appuyer la Commission du Guatemala, chargée de la mémoire historique qui aide ce pays à faire la paix avec son passé. Le Canada a versé une contribution de 600 000 \$ pour les travaux de la Commission et prévoit affecter 21 000 \$ pour permettre aux Guatémaltèques vivant au Canada de témoigner devant cette instance.
- Par l'entremise du ministère de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada, le Canada a participé aux missions des Nations unies organisées entre 1989 et 1994 au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, en déployant plus de 200 soldats des Forces canadiennes dans la région. Aujourd'hui, un membre des Forces armées canadiennes et quatre agents de police participent à la Mission de vérification des Nations unies pour les droits de l'homme au Guatemala. Mandatée par l'Assemblée générale de l'ONU, la mission surveille la situation en matière de droits humains, s'assure que les accords de paix sont mis en œuvre et appuie le renforcement des institutions.
- Après le passage de l'ouragan Mitch en Amérique centrale, le Canada a apporté une contribution de 9,5 millions de dollars aux secours d'urgence, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). De plus, le Canada s'est engagé à verser 100 millions de dollars sur quatre ans pour les programmes de reconstruction à long terme dans la région.
- Les effets destructeurs de l'ouragan Mitch en Amérique centrale ont bien fait ressortir la nécessité d'améliorer les mesures d'urgence en cas de catastrophe. Le Canada continuera de collaborer avec les principales organisations internationales et non gouvernementales pour renforcer la capacité d'action en cas d'urgence au niveau local.
- À la suite du passage de l'ouragan Mitch, le Canada a également versé une contribution de 3,7 millions de dollars pour aider à l'élimination des mines antipersonnel déterrées par les glissements de terrain et les inondations en Amérique centrale.

Commerce et investissement

- Le Canada appuie les efforts de l'Amérique centrale pour consolider la paix, promouvoir le développement économique et social et préparer les pays à une plus grande intégration économique, à la fois sur les plans régional et mondial.

- En janvier 2000, le premier ministre du Canada et le président du Costa Rica ont annoncé que les deux pays entameraient des discussions sur un éventuel accord de libre-échange. Les négociations sont en cours.
- En 1998, lors d'une réunion des ministres du commerce international à San José au Costa Rica, le Canada a signé un protocole d'entente pour intensifier ses relations avec le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador dans le domaine du commerce et des investissements.
- Le Canada défend depuis longtemps la cause des petites économies et comprend leur inquiétude en ce qui concerne la participation aux négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques. En qualité de président du Comité des négociations commerciales, le Canada collabore étroitement avec le Groupe consultatif sur les économies de petite taille et fournit une aide technique visant à améliorer la capacité de ces pays de l'hémisphère à participer aux négociations.
- Les exportations canadiennes en Amérique centrale totalisaient 335,2 millions de dollars en 1999, comprenant des machines, du papier journal, des denrées alimentaires et du matériel de télécommunications. Les importations canadiennes en provenance d'Amérique centrale en 1999 atteignaient 470,4 millions de dollars, et étaient composées de café, de bananes et autres fruits, de légumes et de fruits de mer.

Coopération au développement

- Depuis 1967, le Canada a fourni 1,2 milliard de dollars d'aide au développement des pays de l'Amérique centrale. De 1996 à 1999, la moyenne annuelle de l'aide canadienne à ce chapitre s'est chiffrée à 65 millions de dollars.
- Les programmes de l'ACDI ont quatre priorités : 1) la démocratisation, la saine gestion des affaires publiques et les droits de la personne; 2) les besoins humains fondamentaux et l'atténuation de la pauvreté; 3) la gestion durable des ressources naturelles; 4) la prestation de services d'infrastructure, avec un accent particulier sur l'eau et l'énergie.
- Au nombre des projets régionaux en Amérique centrale, il convient de citer le Projet régional de l'énergie électrique, qui aide à la mise en œuvre des réformes dans le domaine de l'énergie électrique, ainsi que le Fonds pour l'égalité des sexes, qui favorise la participation pleine et entière des femmes au développement de leurs sociétés.

- Plusieurs projets de l'ACDI portent sur les ressources naturelles et l'environnement, entre autres, la mise en valeur des forêts de feuillus, la gestion durable des ressources naturelles au Honduras, ainsi que la conservation et l'aménagement à Arenal au Costa Rica (maintenant terminé). Des fonds pour la gestion de l'environnement ont été mis sur pied pour le Honduras, le Nicaragua, le Salvador et le Costa Rica, à la suite de la conversion de la dette au titre de l'aide publique au développement canadienne. Cet argent est affecté à des projets qui favorisent la saine gestion des ressources naturelles, la protection de l'environnement et le développement durable.
- Le Canada apporte également son concours à la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement, et continue d'appuyer les activités environnementales de nombreuses ONG canadiennes, menées avec la collaboration de leurs homologues centraméricaines.
- Les programmes de l'ACDI sont axés sur les pays les plus touchés par la pauvreté, dont le Honduras, le Nicaragua, le Guatemala et le Salvador.
- Grâce à des échanges de créances contre des programmes de développement dans certains pays latino-américains, le Canada a remis depuis 1992 environ 84 millions de dollars dûs par des pays d'Amérique centrale. En 1997, le Canada a contribué pour 8 millions de dollars au Fonds d'urgence centraméricain de la Banque mondiale pour aider à l'allègement des dettes.
- Le Canada a lancé un appel en vue d'un allègement rapide des dettes du Nicaragua et du Honduras dans le cadre de l'initiative de réduction de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour les pays pauvres très endettés.

Les relations entre le Canada et la CARICOM

- La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a été établie en 1973 dans le but de promouvoir une plus grande unité au sein des pays antillais du Commonwealth. Depuis, des pays qui ne font pas partie du Commonwealth s'y sont joints. La CARICOM dirige et coordonne les initiatives politiques et économiques communes. L'un de ses principaux objectifs est l'unification de ses membres par la création, d'ici 2001, d'un seul marché et d'une seule économie. Le secrétariat de la CARICOM est situé au Guyana.
- Les membres actuels de la CARICOM sont Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Montserrat (Royaume-Uni), Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, le Suriname et Trinité-et-Tobago. L'adhésion d'Haïti est sur le point d'être ratifiée.
- La sixième réunion des chefs de gouvernement Canada – CARICOM a lieu en Jamaïque les 28 et 29 septembre 2000.
- Les relations étroites entre le Canada et les pays de la CARICOM reposent sur des valeurs, des traditions et une langue communes, des liens dans le domaine du commerce et de l'investissement, et des échanges sur les plans de l'immigration, du tourisme et de l'éducation. Les pays des Antilles appuient de nombreuses initiatives canadiennes et apportent leur soutien aux démarches du Canada en vue de l'adhésion de celui-ci à des organisations internationales.
- Comme la plupart des pays de la CARICOM sont aussi membres du Commonwealth, le premier ministre du Canada discute habituellement avec leurs dirigeants lors des réunions des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth. La dernière réunion a eu lieu à Durban, en Afrique du Sud, en novembre 1999.
- Les ministres canadiens rencontrent régulièrement leurs homologues de la CARICOM, soit individuellement, soit en groupe. Les ministres des affaires étrangères du Canada et des pays de la CARICOM se sont rencontrés à Trinité-et-Tobago en janvier 2000, lors de l'assemblée générale de l'Organisation des États américains, et à Windsor (Ontario) en juin 2000. Les ministres du commerce du Canada et de la CARICOM ont eu des entretiens à Toronto, en novembre 1999, lors de la réunion des ministres du commerce de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Cette réunion était présidée par le ministre du Commerce international du Canada. Les visites de ministres canadiens aux Antilles et de ministres de pays antillais au Canada sont fréquentes.

- Le Comité mixte des affaires commerciales et économiques réunit des hauts fonctionnaires pour discuter de questions relatives au commerce, à l'économie, à la politique et au développement. Le Comité s'est réuni neuf fois depuis sa création en 1979; la dernière réunion a eu lieu au Guyana, en 1998.
- Le tourisme est une source de devises considérable et un important secteur d'emploi pour la plupart des pays de la CARICOM; chaque année, de nombreux touristes canadiens se rendent dans la région. Le Canada participe par ailleurs à divers projets qui contribuent à la vitalité de l'industrie touristique.
- Près de 100 000 Antillais ont émigré au Canada au cours des 10 dernières années, portant à environ 500 000 le nombre de membres de la communauté antillaise au Canada.

Commerce et investissement

- La CARICOM est le quatrième partenaire commercial du Canada en importance dans l'hémisphère, après le Mexique, le Brésil et le Venezuela. Le commerce de marchandises entre le Canada et la CARICOM s'élevait à plus de 1 milliard de dollars en 1999, les exportations canadiennes totalisant 441 millions de dollars et les importations en provenance des pays de la CARICOM, 621 millions de dollars.
- L'éventail des produits expédiés par le Canada à ses partenaires de la CARICOM s'est élargi ces dernières années. Parmi les nouveaux produits et les produits à valeur ajoutée exportés dans la région, mentionnons les ordinateurs, le matériel médical et les produits alimentaires.
- Les pays de la CARICOM achètent du Canada pour plus de 200 millions de dollars en services chaque année, et les débouchés augmentent constamment.
- La majorité des importations du Canada comprennent des produits traditionnels comme la bauxite, le sucre, l'or et le rhum. Le Canada constitue un marché important pour le rhum des Antilles; le gouvernement a signé une entente avec la plupart des États membres de la CARICOM en vue d'améliorer la commercialisation de leur rhum au Canada.
- La CARICOM bénéficie d'un programme canadien d'aide au développement économique et commercial appelé CARIBCAN. Le programme étend l'admission au bénéfice du régime préférentiel, en franchise de droits, à plus de 95 p. 100 des exportations de la région vers le Canada, à l'exception des textiles, des vêtements, des chaussures et des produits agricoles soumis à l'application des tarifs de l'Organisation

mondiale du commerce. L'initiative CARIBCAN a été prolongée jusqu'en 2007. Une loi ayant pour effet d'élargir la liste des produits et d'inclure le méthanol, les huiles lubrifiantes et les sacs de voyage, a été adoptée en 1998.

- Les investissements directs du Canada dans les Antilles atteignent plus de 20 milliards de dollars. Les investissements du Canada dans l'ensemble des pays de la CARICOM dépassent ceux qu'il fait dans tous les autres pays, à l'exception des États-Unis et du Royaume-Uni. Les services financiers, qui sont concentrés dans la Barbade et les Bahamas, constituent la principale activité liée à l'investissement. Les investissements canadiens à la Barbade totalisent à eux seuls 14 millions de dollars.
- Les investissements dans les Antilles se sont diversifiés vers la fin des années 1990, et l'activité commerciale a augmenté dans le secteur de l'énergie à Trinité-et-Tobago ainsi que dans les secteurs miniers au Guyana et au Suriname. Le Canada a signé des accords sur la protection des investissements étrangers avec la Barbade et Trinité-et-Tobago. Des négociations ont été engagées avec les Bahamas, le Guyana et la Jamaïque.
- Le Canada reconnaît que les petites économies font face à des défis lorsqu'elles négocient des accords commerciaux; c'est pourquoi il appuie la création du Groupe consultatif de la ZLEA sur les économies de petite taille.
- Le Canada fournit un renforcement des capacités et une aide technique liée aux échanges commerciaux à l'appareil de négociation commercial de la CARICOM.

Coopération au développement

- L'aide au développement que le Canada fournit aux Antilles s'effectue grâce à l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'aide globale du Canada aux pays antillais membres du Commonwealth s'est stabilisée aux alentours de 26 à 29 millions de dollars par an.
- En 1998-1999, le Canada a fourni 41,22 millions de dollars en aide à Haïti.
- Le Canada a aussi des programmes régionaux se chiffrant à environ 8 millions de dollars par année. Les objectifs de l'ACDI sont d'aider les pays de la CARICOM à devenir plus concurrentiels dans l'économie régionale et mondiale grâce au développement des ressources humaines et au renforcement de leurs institutions. Le Canada vise aussi à renforcer la capacité de la région de gérer son environnement et ses ressources naturelles.

- Le Canada a remis depuis 1990 environ 182 millions de dollars dûs par les pays antillais membres du Commonwealth.

Le Canada accueille les Amériques

L'avenir du Canada est directement lié — du point de vue de la géographie, de l'économie et de la politique — à celui de ses associés de l'hémisphère.

En 1999, le Canada a été l'hôte de grands événements interaméricains dont l'aboutissement sera le Sommet des Amériques, qui doit se tenir à Québec en 2001. Le premier de ces événements a été les Jeux panaméricains, fête de la jeunesse, du sport et de la culture, qui ont eu lieu en juillet et en août 1999 à Winnipeg.

Le deuxième événement a été la Neuvième Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, qui a eu lieu à l'automne 1999, à Ottawa. Le Canada y a fait avancer ses priorités dans de nombreux dossiers, comme le développement de l'enfant, la santé et l'éducation.

En qualité de président des négociations relatives à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) pendant les dix-huit premiers mois du processus, soit du début de 1998 à la fin de 1999, le Canada a été l'hôte de la réunion des ministres du commerce de la ZLEA, tenue à Toronto en novembre 1999.

Le gouvernement canadien a également aidé les associations commerciales du pays à organiser le Cinquième Forum des gens d'affaires des Amériques, qui a eu lieu à Toronto juste avant la réunion ministérielle. Au Forum, les dirigeants des milieux d'affaires des Amériques ont élaboré des propositions concrètes visant à faciliter le commerce à l'échelle de l'hémisphère. Grâce au dialogue avec les ministres du commerce, ils ont participé au processus d'établissement de la ZLEA. Les gens d'affaires des Amériques ont eu l'occasion de promouvoir leurs propres entreprises et d'établir des relations stratégiques avec des sociétés étrangères.

En tant que premier président de la ZLEA, le Canada a imprimé l'élan devant mener à des résultats concrets avant 2000. À la réunion des ministres du commerce en novembre 1999, on a annoncé que des progrès avaient été réalisés en ce qui touche l'accès aux marchés de l'hémisphère, la protection des investissements et la mise en place de mécanismes plus sûrs de règlement des différends.

Le Canada est l'un des grands pays industrialisés les plus tributaires du commerce. Un emploi sur trois au pays y est lié. Il a été à ce titre un ardent partisan de la ZLEA, où il a vu une occasion historique tant de promouvoir la prospérité régionale que d'élargir ses activités commerciales et de favoriser l'emploi. Les pays de la ZLEA, à part les États-Unis, ont reçu pour plus de

7 milliards de dollars d'exportations canadiennes en 1997. Les investissements directs des Canadiens dans ce groupe de pays ont quadruplé entre 1992 et 1997, pour atteindre 25 milliards de dollars.

L'Organisation des États américains (OEA), principal forum où l'on discute des politiques relatives à l'hémisphère et où l'on assure le suivi des décisions, joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de nombreux engagements qui sont pris aux sommets des Amériques. C'est aussi une force régionale de premier plan qui raffermi la démocratie, les droits de la personne et la sécurité. Le Canada a soutenu des réformes visant à accroître la capacité générale de l'OEA de favoriser des entreprises communes à l'ensemble des pays de l'hémisphère.

À Windsor (Ontario), du 4 au 6 juin 2000, le Canada a accueilli l'Assemblée générale de l'OEA. Cet événement a réuni les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation, qui ont examiné de grandes questions touchant l'hémisphère, comme la démocratie, la lutte contre le trafic des stupéfiants, les mesures destinées à combattre la corruption, et les initiatives d'aide aux enfants touchés par la guerre. Les ministres ont aussi discuté des thèmes à mettre au programme du prochain sommet des Amériques.

Le Sommet des Amériques, en 2001

Les deux premiers sommets des Amériques ont eu lieu à Miami et à Santiago (Chili) en 1994 et 1998 respectivement. Ils ont favorisé une coopération pratique, à l'échelle de l'hémisphère, en ce qui concerne un éventail de problèmes centraux qui cadrent bien avec les priorités du Canada en matière d'économie et de sécurité des personnes. Le plan d'action adopté à Santiago couvre, par exemple, l'intégration économique et la libéralisation du commerce, l'amélioration de l'éducation, le renforcement de la démocratisation, une meilleure protection des droits de la personne et la lutte contre la pauvreté et la discrimination.

Du 20 au 22 avril 2001, les présidents et les premiers ministres se réuniront à Québec, afin de tracer une ligne de conduite commune pour entamer le nouveau millénaire. À la présidence de l'événement, le Canada dirigera l'établissement de l'ordre du jour, et fournira conseils et soutien à la préparation du Sommet. Cet engagement important nécessite la concertation des autorités fédérales, provinciales et municipales, de même que des entreprises, des organismes autochtones et de la société civile.

En collaboration étroite avec ses partenaires canadiens et avec l'OEA, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation panaméricaine de la santé, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Antilles, et la Banque mondiale, le Canada établira un programme axé sur les résultats, qui aidera les gouvernements de l'hémisphère à combattre l'inégalité et à répandre la richesse créée grâce à une libéralisation économique et à une intégration accrues.

Les relations entre le Canada et le Guatemala

- Le Canada et le Guatemala entretiennent de bonnes relations, que vient renforcer leur appartenance commune à l'Organisation des Nations unies et à l'Organisation des États américains (OEA). Les deux pays ont établi leurs relations diplomatiques en 1961, et le Guatemala a ouvert cette année-là une ambassade à Ottawa. En 1991, la mission du Canada au Guatemala est devenue une ambassade en bonne et due forme, avec un ambassadeur résident.
- Le Canada a souvent fait part de ses préoccupations concernant la situation des droits de la personne au Guatemala, et il soutient sans réserve les Accords de paix signés en 1996. Le Canada a fourni un soutien financier à cette initiative qui avait pour but d'aider le pays à se transformer pacifiquement en une société ouverte et démocratique. Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est rendu trois fois au Guatemala en 1996 avant la signature des accords, et il a agi comme représentant officiel du Canada lors de la cérémonie.
- Des hauts représentants canadiens ont effectué des visites au Guatemala ces dernières années, notamment le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) en janvier et en août 2000, à deux reprises en 1999, et deux fois en 1996. Le ministre des Affaires étrangères du Guatemala a participé à l'Assemblée générale de l'OEA à Windsor (Ontario) en avril 2000, et à la conférence internationale d'Ottawa en 1997, où fut signée la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le président, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Économie du Guatemala ont par ailleurs participé à une visite au Canada de six dirigeants de pays d'Amérique centrale en 1996.
- Quatre policiers et un militaire canadiens participent actuellement à la Mission de vérification des Nations unies pour les droits de l'homme au Guatemala. Celle-ci a pour tâche de surveiller la situation des droits de la personne dans ce pays, de vérifier la mise en œuvre des accords de paix, et d'appuyer le renforcement des institutions dans le cadre des mandats confiés par l'Assemblée générale.
- Le Canada participe en outre activement à un groupe de soutien international qui supervise le retour des réfugiés guatémaltèques.

Commerce et investissement

- En 1999, le commerce bilatéral entre le Canada et le Guatemala s'est chiffré à environ 289 millions de dollars. Les principales exportations canadiennes vers le Guatemala, totalisant 167 millions de dollars, se composaient de produits des pâtes et papiers, dont du papier journal, de blé et de blé dur, d'engrais et de matériel téléphonique. Du Guatemala, le Canada a importé du café, des fleurs coupées et des produits agricoles, notamment des graines de sésame, des fruits et des légumes, pour un montant total de 122 millions de dollars.
- Le Canada et le Guatemala ont négocié un accord de protection des investissements étrangers, qui n'a cependant pas encore été signé. La Société pour l'expansion des exportations offre un programme de financement et d'assurances pour le Guatemala.
- Le Guatemala présente d'excellentes possibilités pour les entreprises canadiennes. Les meilleurs débouchés potentiels pour les exportateurs canadiens sont dans les secteurs suivants : machines agricoles et industrielles, transformation des produits alimentaires, électronique, télécommunications, services d'expert-conseil, production d'énergie, matériel hospitalier et médical, et produits du papier.
- Les investissements directs du Canada au Guatemala sont actuellement de 5 millions de dollars; cela pourrait changer par suite de l'adoption en 1998 de la nouvelle loi guatémaltèque sur l'investissement étranger.

Coopération au développement

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) mène au Guatemala des initiatives qui appuient les objectifs du Canada en matière d'aide au développement : atténuation de la pauvreté, amélioration de l'égalité et renforcement de la démocratie.
- Le Projet de développement local a pour objectif de réduire la pauvreté par le renforcement des coopératives et associations agricoles et forestières. Cette initiative de 20,5 millions de dollars est mise en œuvre par la Société de coopération pour le développement international.
- Le Fonds pour le développement démocratique favorise le développement de la démocratie et les initiatives en faveur des droits de la personne au niveau local, afin de soutenir le processus de paix. La contribution du Canada, qui est de 9 millions de dollars, est gérée par le Centre des études sur la coopération internationale.

- La Mission de vérification des Nations unies pour les droits de l'homme au Guatemala est en voie de mettre en œuvre le Centre d'administration de la justice – Projet Saint-Eulaila. Les 750 000 \$ attribués à ce projet contribueront à faciliter la création d'un centre local de justice et de médiation dans une zone où il y a déjà eu conflit.
- Le Projet de réactivation socioéconomique vise à renforcer l'infrastructure économique et sociale de certaines municipalités de San Marcos, une ancienne zone de conflit. Assorti d'un budget de 8 millions de dollars, ce projet est mis en œuvre par le Centre des études sur la coopération internationale.
- Le Projet de réforme des programmes d'études vise à améliorer l'accès des populations autochtones à l'éducation. Doté d'un financement de 250 000 \$, il est géré au niveau local.
- Le Fonds canadien d'aide aux initiatives locales soutient divers petits projets de développement à l'échelle locale. Il est doté d'un budget annuel de 300 000 \$.
- Le Guatemala bénéficie par ailleurs des projets couvrant la région de l'Amérique centrale. Deux de ces projets sont le Programme énergétique régional, qui porte sur la réforme de la politique énergétique et l'électrification rurale, et le Fonds pour l'égalité des sexes, qui aide les femmes guatémaltèques à participer à la vie politique, à profiter des possibilités économiques et à avoir accès aux programmes visant à éliminer la violence.
- Le Programme de coopération industrielle finance les initiatives des entreprises canadiennes travaillant de concert avec des partenaires guatémaltèques dans des domaines comme l'agriculture, la transformation des produits alimentaires, le développement du secteur minier, l'expansion des réseaux ferroviaires et des installations portuaires, et le développement des installations médicales.

Les relations entre le Canada et la Jamaïque

- Le Canada et la Jamaïque entretiennent d'étroites relations diplomatiques. Le Canada a ouvert un haut-commissariat à Kingston en 1962, et la même année la Jamaïque ouvrait le sien à Ottawa. Les deux pays sont membres des Nations unies, du Commonwealth et de l'Organisation des États américains.
- Les contacts politiques entre les deux pays sont fréquents. En juin 1999, le premier ministre de la Jamaïque est venu au Canada. En novembre 1999, le premier ministre du Canada et les dirigeants antillais, dont le premier ministre jamaïcain, se sont rencontrés à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, en Afrique du Sud. Le ministre des Affaires étrangères du Canada et le président de la Chambre des communes se sont tous deux rendus en Jamaïque au début de 1999.
- Les relations entre les deux gouvernements comprennent la coopération au niveau international et à l'échelle de l'hémisphère, les liens en matière de commerce et d'investissement, l'aide publique au développement et le tourisme. Des liens se tissent aussi par l'entremise de l'importante communauté jamaïcaine au Canada.
- La Jamaïque a appuyé le rôle politique du Canada dans l'hémisphère, notamment ses activités en Haïti et sa politique à l'égard de Cuba. La Jamaïque a signé et ratifié la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et appuyé la candidature du Canada lorsque celui-ci a brigué avec succès un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Canada a appuyé la candidature de la Jamaïque lorsqu'elle y a aussi brigué et obtenu un siège en 2000-2001.

Commerce et investissement

- L'économie jamaïcaine est au nombre des plus importantes et des plus diversifiées des pays des Antilles membres du Commonwealth. Les principaux secteurs sont les mines, le tourisme, l'agriculture et la fabrication de produits légers pour l'exportation.
- Des liens commerciaux étroits unissent le Canada et la Jamaïque. Les échanges bilatéraux ont totalité 298 millions de dollars en 1999. Les exportations canadiennes de marchandises, de 97 millions de dollars, (à l'exception des services et des produits expédiés via les États-Unis) comprennent le poisson et les fruits de mer, le papier et le papier journal,

le matériel téléphonique et les médicaments. La Jamaïque exporte au Canada des produits qui ont atteint une valeur de 201 millions de dollars en 1999, surtout de la bauxite et de l'alumine, du rhum, des fruits, des légumes et des vêtements.

- Les investissements canadiens en Jamaïque sont évalués à 602 millions de dollars environ et se concentrent dans les secteurs des mines et des services financiers.
- Le Canada a signé avec la Jamaïque une convention préventive de double imposition. Un accord sur la protection des investissements étrangers est à l'étude. En 1997, les deux pays ont signé un protocole d'entente sur la coopération en matière de transports, qui a profité aux deux pays.
- Le haut-commissariat du Canada en Jamaïque a inauguré le Canada-Jamaica Business Council en octobre 1999 et commandité le colloque Doing Business with Canada en janvier 2000.
- La Jamaïque tire avantage de CARIBCAN, un accord commercial préférentiel selon lequel plus de 95 p. 100 des exportations au Canada des pays membres de la CARICOM sont exemptes de droits de douane.
- Le Programme des travailleurs agricoles saisonniers a permis à plus de 5 000 Jamaïcains de venir au Canada en 1999.
- En 1998, le Canada a vendu à la Jamaïque trois hélicoptères d'une valeur de près de 25 millions de dollars américains. Le Canada a expédié en Jamaïque des détecteurs de métaux manuels et des portiques détecteurs ainsi que des détecteurs de mines usagés pour aider les forces policières et les services de sécurité à détecter les armes cachées.
- La Jamaïque a été le premier pays antillais à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce et au GATT, son prédécesseur. Partisan de l'intégration économique régionale, la Jamaïque participe activement au processus de création de la Zone de libre-échange des Amériques, et a notamment présidé le Groupe consultatif sur les économies de petite taille.

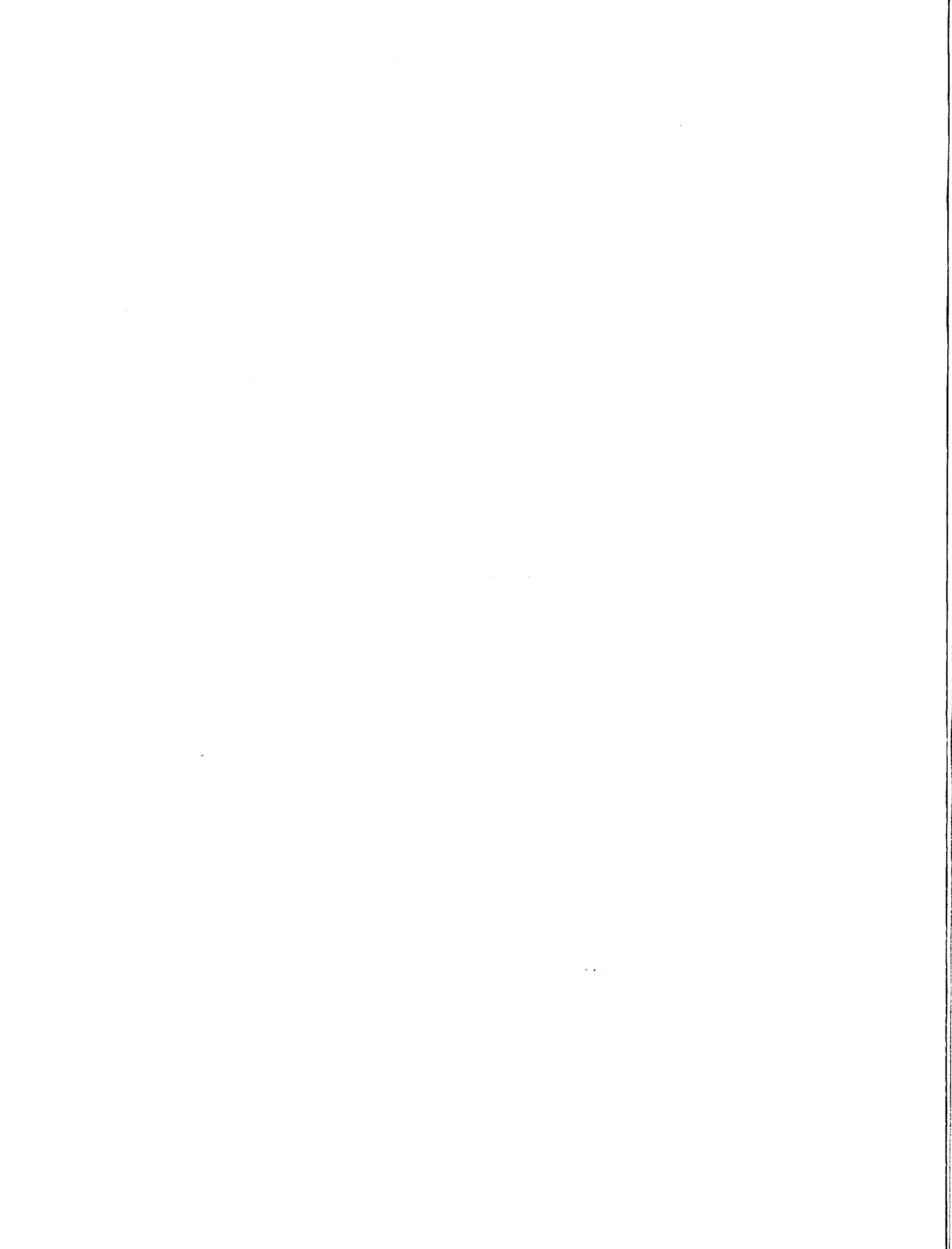
Coopération au développement

- En 1999-2000, l'aide publique au développement versée par le Canada à la Jamaïque s'est élevée à 7,6 millions de dollars.

- Le programme de l'ACDI pour la Jamaïque a pour priorités de renforcer les capacités locales en matière de gestion environnementale; de contribuer à renforcer la compétitivité économique tout en maintenant la distribution équitable des gains économiques; et d'appuyer la saine gestion des affaires publiques et la société civile.
- Les deux grands projets environnementaux de l'ACDI en Jamaïque sont un programme d'action environnementale (15 millions de dollars) et l'initiative Trees for Tomorrow (10 millions de dollars).
- Le projet de développement des ressources humaines de l'ACDI dans les Antilles aide les pays de la région à accroître leur compétitivité en leur offrant une formation de courte durée liée à une activité professionnelle. Ce projet économique régional de 25 millions de dollars réserve la somme de 5 millions pour la Jamaïque.
- L'ACDI a toujours appuyé les organisations jamaïcaines, surtout les groupes voués à l'environnement et ceux qui œuvrent dans les quartiers défavorisés. Les nouveaux projets sont : Enhancing Civil Society (3 millions de dollars), qui exploitera les réseaux actuels pour mettre sur pied des organisations communautaires, Supporting Local Government Reform (4 millions de dollars), pour aider le gouvernement à établir une gouvernance locale efficace, et le Social Conflict and Legal Reform Project (7 millions de dollars), pour aider les institutions juridiques et les collectivités urbaines à renforcer leur capacité de gérer les conflits.
- L'ACDI appuie le développement en Jamaïque grâce au fonds de modernisation du secteur public (400 000 \$), au Fonds pour la promotion de l'égalité des sexes (1,4 million de dollars), au Fonds canadien d'initiatives locales (300 000 \$) et au Fonds vert (3 millions de dollars).
- La Jamaïque bénéficie du projet régional du Caribbean Epidemiology Centre sur le VIH/sida, qui appuie les programmes nationaux de lutte contre le sida et les laboratoires d'essai et de dépistage.
- Les institutions et organisations non gouvernementales canadiennes reçoivent l'appui de l'ACDI, moyennant le partage des frais, pour le développement des capacités locales en collaboration avec leurs homologues jamaïcaines. Le Programme de coopération industrielle de l'Agence finance des entreprises canadiennes travaillant avec des entreprises jamaïcaines.

Fiches documentaires

Amérique centrale



BELIZE

Capitale : Belmopan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
22 963 km²

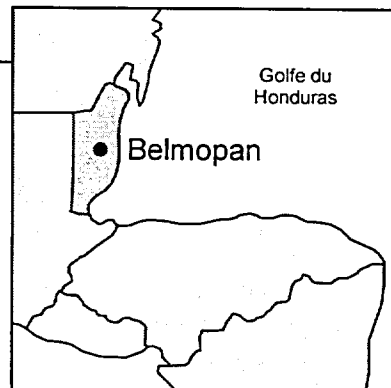
Langue officielle
Anglais

Principaux groupes religieux
Catholiques (62 %), protestants (30 %)

Pays environnants
Guatemala, Honduras, Mexique

Population
249 183 habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
2,75 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Colville Norbert Young
Le premier ministre Said Musa

Ministre des Affaires étrangères
M. Said Musa

Ministre du Développement, de l'Investissement et du Commerce
M. Ralph Fonseca

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Belize se classe 58^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,6 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
577 millions de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
6,4 % (1999)

PIB par habitant
2 412 \$US (1999)

Principales exportations
Sucre et mélasse, bananes, agrumes, vêtements, produits de la pêche, bois

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, combustibles, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Principales exportations vers le Canada
14,6 millions de dollars (1999), en sucre brut, soya, melons, papayes, antiquités, produits chimiques pour photographie, papier d'aluminium

Principales importations en provenance du Canada
3,3 millions de dollars (1999), en produits laitiers, téléphones et pièces, radios, papier en rouleaux et en feuilles, porc fumé

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Belize
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 1500, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500, Télécopieur : (876) 960-3861

COSTA RICA

Capitale : San José

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

51 100 km²

Langue officielle

Espagnol

Principal groupe religieux

Catholiques (85 %)

Pays environnants

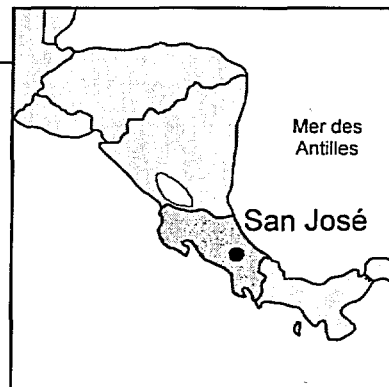
Nicaragua, Panama

Population

3,71 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

1,69 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeant

Le président Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

Ministre des Relations étrangères

M. Roberto Rojas López

Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie

M. Tomás Dueñas

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Costa Rica se classe 48^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

7,7 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

11,3 milliards de dollars américains (1999)

Taux d'inflation

10,1 % (1999)

Taux de croissance du PIB

8,3 % (1999)

Taux de chômage

7,5 % (1998)

PIB par habitant

2 172 \$US (1999)

Principales exportations

Café, bananes, sucre, textiles, composants électroniques

Principales importations

Matériaux bruts industriels, produits de consommation, biens d'équipement, pétrole

Principales exportations vers le Canada

175,6 millions de dollars (1999), en bananes, fruits frais, café, vêtements tissés, machines électriques, aliments en conserve

Principales importations en provenance du Canada

68,7 millions de dollars (1999), en papier et carton, vêtements tissés, malt et amidon, machines électriques, légumes

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República, San José, Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149, Télécopieur : (011-506) 296-4270, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

GUATEMALA

Capitale : Guatemala

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
108 900 km²

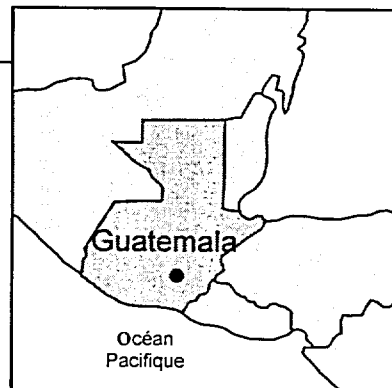
Langue officielle
Espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques, protestants

Pays environnants
Belize, Salvador, Honduras, Mexique

Population
12,64 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
2,63 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeant
Le président Alfonso Portillo

Ministre des Relations étrangères
M. Gabriel Orellana Rojas

Ministre de l'Économie
M. Eduardo Weyman

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Guatemala se classe 120^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
8,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
18,3 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
3,5 % (1999)

PIB par habitant
1 024 \$US (1999)

Principales exportations
Café, sucre, bananes, fruits et légumes, viande, vêtements, pétrole

Principales importations
Combustibles, machines, matériel de transport, matériel de construction, grains, engrais

Principales exportations vers le Canada
121,9 millions de dollars (1999), en café, fleurs coupées et produits agricoles tels graines de sésame, fruits et légumes frais

Principales importations en provenance du Canada
166,9 millions de dollars (1999), en papier journal et autres produits de pâtes et papiers, blé et blé dur, engrais, matériel téléphonique

Représentant du Canada

M. Allan Culham, Ambassadeur, Ambassade du Canada
13 Calle 8-44, Zona 10 Edyma Plaza, 8 Nivel, Guatemala, Guatemala
Téléphone : (011-502-3) 33 61 02, Télécopieur : (011-502-3) 33 61 48

HONDURAS

Capitale : Tegucigalpa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
112 087 km²

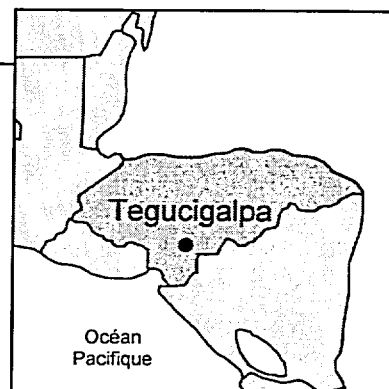
Langue officielle
Espagnol

Principal groupe religieux
Catholiques (97 %)

Pays environnants
Belize, Salvador, Guatemala, Nicaragua

Population
6,25 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
2,52 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Congrès national; multipartite

Dirigeant
Le président Carlos Roberto Flores Facussé

Ministre des Affaires étrangères
M. Roberto Flores Bermúdez

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Honduras se classe 113^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
30,4 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,4 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB
-1,9 % (1999)

PIB par habitant
640 \$US (1999)

Principales exportations
Café, crevettes, homard, sucre, bananes, or, tabac, coton, bœuf

Principales importations
Machines, produits à base de pétrole, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada
68,2 millions de dollars (1999), en vêtements, or, café, lingerie, melons, légumes frais, café, épices

Principales importations en provenance du Canada
19,5 millions de dollars (1999), en papier journal, machines, conserves, ouvrages (métaux communs), fer et acier, papier et carton

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Ambassadeur, Ambassade du Canada auprès du Honduras
a/s de l'Ambassade du Canada, Apartado Postal 351-1007, Centro Colón, San José, Costa Rica
Téléphone : (011-506) 296-4149, Télécopieur : (011-506) 296-4270, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

NICARAGUA

Capitale : Managua

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
130 000 km²

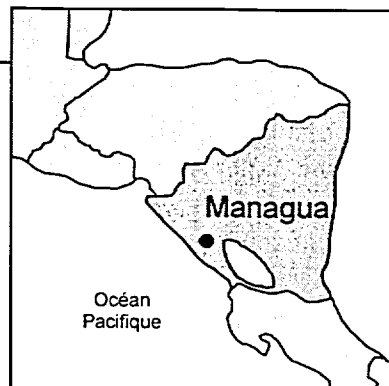
Langue officielle
Espagnol

Principal groupe religieux
Catholiques (85 %)

Pays environnants
Costa Rica, Honduras

Population
4,81 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
2,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Arnoldo Alemán Lacayo

Ministre des Affaires étrangères
M. Eduardo Montealegre

Ministre de la Coopération étrangère
M. Salvador Stadthagen

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Nicaragua se classe 116^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
16,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,3 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
7 % (1999)

PIB par habitant
465 \$US (1999)

Principales exportations
Café, crevettes, homard, sucre, bananes, or, tabac, coton, bœuf

Principales importations
Machines, produits à base de pétrole, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada
24,4 millions de dollars (1999), en café, vêtements, poisson et crustacés, bananes et plantain, melons, cigares et cigarettes, évier de céramique

Principales importations en provenance du Canada
11,5 millions de dollars (1999), en articles de plastique, papier journal, suif, haricots et lentilles, avoine, livres, huiles lubrifiantes, machines

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Ambassadeur, Ambassade du Canada auprès du Nicaragua
a/s de l'Ambassade du Canada, Apartado Postal 351-1007, Centro Colón, San José, Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149, Télécopieur : (011-506) 296-4270, Site Web : www.dfait-macci.gc.ca/sanjose/

PANAMA

Capitale : Panama

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
77 082 km²

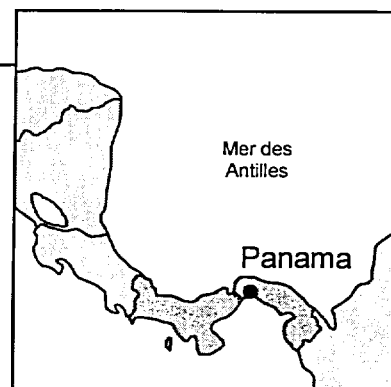
Langue officielle
Espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques (85 %), protestants (15 %)

Pays environnants
Colombie, Costa Rica

Population
2,81 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
1,34 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeante
La présidente Mireya Moscoso

Ministre des Relations étrangères
M. José Miguel Alemán

Ministre de l'Économie et des Finances
M. Norberto Delgado

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Panama se classe 59^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,27 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
9,2 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB
3,2 % (est. 1999)

PIB par habitant
2 845 \$US (1999)

Principales exportations
Bananes, crevettes, sucre, café

Principales importations
Biens d'équipement et machines, pétrole, produits alimentaires, produits de consommation, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada
29,3 millions de dollars (1999), en bananes, plantains, papayes, combustibles minéraux, café, thé, poisson et fruits de mer, aluminium

Principales importations en provenance du Canada
51,5 millions de dollars (1999), en produits pharmaceutiques, haricots et pois, meubles, machines, cigarettes

Représentant du Canada

M. Daniel K. Daley, Ambassadeur, Ambassade du Canada
World Trade Center, Calle 53E Marbella, Galeria Comercial, Piso 1, Panama, Panama
Téléphone : (507) 264-9731/264-7115, Télécopieur : (507) 263-8083

SALVADOR

Capitale : San Salvador

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
21 893 km²

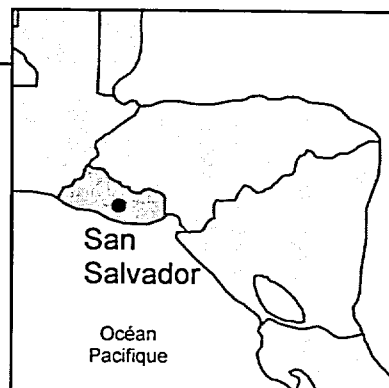
Langue officielle
Espagnol

Principal groupe religieux
Catholiques (86 %)

Pays environnants
Guatemala, Honduras

Population
6,12 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
1,87 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeant
Le président Francisco Flores

Ministre des Relations étrangères
M^{me} Maria Eugenia Brizuela de Avila

Ministre de l'Économie
M. Miguel Ernesto Lacayo

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Salvador se classe 104^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
7,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
12,4 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
2,6 % (1999)

PIB par habitant
2 014 \$US (1999)

Principales exportations
Produits constitués, café, sucre, crevettes, textiles, produits chimiques

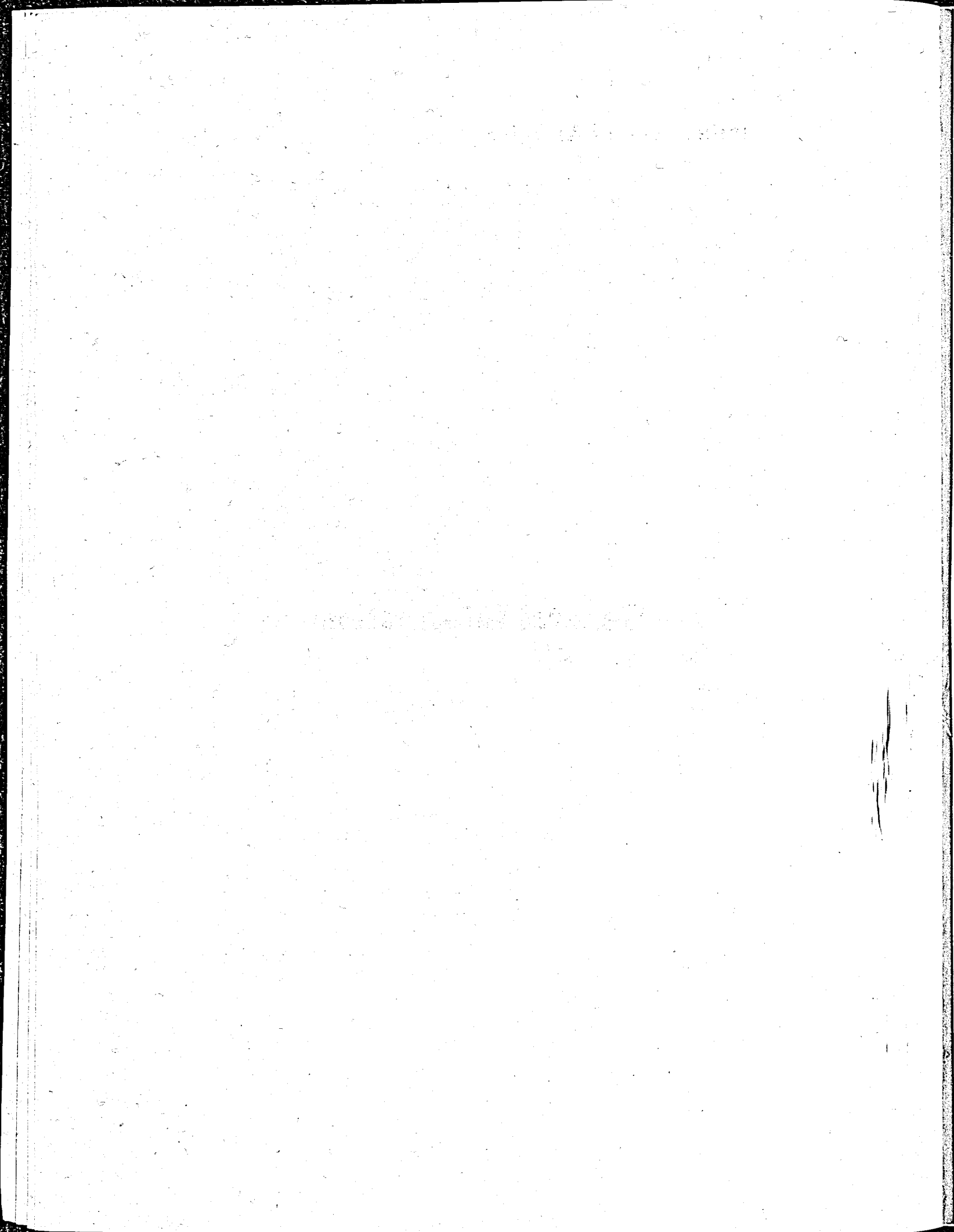
Principales importations
Produits de consommation, biens d'équipement, pétrole, produits alimentaires

Principales exportations vers le Canada
36,4 millions de dollars (1999), en épices, café, vêtements tricotés, machines électriques, vêtements tissés

Principales importations en provenance du Canada
13,8 millions de dollars (1999), en légumes, plastique, suif, papier journal et pâte de bois, blé, machines électriques

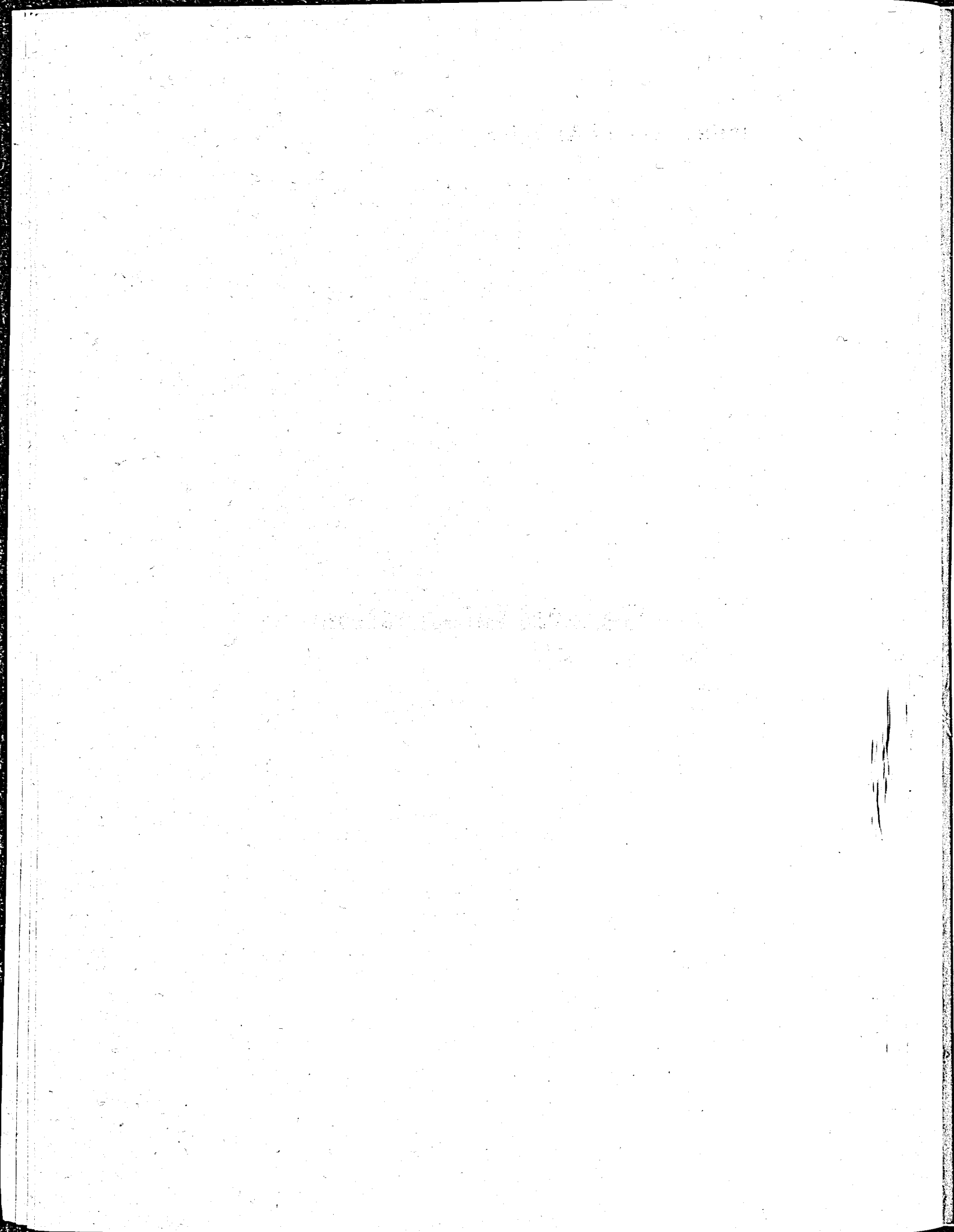
Représentant du Canada

M. Allan Culham, Ambassadeur, Ambassade du Canada auprès du Salvador
a/s de l'Ambassade du Canada, C.P. 400, Guatemala, Guatemala
Téléphone : (011-502-3) 33 61 02, Télécopieur : (011-502-3) 33 61 48



Fiches documentaires

CARICOM

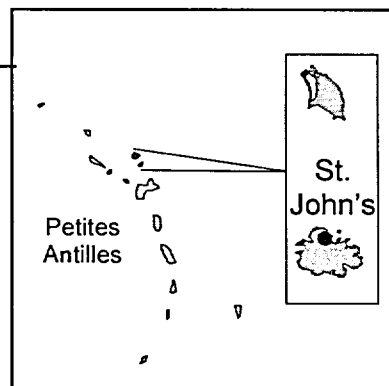


ANTIGUA-ET-BARBUDA

Capitale : St. John's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 440 km ²	Population 66 422 habitants (est. juillet 2000)
Langue officielle Anglais	Taux de croissance de la population 0,73 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Anglicans, protestants, catholiques	
Pays environnants Guadeloupe (France), Montserrat (Royaume-Uni), Saint-Kitts-et-Nevis	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères M. Lester Bryant Bird
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite	Ministre du Commerce et de l'Industrie M. Hilroy Humphreys
Dirigeants Le gouverneur général James Beethoven Carlisle Le premier ministre Lester Bryant Bird	Indice du développement humain de l'ONU (2000) Antigua-et-Barbuda se classe 37 ^e sur 174 pays.
	Aide publique du Canada au développement 470 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 629,6 millions de dollars américains (est. 1999)	Taux d'inflation 1,6 % (est. 1999)
Taux de croissance du PIB 3,2 % (est. 1999)	Taux de chômage 7 % (est. 1997)
PIB par habitant 7 020 \$US (1998)	
Principales exportations Produits pétroliers, literie, artisanat, composantes électroniques, machines et matériel de transport, aliments, animaux vivants	
Principales importations Aliments, animaux vivants, machines et matériel de transport, produits manufacturés, produits chimiques, pétrole	
Principales exportations vers le Canada 400 000 \$ (1999), en café, poisson et fruits de mer, fruits, machines	
Principales importations en provenance du Canada 11,4 millions de dollars (1999), en viande, produits laitiers, légumes, fruits et noix	

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès d'Antigua-et-Barbuda
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 404, Bridgetown, Barbade

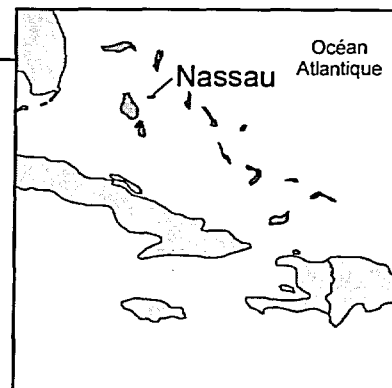
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

BAHAMAS

Capitale : Nassau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 13 939 km ²	Population 294 982 habitants (est. juillet 2000)
Langue officielle Anglais	Taux de croissance de la population 1,01 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Baptistes (32 %), anglicans (20 %), catholiques (19 %)	
Pays environnants Cuba, États-Unis, Haïti	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères M ^{me} Janet Bostwick
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2000) Les Bahamas se classent 33 ^{es} sur 174 pays.
Dirigeants Le gouverneur général Orville Turnquest Le premier ministre Hubert A. Ingraham	

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 4,5 milliards de dollars américains (1999)	Taux d'inflation 1,3 % (1999)
Taux de croissance du PIB 6 % (1999)	Taux de chômage 9 % (est. 1998)
PIB par habitant 11 790 \$US (1999)	
Principales exportations Écrevisses, sel, autres produits de la pêche, rhum, agrumes, aragonite, produits pharmaceutiques, produits pétroliers raffinés, ciment	
Principales importations Machines et matériel de transport, aliments, boissons, tabac, produits manufacturés, pétrole brut, véhicules, produits électroniques	
Principales exportations vers le Canada 25,9 millions de dollars (1999), en combustibles minéraux, poisson et fruits de mer, plastique, produits chimiques organiques, fer et acier	
Principales importations en provenance du Canada 26,3 millions de dollars (1999), en produits laitiers, machines électriques, meubles et literie, mouture, malt, amidon, machines	

Représentant du Canada

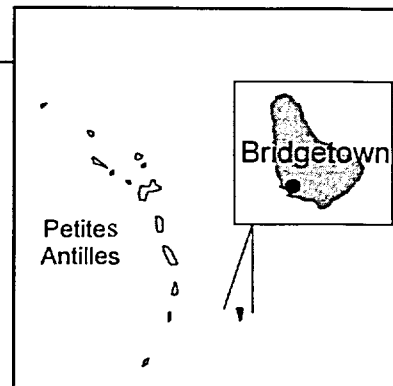
M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Bahamas
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 1500, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500, Télécopieur : (876) 960-3861

BARBADE

Capitale : Bridgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 431 km ²	Population 274 540 habitants (est. juillet 2000)
Langue officielle Anglais	Taux de croissance de la population 0,55 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Anglicans (40 %), protestants (27 %), catholiques (4 %)	
Pays environnants Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur M ^{me} Billie Miller
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2000) La Barbade se classe 30 ^e sur 174 pays.
Dirigeants Le gouverneur général Clifford Husbands Le premier ministre Owen Arthur	Aide publique du Canada au développement 510 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 2,32 milliards de dollars américains (est. 1999)	Taux d'inflation 3 % (1999)
Taux de croissance du PIB 3,2 % (est. 1999)	Taux de chômage 9,8 % (1999)
PIB par habitant 7 343 \$US (1999)	
Principales exportations Sucre et mélasse, bananes, rhum, autres aliments et boissons, produits chimiques, composants électriques, vêtements	
Principales importations Biens de consommation, machines, produits alimentaires, matériaux de construction, produits chimiques, combustibles, composants électriques	
Principales exportations vers le Canada 10,6 millions de dollars (1999), en lampes et dispositifs d'éclairage, rhum, rubans magnétiques, lingerie, outils	
Principales importations en provenance du Canada 41 millions de dollars (1999), en patates, appareils électriques, papier journal, meubles, gravier, poisson	

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Bishop's Court Hill, St. Michael, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

DOMINIQUE

Capitale : Roseau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

750 km²

Langue officielle

Anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (77 %), protestants (15 %)

Pays environnants

Guadeloupe (France), Martinique (France)

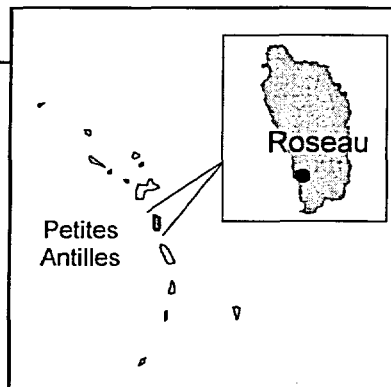
Population

71 540 habitants

(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

-1,14 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le président Vernon Shaw

Le premier ministre Roosevelt Douglas

Ministre des Affaires étrangères

M. Roosevelt Douglas

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Marketing

M. Osborne Riviere

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Dominique se classe 51^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

262,1 millions de dollars américains (est. 1999)

Taux d'inflation

1,5 % (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

2 % (est. 1999)

Taux de chômage

20 % (est. 1999)

PIB par habitant

3 214 \$US (1998)

Principales exportations

Bananes, savon, huiles essentielles, légumes, agrumes, produits manufacturés

Principales importations

Machines, produits manufacturés de base, produits alimentaires, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

1,6 millions de dollars (1999), en machines, produits de fer et d'acier, instruments d'optique, vêtements

Principales importations en provenance du Canada

5,5 millions de dollars (1999), en produits laitiers, articles ménagers, meubles, appareils électriques

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Dominique
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 404, Bridgetown, Barbade

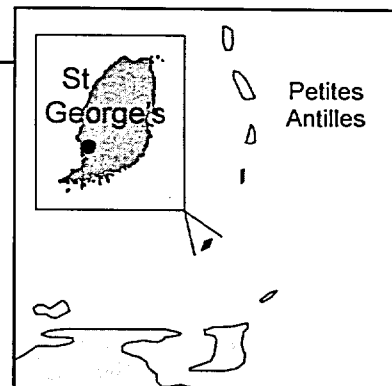
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-macci.gc.ca/bridgetown/

GRENADE

Capitale : St. George's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 340 km ²	Population 89 018 habitants (est. juillet 2000)
Langue officielle Anglais	Taux de croissance de la population -0,36 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Catholiques (53 %), protestants (47 %)	
Pays environnants Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago, Venezuela	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères M. Mark Isaac
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite	Ministre des Finances et du Commerce M. Anthony Boatswain
Dirigeants Le gouverneur général Daniel Williams Le premier ministre Keith Mitchell	Indice du développement humain de l'ONU (2000) La Grenade se classe 54 ^e sur 174 pays.
	Aide publique du Canada au développement 1,73 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 351,8 milliards de dollars américains (est. 1999)	Taux d'inflation -0,8 % (est. 1999)
Taux de croissance du PIB 6 % (est. 1999)	Taux de chômage 14,7 % (est. 1997)
PIB par habitant 3 073 \$US (1998)	
Principales exportations Muscade, fèves de cacao, bananes, macis, textiles, composantes d'ordinateur	
Principales importations Machines, aliments, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles	
Principales exportations vers le Canada 1,6 million de dollars (1999), en épices (y inclus macis, muscade), café, thé, cacao, légumes, fruits et noix	
Principales importations en provenance du Canada 4,84 millions de dollars (1999), en appareils de transmission, viande, produits laitiers, fenêtres et portes d'aluminium, machines électriques	

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Grenade
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-macci.gc.ca/bridgetown/

GUYANA

Capitale : Georgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

214 970 km²

Langue officielle

Anglais

Principaux groupes religieux

Chrétiens (50 %), hindous (33 %), musulmans (9 %)

Pays environnants

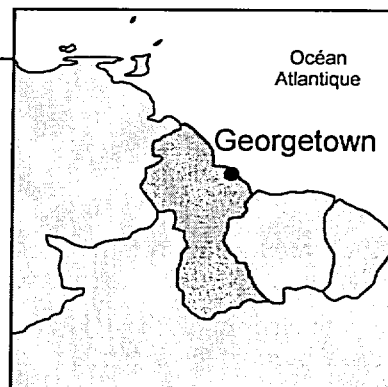
Brésil, Suriname, Venezuela

Population

697 286 habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

-0,1 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants

Le président Bharrat Jagdeo

Le premier ministre Samuel Hinds

Ministre des Affaires étrangères

M. Clement Rohee

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

M. Geoffrey da Silva

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Guyana se classe 96^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

9 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

677,5 millions de dollars américains (1999)

Taux d'inflation

8,7 % (1999)

Taux de croissance du PIB

3 % (1999)

Taux de chômage

12 % (1998)

PIB par habitant

742 \$US (1999)

Principales exportations

Sucre et mélasse, or, bauxite et alumine, riz, crevettes, rhum, gros bois d'œuvre

Principales importations

Produits manufacturés, machines, pétrole, aliments

Principales exportations vers le Canada

192 millions de dollars (1999), en or, minerai d'aluminium, rhum, vêtements

Principales importations en provenance du Canada

14,6 millions de dollars (1999), en engrais, patates, légumes, produits pharmaceutiques, produits laitiers, machines électriques

Représentant du Canada

M. Jacques Crête, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

High and Young Streets, Georgetown, Guyana

Téléphone : (011-592-2) 72081-5, Télécopieur : (011-592-2) 58380

HAÏTI

Capitale : Port-au-Prince

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

27 797 km²

Langues officielles

Français, créole

Principaux groupes religieux

Catholiques (80 %), protestants (16 %)

Pays environnants

Bahamas, Cuba, République dominicaine, Jamaïque

Population

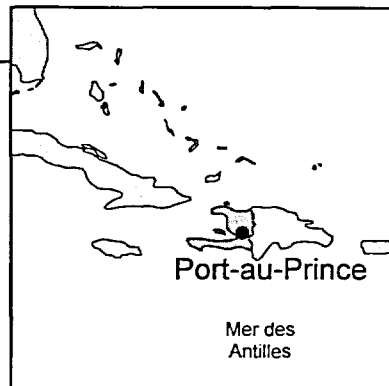
6,87 millions d'habitants

(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la

population

1,39 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeants

Le président René Préval

Le premier ministre Jacques Édouard Alexis

Ministre des Affaires étrangères

M. Fritz Longchamp

Ministre des Finances et de l'Économie

M. Fred Joseph

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Haïti se classe 150^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

41,22 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

3,8 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

2,4 % (est. 1999)

PIB par habitant

209 \$US (1999)

Principales exportations

Vêtements, café, produits végétaux, mangues

Principales importations

Produits alimentaires, machines, matériel de transport, combustibles

Principales exportations vers le Canada

11,1 millions de dollars (1999), en vêtements, poisson et crustacés, fruits, noix, café

Principales importations en provenance du Canada

41,4 millions de dollars (1999), en produits laitiers, blé, poisson et crustacés, impressions lithographiques et film, fer et acier

Représentant du Canada

M. Gilles Bernier, Ambassadeur, Ambassade du Canada
Édifice Banque Nova Scotia, route de Delmas, Port-au-Prince, Haïti
Téléphone : (011-509) 298-3050, Télécopieur : (011-509) 298-3001

JAMAÏQUE

Capitale : Kingston

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

10 991 km²

Langue officielle

Anglais

Principaux groupes religieux

Protestants (61,6 %), catholiques (4 %)

Pays environnants

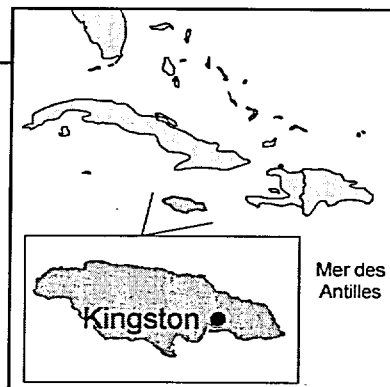
Cuba, Haïti

Population

2,65 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

0,46 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Howard Cooke

Le premier ministre Percival James Patterson

Ministre des Affaires étrangères

M. Paul Robertson

Ministre du Commerce extérieur

M. Anthony Hylton

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Jamaïque se classe 83^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

7,6 millions de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

6,7 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux d'inflation

6 % (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

-0,4 % (est. 1999)

Taux de chômage

15,5 % (1998)

PIB par habitant

1 380 \$US (1998)

Principales exportations

Alumine et bauxite, sucre, bananes, rhum

Principales importations

Machines et matériel de transport, matériaux de construction, combustibles, aliments, produits chimiques, engrais

Principales exportations vers le Canada

201 millions de dollars (1999), en bauxite et alumina, rhum, fruits et légumes, vêtements

Principales importations en provenance du Canada

96,7 millions de dollars (1999), en poisson et fruits de mer, papier journal et papier, appareils téléphoniques, médicaments

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

3 West King's House Road, Kingston 10, Jamaïque

Téléphone : (876) 926-1500, Télécopieur : (876) 960-3861

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Capitale : Saint-Domingue

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
48 734 km²

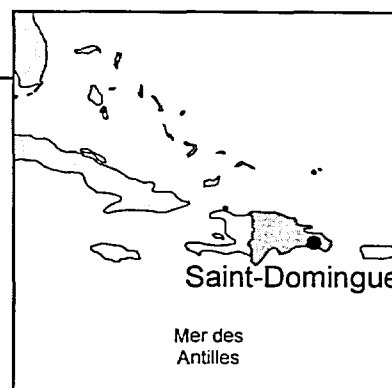
Langue officielle
Espagnol

Principal groupe religieux
Catholiques (95 %)

Pays environnant
Haïti

Population
8,44 millions d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
1,64 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant
Le président Hipólito Mejía

Ministre des Relations étrangères
M. Hugo Tolentino Dipp

Ministre de l'Industrie et du Commerce
M. Ángel Lockward Mella

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
La République dominicaine se classe 87^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
3,14 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
17,4 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
7,9 % (1999)

PIB par habitant
1 117 \$US (1998)

Principales exportations
Ferronickel, sucre, or, argent, café, cacao, tabac, produits à base de viande

Principales importations
Produits alimentaires, pétrole, coton et tissu de coton, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Principales exportations vers le Canada
98,7 millions de dollars (1999), en pierres précieuses, or, café, vêtements tissés, appareils de traitement de données, vêtements tricotés, sucre

Principales importations en provenance du Canada
107,8 millions de dollars (1999), en poisson, papier journal, véhicules, pièces et accessoires (excepté chemin de fer), matériel électrique

Représentant du Canada

M. Bruno Picard, Ambassadeur, Ambassade du Canada
Capitán Eugenio de Marchena #39, La Esperilla, Saint-Domingue, République dominicaine
Téléphone : (809) 685-1136, Télécopieur : (809) 682-2691

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Capitale : Basseterre

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
269 km²

Langue officielle
Anglais

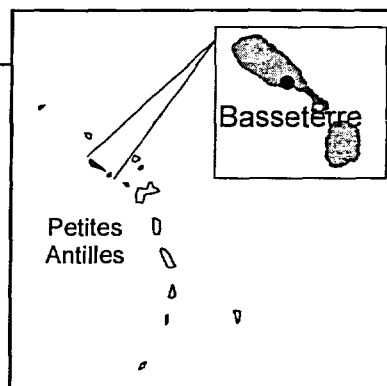
Principaux groupes religieux
Anglicans, protestants, catholiques

Pays environnants

Anguilla (Royaume-Uni), Antigua-et-Barbuda, Montserrat (Royaume-Uni)

Population
38 819 habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
-0,22 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Cuthbert Sebastian

Le premier ministre Denzil Douglas

Ministre des Affaires étrangères

M. Sam Condor

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Saint-Kitts-et-Nevis se classe 47^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,56 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

325 millions de dollars américains (est. 1999)

Taux d'inflation

0,4 % (1998)

Taux de croissance du PIB

3 % (est. 1999)

Taux de chômage

4,5 % (est. 1997)

PIB par habitant

6 024 \$US (1998)

Principales exportations

Machines, aliments, matériel électronique, boissons, tabac

Principales importations

Machines, produits manufacturés, aliments, combustibles

Principales exportations vers le Canada

5,1 millions de dollars (1999), en interrupteurs électriques, machines, meubles et literie, épices, thé et café, instruments optiques et médicaux, fruits et noix

Principales importations en provenance du Canada

10,4 millions de dollars (1999), en articles de plastique, machines, produits laitiers, meubles et literie, produits de fer et d'acier

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Saint-Kitts-et-Nevis
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 404, Bridgetown, Barbade

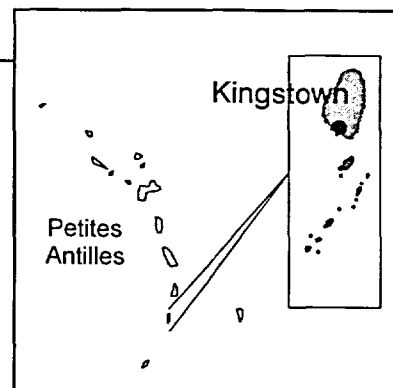
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Capitale : Kingstown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 340 km ²	Population 115 461 habitants (est. juillet 2000)
Langue officielle Anglais	Taux de croissance de la population 0,43 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Anglicans (47 %), méthodistes (28 %), catholiques (13 %)	
Pays environnants Barbade, Grenade, Sainte-Lucie	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme M. Allan Cruickshank
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2000) Saint-Vincent-et-les-Grenadines se classe 79 ^e sur 174 pays.
Dirigeants Le gouverneur général Charles Antrobus Le premier ministre James Mitchell	Aide publique du Canada au développement 1,7 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 338,8 millions de dollars américains (est. 1999)	Taux d'inflation 3 % (est. 1999)
Taux de croissance du PIB 4 % (est. 1999)	Taux de chômage 22 % (est. 1997)
PIB par habitant 2 455 \$US (1998)	
Principales exportations Bananes, légumes, féculé d'arrow-root, raquettes de tennis	
Principales importations Produits alimentaires, machines et outillage, produits chimiques et engrais, minéraux et combustibles	
Principales exportations vers le Canada 150 000 \$ (1999), en or, poisson et fruits de mer, légumes, fruits, vêtements	
Principales importations en provenance du Canada 4,63 millions de dollars (1999), en produits laitiers, matériel téléphonique, volaille, aliments pour animaux	

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Saint-Vincent-et-les-Grenadines
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SAINTE-LUCIE

Capitale : Castries

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
616 km²

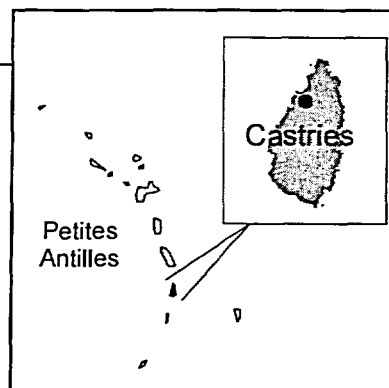
Langue officielle
Anglais

Principaux groupes religieux
Catholiques (90 %), protestants (7 %),
anglicans (3 %)

Pays environnants
Barbade, Martinique (France), Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Population
156 260 habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
1,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Calliopa Pearlette Louisy

Le premier ministre Kenneth Anthony

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international

M. George Odum

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Sainte-Lucie se classe 88^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,03 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
680,3 millions de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB
3 % (est. 1999)

PIB par habitant
4 302 \$US (1998)

Principales exportations

Bananes, vêtements, cacao, fruits et légumes, huile de coco

Principales importations

Aliments, produits manufacturés, machines et matériel de transport, produits chimiques, combustibles

Principales exportations vers le Canada

500 000 \$ (1999), en machines électriques, vêtements, légumes frais et fruits (goyaves, mangues), produits de céramique, jouets, équipement de sport

Principales importations en provenance du Canada

12,5 millions de dollars (1999), en machines, produits laitiers, œufs, miel, papier, viande, malt et amidon

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Sainte-Lucie
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 437-8474, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SURINAME

Capitale : Paramaribo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
163 265 km²

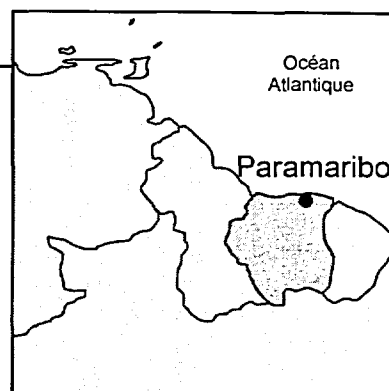
Langue officielle
Néerlandais

Principaux groupes religieux
Hindous (27,4 %), protestants (25,2 %),
catholiques (22,8 %),
musulmans (19,6 %)

Pays environnants
Brésil, Guyana, Guyane (France)

Population
431 303 habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
0,65 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Runaldo Ronald Venetiaan

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Maria Levens

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Jack Tjon Tjin Joe

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Suriname se classe 67^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
240 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,062 milliard de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB
-1 % (est. 1999)

PIB par habitant
3 400 \$US (est. 1999)

Principales exportations
Alumine, aluminium, pétrole brut, bois de sciage, crevettes et poisson, riz, bananes

Principales importations
Biens d'équipement, pétrole, produits alimentaires, coton, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada
82,5 millions de dollars (1999), en or, métaux précieux, poisson et fruits de mer, thé, café, outils et équipements

Principales importations en provenance du Canada
5,4 millions de dollars (1999), en viande, pièces de téléviseur, gravier, textiles

Représentant du Canada
M. Jacques Crête, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Suriname
a/s du Haut-Commissariat du Canada, C.P. 10880 Georgetown, Guyana
Téléphone : (011-592-2) 72081-3, Télécopieur : (011-592-2) 58380

Septembre 2000

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Capitale : Port-of-Spain

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
5 130 km²

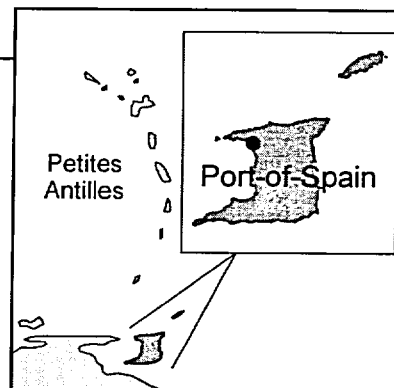
Langue officielle
Anglais

Principaux groupes religieux
Catholiques (29,4 %), hindous (23,8 %),
anglicans (10,9 %), musulmans (5,8 %),
presbytériens (3,4 %)

Pays environnants
Grenade, Venezuela

Population
1,17 million d'habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
-0,49 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le président Arthur N.R. Robinson
Le premier ministre Basdeo Panday

Ministre des Affaires étrangères
M. Ralph Maraj

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Mervyn Assam

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Trinité-et-Tobago se classe 50^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
740 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
6,7 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
5,1 % (est. 1999)

PIB par habitant
4 725 \$US (1998)

Principales exportations
Pétrole et produits du pétrole, produits chimiques, produits d'acier, engrais, sucre, cacao, café, agrumes, fleurs

Principales importations
Machines, matériel de transport, biens manufacturés, produits alimentaires, animaux vivants

Principales exportations vers le Canada
83,6 millions de dollars (1999), en combustibles minéraux, huile de pétrole, tiges d'acier, engrais, poisson, légumes, rhum

Principales importations en provenance du Canada
161,9 millions de dollars (1999), en matériel informatique, papier journal et papier, légumes, poisson, machines agricoles

Représentant du Canada

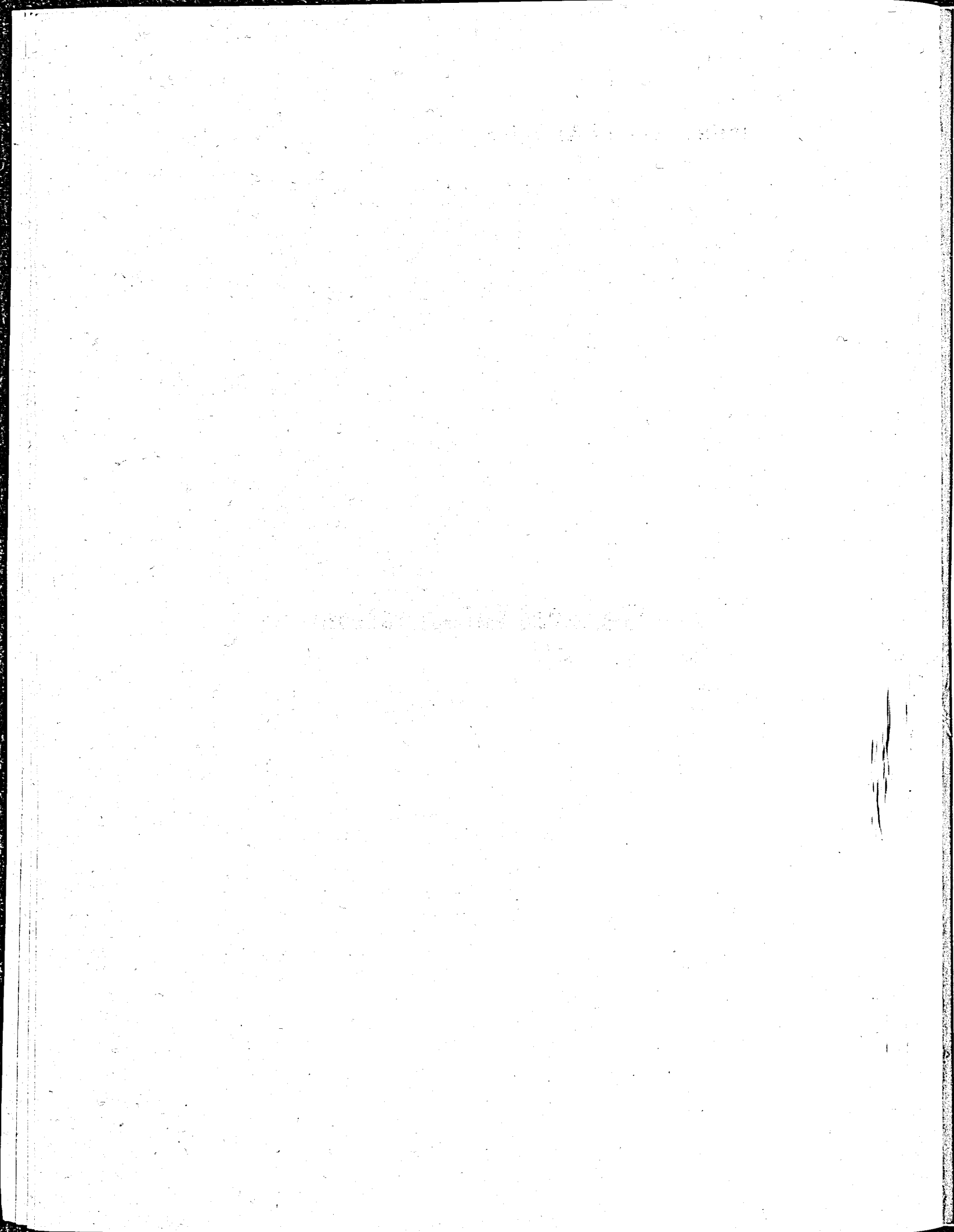
M. Peter Lloyd, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

Maple House, 3-3A Sweet Briar Road, St. Clair, Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago

Téléphone : (868) 622-6232, Télécopieur : (868) 628-1830, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/trinidadtobago/

Notices biographiques

Amérique centrale



Le président du Costa Rica, M. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

M. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría est né au Costa Rica le 9 janvier 1940. En 1962, il a obtenu un baccalauréat en économie et en droit de l'Université du Costa Rica et, en 1966, un doctorat en sciences économiques de l'Université de la Californie.

Avant de se lancer en politique en 1963, M. Rodríguez a enseigné l'économie à l'Université du Costa Rica. Il a également travaillé dans le secteur des exportations agricoles, principalement dans le domaine de l'élevage.

M. Rodríguez est membre du Parti de l'unité sociale chrétienne. Il a exercé de nombreuses fonctions dans l'administration publique, y compris celle de ministre de la Planification de 1966 à 1970. Il a été élu député à l'assemblée législative en 1990, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1993. Il a été président de cette assemblée en 1991 et 1992.

M. Rodríguez a été élu président du Costa Rica en février 1998 et est entré en fonction le 8 mai suivant.

M. Rodríguez est marié et a deux enfants.

Le président du Guatemala, M. Alfonso Portillo

M. Alfonso Portillo est né le 24 septembre 1951. Il a obtenu un baccalauréat en droit et en sciences sociales à l'Université nationale autonome du Mexique, où il a ensuite poursuivi des études supérieures en économie.

M. Portillo s'est engagé dans la politique très jeune, alors qu'il était encore étudiant. Dans les années 1970, il s'est exilé au Mexique, où il a travaillé comme professeur d'université en économie. Il est ensuite devenu chroniqueur d'un journal de la ville de Guatemala.

De 1991 à 1995, M. Portillo a représenté le Congrès guatémaltèque auprès du Conseil de la politique monétaire du pays. De 1992 à 1994, il a occupé le poste de directeur de l'Institut guatémaltèque en études sociales et politiques et celui de secrétaire adjoint du Parti chrétien-démocrate (DCG) du Guatemala. De 1994 à 1996, M. Portillo a été député suppléant au Parlement, représentant d'abord le DCG, puis le Front républicain guatémaltèque. Il s'est porté candidat à la présidence en 1995 et en 1996.

M. Portillo a été élu président du Guatemala le 26 décembre 1999.

M. Portillo est marié et a un enfant.

Le président du Honduras, M. Carlos Roberto Flores Facussé.

M. Carlos Roberto Flores Facussé est né le 1^{er} mars 1950 à Tegucigalpa, au Honduras. Il a obtenu un baccalauréat en génie industriel à l'Université de l'État de la Louisiane et y a poursuivi des études supérieures en finances et en économie internationale.

M. Flores a enseigné à l'École supérieure bancaire d'Amérique centrale et à la Faculté d'administration des affaires de l'Université nationale du Honduras. Il a été l'un des directeurs de la Banque centrale du Honduras, de l'Institut hondurien de la sécurité sociale et de l'Institut national de la formation professionnelle.

M. Flores a exercé de nombreuses fonctions au sein du Parti libéral et a présidé le Congrès national.

Élu président du Honduras le 30 novembre 1997, M. Flores est entré en fonction le 27 janvier 1998.

M. Flores et sa femme, Mary Carol Flake, ont deux enfants.

Le président du Nicaragua, M. Arnoldo Alemán Lacayo

M. Arnoldo Alemán Lacayo est né le 23 janvier 1946 à Managua, au Nicaragua. En 1967, il a obtenu un doctorat en droit de l'Université autonome du Nicaragua, à León.

De 1968 à 1979, M. Alemán s'est spécialisé en droit financier et a travaillé pour plusieurs entreprises. De 1983 à 1984, il a été président de l'Association du café de Managua et de l'Union du café du Nicaragua. Il a été vice-président de l'Union des producteurs agricoles de 1986 à 1990.

M. Alemán a amorcé sa carrière politique en 1990, en tant que conseiller municipal et maire de Managua. Il est président du Parti libéral constitutionnel depuis 1990.

M. Alemán a été élu président du Nicaragua le 26 octobre 1996.

M. Alemán est marié à María Fernanda Flores et a quatre enfants.

La présidente du Panama, M^{me} Mireya Moscoso

M^{me} Mireya Moscoso est née à Panama le 1^{er} juillet 1946. Elle a obtenu un diplôme en design d'intérieur du Dade Community College, à Miami.

M^{me} Moscoso a entrepris sa carrière politique en 1964, année où elle a participé à la campagne électorale présidentielle d'Arnulfo Arias. Lorsque le gouvernement du président Arias a été renversé par un coup d'État militaire en 1968, elle a mené des activités contre le régime et a accompagné M. Arias lors de son exil aux États-Unis. Lorsque M^{me} Moscoso est rentrée au Panama en 1971, elle a été emprisonnée et envoyée en exil pendant 10 ans.

Présidente du Parti Arnulfista depuis 1991, M^{me} Moscoso a été candidate à la présidence en 1994. Elle a été directrice des ventes d'une plantation de café de 1996 à 1998, et elle est à présent propriétaire d'Arkapal, S.A., une plantation de café à Boquete.

M^{me} Moscoso est devenue présidente de la République du Panama le 1^{er} septembre 1999, à la suite d'une victoire électorale.

M^{me} Moscoso a épousé Arnulfo Arias en 1969.

Le président du Salvador, M. Francisco Flores

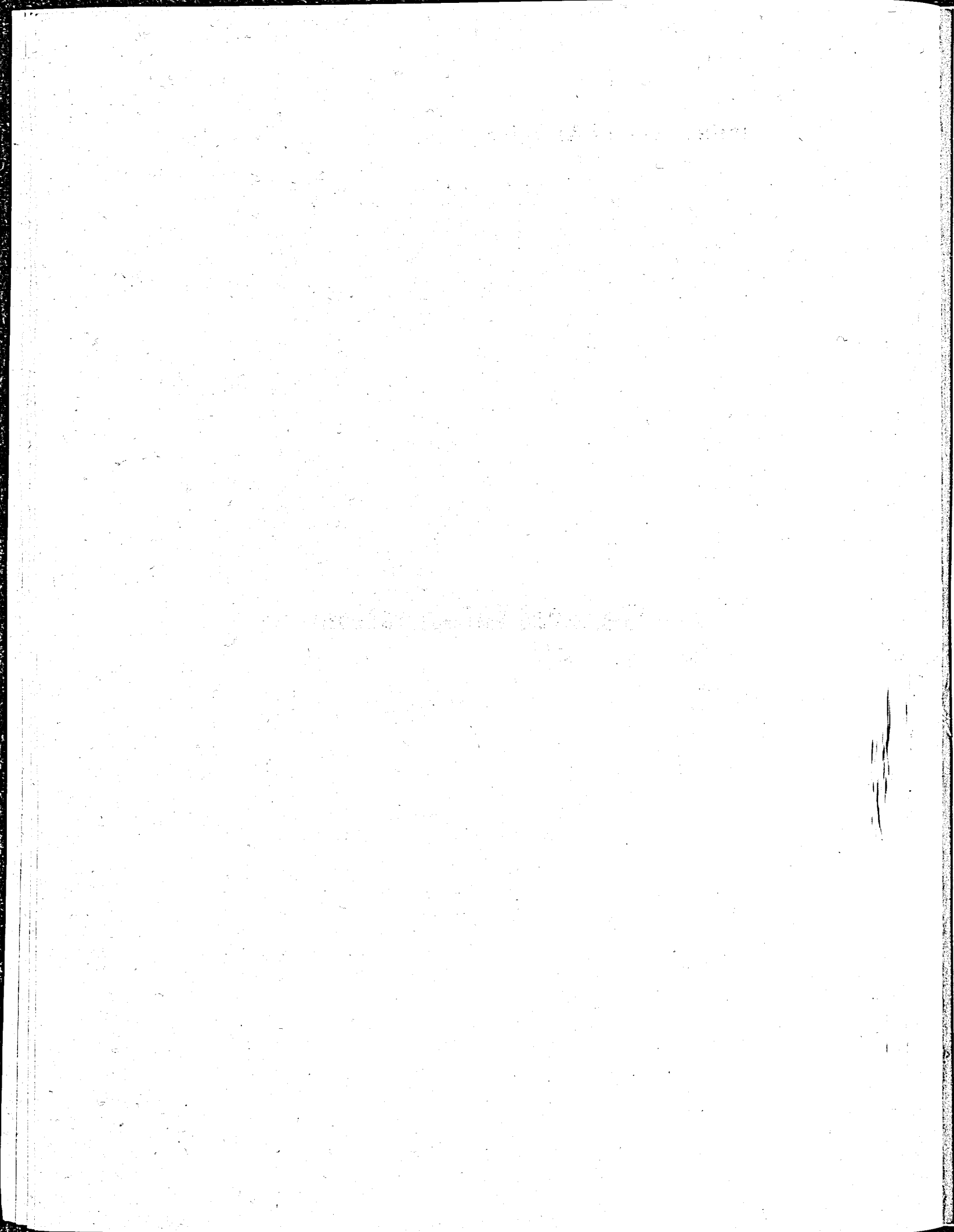
M. Francisco Flores est né le 17 octobre 1959. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en sciences politiques du Amherst College au Massachusetts ainsi que d'une maîtrise en philosophie.

M. Flores a été professeur d'université au Salvador pendant 14 ans avant d'entamer sa carrière politique en tant que président de l'Assemblée nationale. Il a été élu président du Salvador le 7 mars 1999 à titre de candidat de l'Alliance nationaliste républicaine.

M. Flores et sa femme, Lourdes Rodriguez de Flores, ont deux enfants.

Notices biographiques

CARICOM



Le premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, M. Lester Bryant Bird

M. Lester Bryant Bird est né le 21 février 1938. En 1962 il a terminé ses études en histoire à l'Université du Michigan, où il était un des meilleurs champions des États-Unis en athlétisme. Il a remporté une médaille de bronze en saut en longueur pour les Antilles aux Jeux panaméricains et a joué au cricket au niveau international.

M. Bird a été élu président du Parti travailliste d'Antigua en 1971 et a occupé ce poste jusqu'en 1993. De 1971 à 1976, il a aussi rempli la fonction de sénateur et de chef de l'opposition au Sénat.

M. Bird a détenu de nombreux portefeuilles ministériels de 1976 à 1994, y compris celui de ministre des Affaires étrangères et de vice-premier ministre. Il a été élu chef du Parti travailliste d'Antigua en 1993.

M. Bird a été élu pour la première fois premier ministre d'Antigua-et-Barbuda en mars 1994. Il a été réélu en mars 1999.

M. Bird a cinq enfants.

**La ministre des Affaires étrangères
et Procureure générale des Bahamas,
M^{me} Janet Bostwick**

M^{me} Janet Bostwick est née le 30 octobre 1939 à Nassau. Admise au barreau en 1971, elle a entamé sa carrière en tant que procureure de la Couronne et magistrate.

En 1982, M^{me} Bostwick est devenue députée. En 1992 et 1993, elle a occupé les postes de ministre du Logement et de l'Assurance nationale, et de ministre de la Justice et de l'Immigration en 1993 et 1994.

Nommée ministre des Affaires étrangères en janvier 1995, M^{me} Bostwick est devenue Procureure générale en octobre de la même année. En 1997, elle a été réélue députée pour un quatrième mandat et renommée ministre des Affaires étrangères. En 1999, elle a été renommée Procureure générale.

M^{me} Bostwick est mariée à Henry Bostwick. Ils ont quatre enfants.

**La vice-première ministre de la Barbade
et ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
M^{me} Billie Miller**

M^{me} Billie Miller est née à la Barbade en 1944. Elle a étudié au King's College, à la Durham University et au Council of Legal Education, en Angleterre. Admise au barreau d'Angleterre et du Pays de Galles en 1968 et à celui de la Barbade un an plus tard, M^{me} Miller a exercé comme avocate et procureure de 1969 à 1976.

Membre du Parti travailliste de la Barbade, M^{me} Miller a été élue pour la première fois au Parlement en 1976. Au cours des 10 années qui ont suivi, elle a été successivement ministre de la Santé et de l'Assurance nationale, ministre de l'Éducation et ministre de l'Éducation et de la Culture.

En 1986, M^{me} Miller a été nommée au Sénat, où elle a d'abord exercé les fonctions de chef de l'opposition pour le Commerce, puis de chef de l'opposition suppléant.

Vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur depuis 1994, elle a aussi détenu les portefeuilles du Commerce extérieur et des Transports internationaux. Elle est également leader de la Chambre d'assemblée.

M^{me} Miller a travaillé en étroite collaboration avec le ministre canadien des Affaires étrangères et du Commerce international au sein du Groupe d'action ministériel du Commonwealth. Ils ont tous deux participé à la mission du groupe au Pakistan, en octobre 1999.

M^{me} Miller est directrice de l'Institut international pour le leadership politique des femmes et s'occupe des questions féminines et du développement avec la Banque interaméricaine de développement.

Le premier ministre de la Dominique, M. Roosevelt Douglas

M. Roosevelt Douglas est né à Portsmouth, en Dominique, le 15 octobre 1941. Il a obtenu un diplôme en agriculture du Collège d'agriculture de l'Ontario et un baccalauréat en sciences politiques et en économie de l'Université Sir George Williams. Il a également poursuivi des études supérieures à l'Université McGill.

M. Douglas a été élu pour la première fois au Parlement de la Dominique en 1985, où il a occupé le poste de secrétaire international du Parti travailliste dominicain. Il est devenu chef du parti en 1994 et a été chef de l'opposition de 1996 à 1999.

M. Douglas a été élu premier ministre de la Dominique le 31 janvier 2000.

Le premier ministre de la Grenade, M. Keith Mitchell

M. Keith Mitchell est né le 12 novembre 1946. Il a étudié à l'Université des Antilles, ainsi qu'à Washington, aux universités Howard et American. Il a obtenu un baccalauréat en chimie, une maîtrise en mathématiques et un doctorat en mathématiques et en statistique.

M. Mitchell a fait partie de l'équipe de cricket de la Grenade durant plusieurs années et a été nommé capitaine de l'équipe en 1973.

M. Mitchell a enseigné les mathématiques à l'Université Howard de 1977 à 1983. Il a dirigé sa propre société d'experts-conseils, Systems Technology and Research Inc., de 1979 à 1984. Il a été ministre des Communications, des Travaux et des Services publics de 1984 à 1989.

M. Mitchell a été élu premier ministre de la Grenade en 1995 et a été réélu en 1999.

M. Mitchell est marié et a un enfant.

Le président du Guyana, M. Bharrat Jagdeo

M. Bharrat Jagdeo est né le 23 janvier 1964 à Unity Village, sur la côte Est de Demerara, en Guyane. En 1990, il a obtenu une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Moscou.

Rentré au Guyana, M. Jagdeo a travaillé comme planificateur économique au Secrétariat d'État à la planification avant d'être nommé conseiller spécial auprès du ministre des Finances en 1992. En 1993, il a été nommé ministre des Finances de second rang, puis ministre des Finances de premier plan l'année suivante.

M. Jagdeo a occupé le poste de directeur de l'Administration des eaux du Guyana, de la Banque nationale d'industrie et de commerce et de la Banque de développement des Caraïbes. Il a aussi exercé les fonctions de gouverneur du Guyana à la Banque mondiale et a représenté son pays lors de réunions internationales de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque interaméricaine de développement.

Membre du Parti populaire progressiste, M. Jagdeo a été nommé premier ministre du Guyana le 9 août 1999.

M. Jagdeo et sa femme, Vashnie, se sont mariés en 1998.

Le président d'Haïti, M. René Préval

Né le 17 janvier 1943 à Port-au-Prince, M. René Préval est diplômé en agronomie du Collège de Gembloux, en Belgique, et a une formation en ingénierie et en géothermique.

En 1963, M. Préval et sa famille ont dû quitter Haïti sous la menace du dictateur Jean-Claude « Papa Doc » Duvalier. À son retour à Haïti en 1975, M. Préval a obtenu un poste à l'Institut national des ressources minérales.

M. Préval a été premier ministre durant huit mois en 1991, jusqu'à ce qu'un coup d'état militaire le force à chercher refuge à l'Ambassade de France et à l'Ambassade du Mexique, à Port-au-Prince. De 1992 à 1994, il a fait partie du gouvernement constitutionnel en exil, à Washington.

Élu à la présidence d'Haïti, M. Préval a prêté serment le 7 février 1996.

M. Préval est marié et a deux enfants.

Le premier ministre de la Jamaïque, M. Percival James Patterson

M. Percival James Patterson est né en 1935. Il a obtenu un baccalauréat anglais de l'Université des Antilles, à Mona, en 1958. Il a terminé ses études de droit à la London School of Economics en 1963. Admis au barreau de l'Angleterre en 1963 et à celui de la Jamaïque plus tard dans l'année, M. Patterson a été nommé conseiller de la reine en 1984.

M. Patterson a été élu pour la première fois au Parlement en 1970. Il a occupé de nombreux postes ministériels, y compris celui de ministre des Affaires étrangères et des Finances. Élu premier ministre pour la première fois en 1992, après son élection à titre de président du Parti national populaire, M. Patterson a été reconduit au pouvoir après les élections nationales de 1993 et de 1997.

Actuellement président du G15, M. Patterson est un ancien président de la CARICOM, où il a dirigé une initiative qui a contribué à atténuer une situation politique tendue au Guyana.

M. Patterson a deux enfants.

Le premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, M. Denzil Douglas

Né le 14 janvier 1953, M. Denzil Douglas a étudié la médecine à l'Université des Antilles et à la Barbade.

De retour à Saint-Kitts-et-Nevis en 1986, M. Douglas a ouvert un cabinet privé en médecine familiale. Il a aussi été président de l'Association médicale de Saint-Kitts-et-Nevis.

M. Douglas est devenu vice-président du Parti travailliste en 1987. Aux élections nationales de 1989, il a été élu au Parlement de l'Assemblée nationale. Plus tard la même année, il est devenu chef de l'opposition et dirigeant national du Parti travailliste de Saint-Kitts-et-Nevis.

M. Douglas a été élu premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis le 3 juillet 1995 et a été réélu en mars 2000. Il est actuellement président de la CARICOM.

Le premier ministre de Saint-Vincent- et-les-Grenadines, M. James Mitchell

M. James Mitchell est né le 15 mai 1931. Il a étudié au Collège impérial d'agriculture tropicale à Trinité-et-Tobago ainsi qu'à l'Université de la Colombie-Britannique.

Membre du Parlement depuis 1966, M. Mitchell a occupé le poste de premier ministre de 1972 à 1974 et a formé le Parti néo-démocratique en 1975. Il est devenu premier ministre à la suite des élections de juillet 1984 et a été reconduit à ce poste après la victoire de son parti lors des trois élections générales suivantes. M. Mitchell a joué un rôle de premier plan dans l'Organisation des États des Caraïbes orientales.

M. Mitchell a trois enfants.

Le premier ministre de Sainte-Lucie, M. Kenneth Anthony

M. Kenneth Anthony est né le 8 janvier 1951 à Sainte-Lucie. Il a fréquenté le St. Lucia Teachers' College de l'Université des Antilles et a obtenu un doctorat en droit de l'Université de Birmingham, en Angleterre.

M. Anthony est revenu à Sainte-Lucie pour enseigner au niveau primaire et secondaire et a occupé un poste de directeur d'études à l'Université des Antilles. En 1979, M. Anthony a occupé le poste de conseiller spécial au ministère de l'Éducation et de la Culture de Sainte-Lucie, et est devenu ministre de l'Éducation en 1980. En 1981, il a repris sa carrière universitaire.

En 1993, M. Anthony est devenu conseiller juridique au secrétariat de la CARICOM, poste qu'il a occupé jusqu'en 1996. Il a alors démissionné pour briguer avec succès la direction du Parti travailliste de Sainte-Lucie.

À la suite des élections générales de mai 1997, M. Anthony est devenu premier ministre de Sainte-Lucie. De juin à novembre 1998, il a assuré la présidence du conseil des ministres de la CARICOM.

M. Anthony a trois enfants.

Le président du Suriname, M. Runaldo Ronald Venetiaan

M. Runaldo Ronald Venetiaan est né à Paramaribo, au Suriname, le 18 juin 1936. Il a obtenu un diplôme de mathématiques et de physique de l'Université de Leiden, aux Pays-Bas.

M. Venetiaan a travaillé trois ans aux Pays-Bas avant de retourner au Suriname, où, de 1964 à 1973, il a enseigné les mathématiques et dirigé un département de mathématiques et trois écoles normales.

Il a ensuite occupé plusieurs fonctions, notamment celles de ministre de l'Éducation, de chef du Bureau pour l'Éducation et la recherche scientifique de conseiller en recherches au Bureau des statistiques générales et de membre exécutif de l'UNESCO.

En 1991, M. Venetiaan est devenu président du Suriname, poste qu'il a occupé jusqu'en 1996. Il a été membre de l'Assemblée nationale pendant les quelques années suivantes, avant de redevenir président au mois d'août 2000.

M. Venetiaan est marié et a quatre enfants.

Le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Basdeo Panday

Né le 25 mai 1933, M. Basdeo Panday a étudié le droit au Lincoln's Inn, l'économie à l'Université de Londres, et les arts dramatiques à la London School of Dramatic Arts.

M. Panday a travaillé comme peseur de canne, enseignant au cycle primaire, fonctionnaire et avocat avant d'entrer en politique en 1966. Il a été fondateur et chef du parti United Labour Front, membre fondateur de l'Alliance nationale pour la reconstruction et fondateur et chef du parti United National Congress.

M. Panday a prêté serment en tant que premier ministre de Trinité-et-Tobago le 9 novembre 1995.

M. Panday est marié et a quatre enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976 et est devenu vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle cette année-là, il est devenu chef de l'opposition.

M. Chrétien a été réélu en 1993, le Parti libéral ayant remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997. Il est député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec.

M. Chrétien est marié à M^{me} Aline Chaîné depuis 1957. Ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew

M. Pettigrew est né à Québec le 18 avril 1951. Il a obtenu un baccalauréat en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1972, et une maîtrise en relations internationales du Balliol College, à Oxford, en 1976.

Expert-conseil en administration des affaires, M. Pettigrew a été, de 1985 à 1995, vice-président de Samson Bélair/Deloitte & Touche International (Montréal), où il a réalisé des études économiques au sujet de l'effet de la mondialisation sur divers secteurs industriels.

En 1994, il a coprésidé le premier Forum national sur les relations internationales du Canada. M. Pettigrew a été conseiller en politique étrangère du premier ministre du Canada de 1981 à 1984, et adjoint exécutif du chef du Parti libéral du Québec de 1978 à 1981. Il a été directeur de la Commission politique de l'Assemblée de l'OTAN, à Bruxelles, de 1976 à 1978.

Député de la circonscription de Papineau–Saint-Denis, au Québec, M. Pettigrew a été ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, ainsi que ministre du Développement des ressources humaines.

M. Pettigrew a été nommé ministre du Commerce international le 3 août 1999.

Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour

M. David Kilgour est né à Winnipeg le 18 février 1941. Il a obtenu un diplôme en sciences économiques à l'Université du Manitoba et, en 1966, un diplôme en droit à l'Université de Toronto. Il a par la suite étudié le droit constitutionnel à l'Université de Paris, et a été reçu aux barreaux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Manitoba.

Avant d'entrer sur la scène politique, M. Kilgour a été procureur municipal adjoint à Vancouver, avocat-conseil principal au ministère de la Justice, à Ottawa, procureur chef du district judiciaire de Dauphin, au Manitoba, ainsi que mandataire principal du procureur général de l'Alberta et conseiller constitutionnel auprès du gouvernement de cette province.

M. Kilgour a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979. Il représente la circonscription d'Edmonton-Sud-Est, en Alberta.

Il a occupé les fonctions de secrétaire parlementaire auprès du leader du gouvernement à la Chambre, du ministre des Relations extérieures, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministre des Transports.

En 1991, M. Kilgour est devenu porte-parole de l'opposition en matière d'énergie. En 1994, il a été nommé président adjoint de la Chambre des communes et président du comité plénier. Il a prêté le serment d'office à titre de membre du Conseil privé et de secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) en 1997.

M. Kilgour est marié à M^{me} Laura Scott depuis 1974. Ils ont quatre enfants.



Heads of Government Meetings

Canada–Central America

**Guatemala
September 27–28, 2000**

Canada–CARICOM

**Jamaica
September 28–29, 2000**

Background Information



Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUL 12 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du ministère

Heads of Government Meetings

Canada–Central America

Guatemala

September 27–28, 2000

Canada–CARICOM

Jamaica

September 28–29, 2000

Background Information

Canada

619 9893064
619 998220181



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Canada–Central America Relations 3
- Canada–CARICOM Relations 7
- Canada Hosts the Americas 10
- Canada–Guatemala Relations 12
- Canada–Jamaica Relations 15

Fact Sheets

Central America

- Belize 21
- Costa Rica 22
- El Salvador 23
- Guatemala 24
- Honduras 25
- Nicaragua 26
- Panama 27

CARICOM

- Antigua and Barbuda 31
- Bahamas 32
- Barbados 33
- Dominica 34
- Dominican Republic (Observer) 35
- Grenada 36
- Guyana 37
- Haiti 38
- Jamaica 39
- St. Kitts–Nevis 40
- St. Lucia 41
- St. Vincent and the Grenadines 42
- Suriname 43
- Trinidad and Tobago 44

Biographies

Central America

- Miguel Ángel Rodríguez Echeverría, President of Costa Rica 47
Francisco Flores, President of El Salvador 47
Alfonso Portillo, President of Guatemala 48
Carlos Roberto Flores Facussé, President of Honduras 48
Arnoldo Alemán Lacayo, President of Nicaragua 49
Mireya Moscoso, President of Panama 49

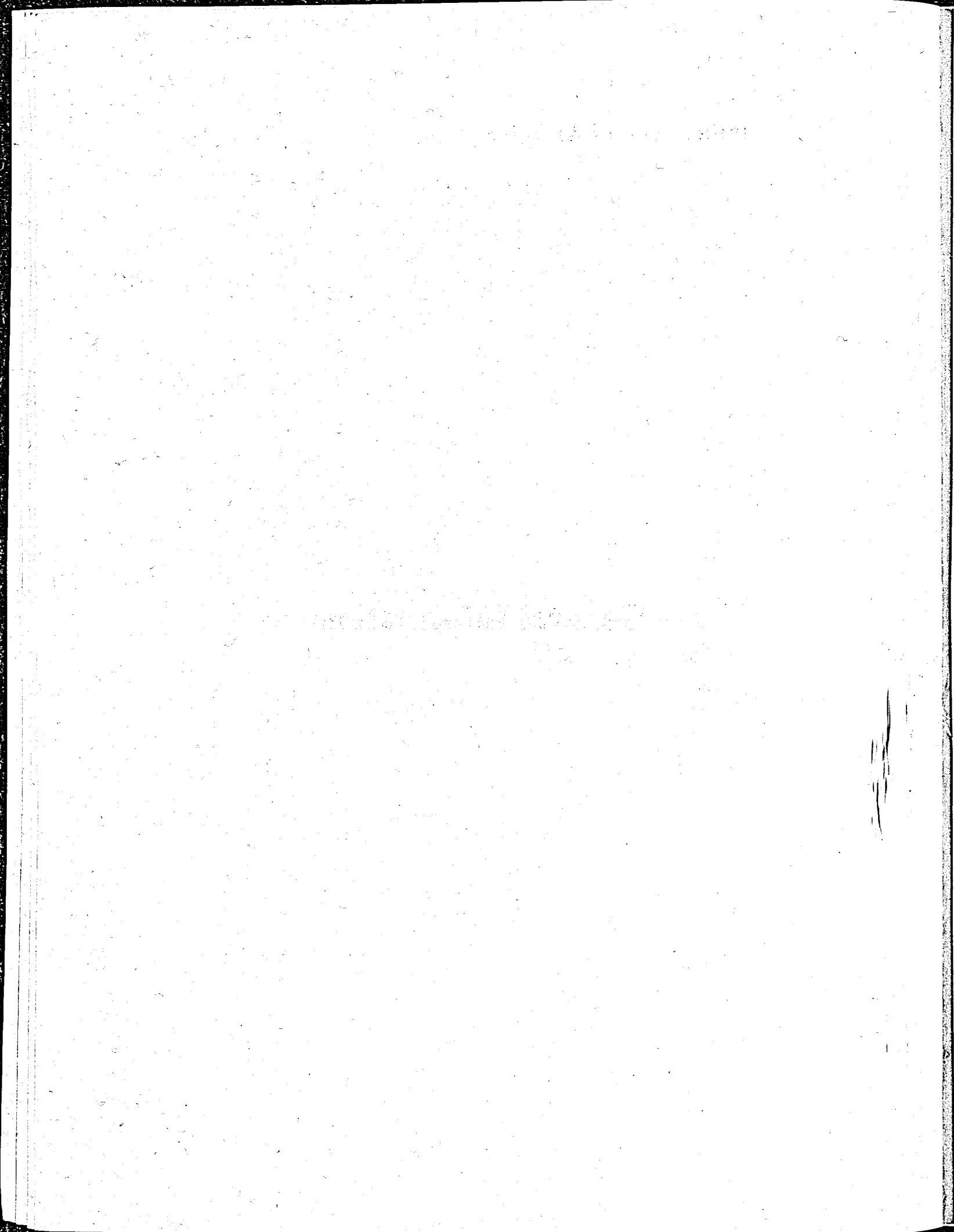
CARICOM

- Lester Bryant Bird, Prime Minister of Antigua and Barbuda 53
Janet Bostwick, Minister of Foreign Affairs and
Attorney General of the Bahamas 53
Billie Miller, Deputy Prime Minister of Barbados,
Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade 54
Roosevelt Douglas, Prime Minister of Dominica 54
Keith Mitchell, Prime Minister of Grenada 55
Bharrat Jagdeo, President of Guyana 55
René Préval, President of Haiti 56
Percival James Patterson, Prime Minister of Jamaica 56
Denzil Douglas, Prime Minister of St. Kitts–Nevis 57
Kenneth Anthony, Prime Minister of St. Lucia 57
James Mitchell, Prime Minister of St. Vincent and the Grenadines 58
Runaldo Ronald Venetiaan, President of Suriname 58
Basdeo Panday, Prime Minister of Trinidad and Tobago 59

Canada

- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 60
Pierre Pettigrew, Minister for International Trade 61
David Kilgour, Secretary of State (Latin America and Africa) 62

General Information



Canada–Central America Relations

- Canada's relations with Central America have evolved considerably over the past decade. During the armed conflicts in Central America in the 1980s, Canada concentrated its regional efforts on promoting political stability. During this period, Canada's regional development assistance was channelled through non-governmental organizations (NGOs), which remain important partners in aid delivery. Central America has made significant strides in consolidating its democratic institutions and overcoming the legacy of the past, and Canada is firmly committed to assisting these countries maximize the political and economic gains they have made over the past decade.
- Today, the governments of Canada and Central America have regular and productive discussions on a wide range of issues affecting country-to-country relations and hemispheric initiatives, including human rights, democratic consolidation, environmental awareness and the promotion of regional trade.
- Canada's principal activities in the region focus on democratic development, natural resource development and economic modernization. It advances its goals in the region through country-to-country consultations and through its membership in organizations such as the Organization of American States and the United Nations.
- Prime Minister Chrétien hosted the Central American leaders in Canada in 1996, following the 1995 Heads of Government Meeting in Costa Rica. The next meeting takes place in Guatemala on Sept. 27 and 28, 2000.
- Central America has played an important role in developing Canada's human security agenda. In addition to peacebuilding, the countries of the region have been important partners on issues such as co-operation among indigenous peoples and the elimination of landmines. All countries in Central America have ratified the international treaty banning landmines, and Canada is currently funding socio-economic rehabilitation programs for landmine survivors in Guatemala, El Salvador and Nicaragua.
- Canada has been active in the Central American Peace Process since 1989, when it played a role in the Esquipulas Accords involving Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua. In addition, Canada was one of the first nations to support Guatemala's Commission for Historical Memory, which is helping that country come to terms with its past. Canada provided a grant of \$600,000 for the work of the commission and earmarked a further \$21,000 to allow Guatemalans living in Canada to testify.

- Through the Department of National Defence and the Royal Canadian Mounted Police, Canada contributed to UN missions in Nicaragua, El Salvador and Guatemala between 1989 and 1994, deploying over 200 Canadian Forces personnel to the region. Today, a member from the Canadian Forces and four police officers are working with the UN Human Rights Verification Mission to Guatemala. Under mandates of the UN General Assembly, the mission monitors the human rights situation, verifies that conditions of the peace accords are carried out, and supports the strengthening of institutions.
- Through the Canadian International Development Agency (CIDA), Canada provided about \$9.5 million for immediate relief in Central America in the aftermath Hurricane Mitch. In addition, Canada pledged \$100 million over four years for long-term reconstruction in the region.
- The devastation caused by Hurricane Mitch in Central America clearly demonstrated the need for improved disaster preparedness measures. Canada will continue to work with key international groups and NGOs to build local capacity for emergency preparedness.
- Following Hurricane Mitch, Canada also contributed \$3.7 million to deal with landmines unearthed by mudslides and flooding in Central America.

Trade and investment

- Canada supports the efforts of Central Americans to consolidate peace, promote economic and social development, and prepare their countries for greater economic integration, both regionally and globally.
- Canada's Prime Minister and the President of Costa Rica announced in January 2000 that both countries would begin discussions regarding a possible free trade agreement. Negotiations are currently under way.
- In 1998, at a meeting of trade ministers in San José, Costa Rica, Canada signed a memorandum of understanding with Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua to enhance trade and investment relations.
- Canada has long been a champion of the smaller economy countries and understands their concerns about participating in the Free Trade Area of the Americas negotiating process. As chair of the Trade Negotiations Committee, Canada works closely with the Consultative Group on Smaller Economies and provides technical assistance to improve the negotiating capacity of these countries in the hemisphere.

- Canadian exports to Central America in 1999 were worth \$335.2 million and included machinery, newsprint, foodstuffs, and telecommunications equipment. Canadian imports in 1999 totalled \$470.4 million and included coffee, bananas and other fruit, vegetables, and seafood.

Development co-operation

- Canada has provided \$1.2 billion in development support to the Central American region since 1967, with an annual average of \$65 million between 1996 and 1999.
- CIDA's programs concentrate on four priority areas: (1) democratic development, good governance and human rights; (2) basic human needs and poverty reduction; (3) sustainable management of natural resources; and (4) provision of infrastructure services, with a particular emphasis on water and energy.
- Regional projects in Central America include the Regional Energy Project, which is helping implement electrical energy reforms, and the Gender Equality Fund, which promotes the full participation of women in the development of their societies.
- Several CIDA projects focus specifically on natural resources and environmental issues. These include the Hardwood Forest Development Project and the Support to Sustainable Natural Resource Management Project in Honduras as well as the completed Arenal Conservation and Development Project in Costa Rica. Environmental Management Funds, the result of a conversion of Canadian Official Development Assistance debt, exist for Honduras, Nicaragua, El Salvador and Costa Rica. These funds support projects promoting the sound management of natural resources, environmental protection and sustainable development.
- Canada has also supported the Central American Commission for Environment and Development and continues to contribute to the environmental work being done by many Canadian NGOs and their Central American counterparts.
- CIDA programs focus on countries most affected by poverty. These include Honduras, Nicaragua, Guatemala and El Salvador.
- Through a debt-for-development program for selected Latin American countries, Canada has forgiven about \$84 million owed by Central American countries since 1992. In 1999 Canada also contributed \$8 million to the Central America Emergency Trust Fund of the World Bank to help relieve multilateral debt obligations.

- Canada has called for speedy relief for both Nicaragua and Honduras under the World Bank and IMF debt relief initiative for heavily indebted poor countries.

Canada–CARICOM Relations

- The Caribbean Community and Common Market (CARICOM) was established in 1973 to promote greater unity among countries of the Commonwealth Caribbean. Since then, membership has grown to include non-Commonwealth countries. CARICOM leads and co-ordinates political and economic initiatives. A major objective is to integrate members in a single market and economy by 2001. The CARICOM Secretariat is in Guyana.
- Current CARICOM members are Antigua and Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Montserrat (a U.K. territory), St. Kitts–Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Suriname, and Trinidad and Tobago. Haiti's membership is close to being ratified.
- The sixth Canada–CARICOM Heads of Government Meeting takes place in Jamaica on Sept. 28 and 29, 2000.
- Canada's close relationship with CARICOM countries is based on shared values, common traditions and language, trade and investment links, and exchanges through immigration, tourism and education. The Caribbean community supports many Canadian initiatives and candidacies at international organizations.
- Since most CARICOM members are also part of the Commonwealth, Canada's Prime Minister traditionally speaks with each of their leaders during Commonwealth heads of government meetings. The most recent meeting took place in Durban, South Africa, in November 1999.
- Canadian ministers also meet regularly with their CARICOM counterparts, either individually or in a group. Canada's Foreign Minister met with CARICOM foreign ministers in Trinidad in January 2000 and at the Organization of American States General Assembly in Windsor, Ontario, in June 2000. Canada's Trade Minister met with CARICOM trade ministers in Toronto in November 1999 while chairing the Free Trade Area of the Americas (FTAA) Trade Ministers' Meeting. Ministerial visits to and from the Caribbean are frequent.
- The Joint Trade and Economic Committee brings together senior officials for discussions on trade, economic, political and development issues. The committee has met nine times since it was established in 1979, most recently in Guyana in 1998.

- Tourism is a major source of foreign exchange and employment for most CARICOM countries and many Canadian tourists visit the region each year. Canada participates in a range of projects that contribute to the vitality of the tourism industry.
- Nearly 100,000 people from the Caribbean have emigrated to Canada over the past decade, contributing to a West Indian community estimated at 500,000.

Trade and investment

- CARICOM is Canada's fourth largest trading partner in the hemisphere, after Mexico, Brazil and Venezuela. Annual two-way merchandise trade between Canada and CARICOM countries was more than \$1 billion in 1999, with Canadian exports totalling \$441 million and imports \$621 million.
- The range of products shipped by Canada to its CARICOM partners has broadened in recent years. New and value-added products exported to the region include computers, medical equipment and food products.
- CARICOM countries purchase more than \$200 million worth of Canadian business services each year and the potential is growing.
- The bulk of Canadian imports includes traditional products such as bauxite, sugar, gold and rum. Canada is a major market for Caribbean rum, and the government has signed a protocol with most CARICOM member states to improve the marketing of their rum in Canada.
- CARICOM benefits from an economic and trade development assistance program with Canada known as CARIBCAN. The program extends preferential, one-way, duty-free entry to over 95 per cent of the region's exports to Canada, with the exception of textiles, clothing, footwear and agricultural products subject to the application of tariffs under the World Trade Organization. CARIBCAN has been extended until 2007. In 1998, Canada passed legislation expanding the list of products to include methanol, lubricating oils, and travel bags.
- Canadian direct investment in the Caribbean totals more than \$20 billion. Canada's investment in CARICOM countries exceeds investment in all other countries except the United States and the United Kingdom. The principal activity is financial services centred in Barbados and Bahamas. Canadian investment in Barbados alone totals over \$14 million.

- Investment in the Caribbean diversified in the late 1990s with increased business activity in the energy sector of Trinidad and Tobago and the mining sectors of Guyana and Suriname. Canada has signed foreign investment protection agreements with Barbados and Trinidad and Tobago. Negotiations have been initiated with the Bahamas, Guyana and Jamaica.
- Recognizing the challenges that smaller economies face in negotiating trade agreements, Canada supported the creation of the FTAA Consultative Group on Smaller Economies.
- Canada also provides capacity-building and trade-related technical assistance to CARICOM's Regional Negotiating Machinery.

Development co-operation

- Canada provides development aid to Caribbean countries through the Canadian International Development Agency (CIDA). Canadian overall assistance to countries of the Commonwealth Caribbean has stabilized at \$26 million to \$29 million a year.
- In 1998–99, Canada's aid to Haiti totalled \$41.22 million.
- Canada also has regional programs worth about \$8 million a year. CIDA aims to help CARICOM countries become more competitive in the regional and global economy by developing human resources and strengthening institutions, and Canada is helping strengthen the region's capacity to manage its environment and natural resources.
- Canada has forgiven about \$182 million in overseas development debt owed by Caribbean Commonwealth countries since 1990.

Canada Hosts the Americas

Canada's future is directly linked — geographically, economically and politically — to that of its hemispheric partners.

In 1999, Canada began hosting major inter-American events leading to the Summit of the Americas in Quebec City in 2001. The first event was a celebration of youth, sport, and culture at the Pan American Games, held in July and August 1999 in Winnipeg.

The second event was the ninth Conference of Spouses of Heads of State and Government of the Americas, which Canada hosted in the fall of 1999 in Ottawa. This helped to advance Canada's priorities on numerous issues, including child development, health, and education.

As chair of the Free Trade Area of the Americas (FTAA) negotiations for the first 18 months of the process — from early 1998 to late 1999 — Canada hosted the FTAA Trade Ministers' Meeting in Toronto in November 1999.

The government also helped Canadian business associations to organize the fifth Americas Business Forum, which was held in Toronto immediately preceding the trade ministers' meeting. At the forum, business leaders from the Americas generated concrete proposals for encouraging trade and provided input into the FTAA process through dialogue with trade ministers. They also had the opportunity to promote their own businesses and develop strategic international contacts.

As the FTAA's first chair, Canada provided impetus for achieving concrete progress by 2000. As a result, the November 1999 trade ministers' meeting announced that advances had been made in improving access to hemispheric markets, better investment protection, and more reliable procedures for settling disputes.

Canada is one of the major industrialized nations that depend heavily on trade. One in three Canadian jobs is linked to it. Canada has been a strong advocate of the FTAA as an historic opportunity to promote regional prosperity and increase Canadian business activity and employment. Excluding exports to the United States, Canadian exports to FTAA countries totalled more than \$7 billion in 1997. Canadian direct investment in this group quadrupled between 1992 and 1997 to \$25 billion.

The Organization of American States (OAS) — the main forum for hemispheric policy discussions and followup — is a principal participant in implementing many Summit of the Americas' commitments. It is also a leading regional force for strengthening democracy, human rights, and security. Canada has backed reforms intended to expand overall OAS capacity to support common hemispheric endeavours.

Canada hosted the OAS General Assembly from June 4 to 6, 2000, in Windsor, Ontario. The event brought together OAS foreign ministers for talks on major hemispheric issues, including democracy, the fight against drug trafficking, anti-corruption measures, and measures to assist war-affected children. They also discussed themes for the next Summit of the Americas.

Summit of the Americas, 2001

The first two summits of the Americas, in Miami in 1994 and Santiago, Chile, in 1998, fostered hemisphere-wide, practical co-operation on a range of priorities that mesh well with Canadian economic and human security priorities. The action plan adopted in Santiago covers, for example, economic integration and trade liberalization, improvements in education, consolidation of democratization, strengthening of human rights protection, and reduction of poverty and discrimination.

From April 20 to 22, 2001, presidents and prime ministers will convene at the Summit of the Americas in Quebec City to chart a common course for the new millennium. As chair, Canada will lead in developing the agenda and guiding preparations. This is a major undertaking requiring co-operation among federal, provincial, and municipal governments, as well as co-operation with businesses, indigenous organizations, and civil society.

In close consultation with its domestic partners and the OAS, the Inter-American Development Bank, the Pan American Health Organization, the UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean, and the World Bank, Canada will set a results-oriented program that will help the hemisphere and its governments combat inequality and help spread the wealth that is being created through expanded economic liberalization and increased integration.

Canada–Guatemala Relations

- Canada and Guatemala enjoy good relations reinforced by their membership in the United Nations and the Organization of American States (OAS). The two countries established diplomatic relations in 1961 and Guatemala opened an embassy in Ottawa that year. In 1991, Canada upgraded its mission in Guatemala to full embassy status with a resident ambassador.
- Canada has frequently expressed concern about human rights in Guatemala and fully supports the 1996 Guatemala Peace Accords. Canada provided financial assistance for the peace accord initiative, designed to help Guatemala peacefully shift to a more open and democratic society. Canada's Foreign Affairs Minister visited Guatemala three times in 1996 during the lead-up to the signing of the accords and formally represented Canada at the ceremony.
- A number of senior Canadian officials have visited Guatemala in the last few years, including the Secretary of State (Latin America and Africa), who travelled there in January and August 2000, twice in 1999, and twice in 1996. The Foreign Affairs Minister of Guatemala participated in the OAS General Assembly in Windsor, Ontario, in April 2000; and in the 1997 international conference in Ottawa, where the treaty banning landmines was signed. Guatemala's president, Foreign Minister, and Minister of the Economy took part in a visit to Canada by leaders of six Central American countries in 1996.
- Four police officers and one member from the Canadian Forces are participating in the UN Human Rights Verification Mission to Guatemala. Under mandates of the UN General Assembly, the mission monitors the human rights situation, verifies that conditions of the peace accords are carried out, and supports the strengthening of institutions.
- Canada is active in an international support group monitoring the return of Guatemalan refugees.

Trade and investment

- In 1999, two-way trade between Canada and Guatemala represented about \$289 million. Major Canadian exports to Guatemala, totalling \$167 million, consisted of pulp and paper products including newsprint, wheat and durum wheat, fertilizers and telephone equipment. Major Canadian imports from Guatemala, totalling \$122 million, were coffee, cut flowers and agricultural products, including sesame seeds, fruit and vegetables.

- Canada and Guatemala have negotiated a foreign investment protection agreement that has yet to be signed. The Export Development Corporation (EDC) provides export financing and insurance for Guatemala.
- Guatemala offers many opportunities for Canadian business. The best trade prospects for Canadian exporters are in agricultural and industrial machinery, food processing, electronics, telecommunications, consulting services, energy generation, hospital and medical equipment, and paper products.
- Direct Canadian investment in Guatemala is moderate at \$5 million. This may be spurred by the Guatemalan foreign investment law which came into effect in 1998.

Development co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) undertakes initiatives in Guatemala that support Canada's development assistance goals of reducing poverty, improving equality and strengthening democracy.
- The Local Development Project aims to reduce poverty by strengthening agricultural and forestry co-operatives and associations. This \$20.5 million initiative is being implemented by the Société de coopération pour le développement international.
- The Democratic Development Fund supports local democratic development and human rights initiatives in support of the peace process. Canada's \$9-million contribution is being managed by the International Cooperation Studies Centre.
- The UN Human Rights Verification Mission to Guatemala is implementing the Administration of Justice Centre — Saint Eulaila Project. Project funding of \$750,000 will help establish a local justice and mediation centre in a former conflict zone.
- The Socio-Economic Reactivation Project supports strengthening the social and economic infrastructure in selected municipalities of San Marcos, a former conflict zone. The International Cooperation Studies Centre is implementing this \$8-million project.
- The Curriculum Reform Initiative Project aims to improve access of the indigenous population to education through curriculum reform. The project has received \$250,000 in funding and is managed locally.

- The Canada Fund for Local Initiatives supports a variety of small local development projects and has an annual budget of \$300,000.
- Guatemala benefits from regional Central American projects. Two such projects are the Regional Energy Program, which focuses on the reform of energy policy and on providing electricity to rural areas; and the Gender Equality Fund, which helps Guatemalan women participate in politics, take advantage of economic opportunities, and access programs dealing with violence and its prevention.
- The Industrial Cooperation Program finances the initiatives of Canadian businesses working with Guatemalan partners in areas such as agriculture, food processing, mineral development, rail and ports development and medical facilities development.

Canada–Jamaica Relations

- Canada and Jamaica maintain close diplomatic ties. Canada opened a high commission in Kingston in 1962, and the same year Jamaica opened a high commission in Ottawa. Both are members of the United Nations, the Commonwealth and the Organization of American States.
- Political contact between the two countries is frequent. The Jamaican Prime Minister visited Canada in June 1999. The Canadian Prime Minister met with Caribbean leaders, including the Jamaican Prime Minister, at the November 1999 Commonwealth Heads of Government meeting in South Africa. Canada's Foreign Affairs Minister and the Speaker of the House of Commons both visited Jamaica early in 1999.
- Relations between the two governments include hemispheric and international co-operation, trade and investment links, official development assistance and tourism. There are also ties through the large Jamaican community in Canada.
- Jamaica has supported Canada's political role in the hemisphere, particularly its activities in Haiti and its policy on Cuba. Jamaica signed and ratified the convention banning landmines and supported Canada's successful bid for a seat on the UN Security Council. Canada supported Jamaica's successful bid for a UN Security Council seat in 2000–01.

Trade and investment

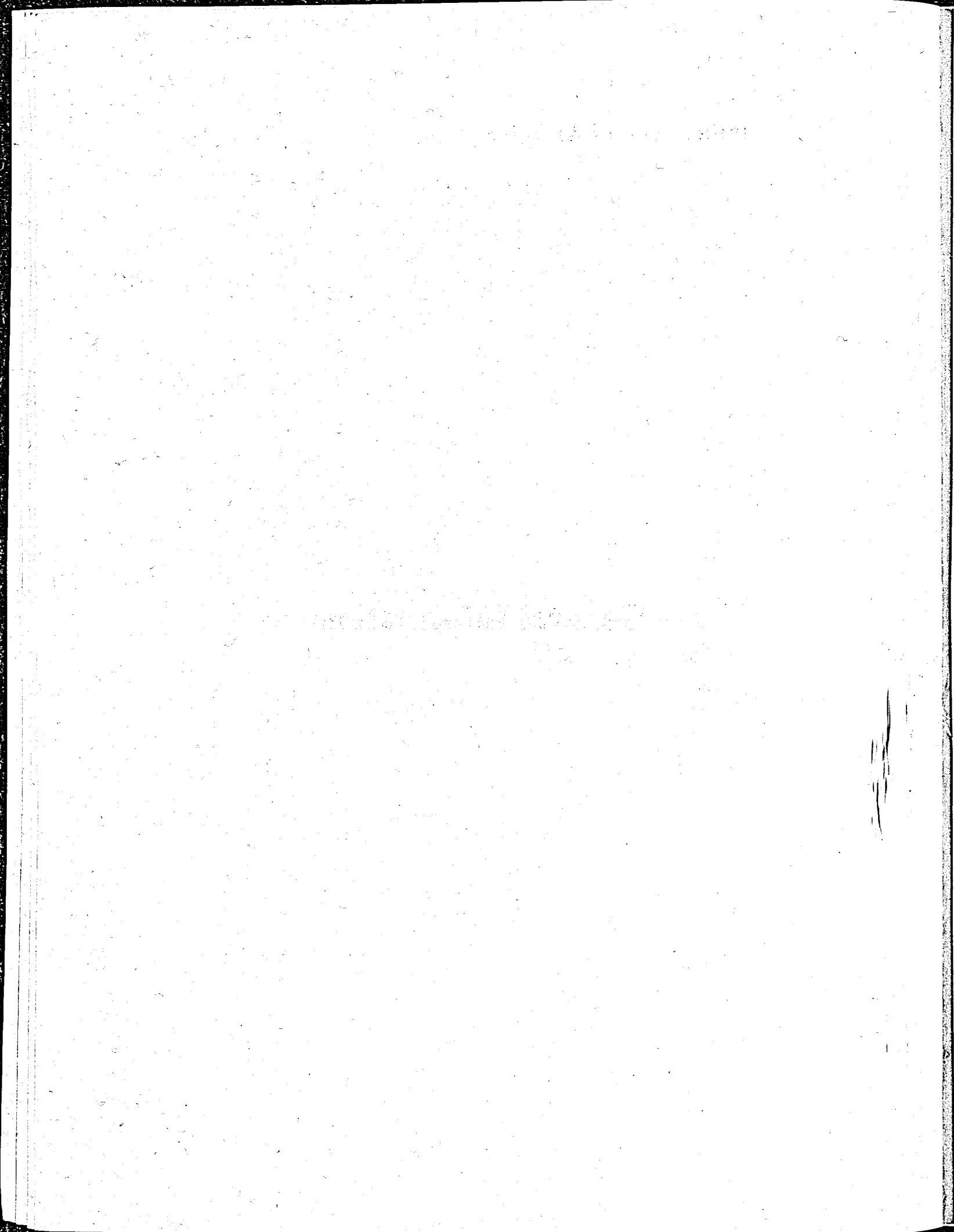
- Jamaica is one of the larger and more diversified economies of the Commonwealth countries in the Caribbean. Leading sectors are mining, tourism, agriculture and light export manufacturing.
- There are strong trade ties between Canada and Jamaica. Two-way trade totalled \$298 million in 1999. Canadian merchandise exports of \$97 million (excluding services and goods shipped through the United States) included fish and seafood, newsprint and paper, telephone apparatus and medicine. Jamaican exports to Canada, valued at \$201 million in 1999, were primarily bauxite and alumina, rum, fruit, vegetables, and clothing.
- Canadian investment in Jamaica is about \$602 million and is concentrated in the mining and financial sectors.

- Canada has a double taxation agreement with Jamaica, and a foreign investment protection agreement is under consideration. In 1997, Canada and Jamaica signed a memorandum of understanding on transportation co-operation that has benefited both countries.
- Canada's high commission in Jamaica launched the Canada–Jamaica Business Council in October 1999 and sponsored the Doing Business with Canada seminar in January 2000.
- Jamaica benefits from CARIBCAN, a preferential trade agreement that grants duty-free status to over 95 per cent of exports to Canada from countries belonging to CARICOM.
- Under the Seasonal Agricultural Workers Program, more than 5,000 Jamaicans came to Canada in 1999.
- In 1998, Canada sold Jamaica three helicopters worth nearly \$25 million US. Canada has shipped hand-held and walk-through metal detectors as well as used mine detectors to Jamaica to help police and security forces detect hidden weapons.
- Jamaica is the longest standing Caribbean member of the World Trade Organization and its predecessor, GATT. A proponent of regional economic integration, Jamaica is active in the Free Trade Area of the Americas process, including serving as chair of the Consultative Group on Smaller Economies.

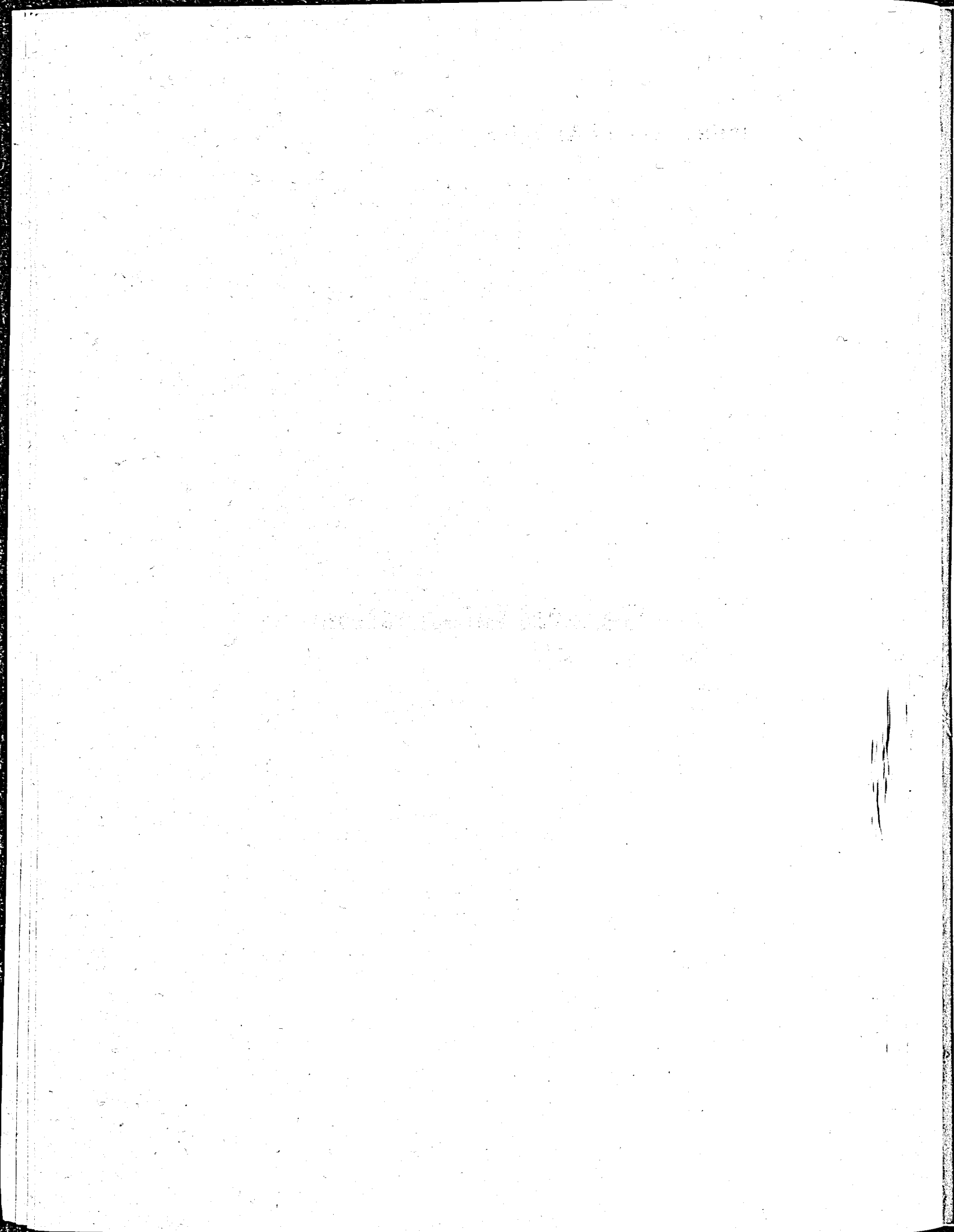
Development co-operation

- Canada's bilateral official development assistance to Jamaica for 1999–2000 totalled \$7.6 million.
- The priorities for CIDA's program in Jamaica are to strengthen local capacity for environmental management, to help strengthen economic competitiveness while maintaining the equitable distribution of economic gains, and to support good governance and civil society.
- CIDA's two major environmental management projects in Jamaica are the \$15-million Environmental Action Program and the \$10-million Trees for Tomorrow Project.
- CIDA's Caribbean Regional Human Resource Development Project helps Caribbean countries become more competitive by providing short-term, work-related training opportunities. This \$25-million regional economic project has \$5 million earmarked for Jamaica.

- CIDA has long supported Jamaican organizations, particularly groups focusing on the environment and on inner cities. New projects include the \$3-million Enhancing Civil Society Project, which will use existing networks to develop community-based organizations; the \$4-million Supporting Local Government Reform Project, which will help the government establish effective local governance; and the \$7-million Social Conflict and Legal Reform Project, which will help legal institutions and urban communities strengthen their ability to manage conflict.
- CIDA supports development in Jamaica through the \$400,000 Public Sector Modernization Fund, the \$1.4-million Gender Equality Fund, the \$300,000 Canada Fund for Local Initiatives, and the \$3-million Green Fund.
- Jamaica benefits from the regional Caribbean Epidemiology Centre HIV/AIDS project, which supports national AIDS plans and screening and testing laboratories.
- Canadian non-governmental organizations and institutions receive CIDA support, on a cost-shared basis, to develop local capacities in conjunction with their Jamaican counterparts. The agency's Industrial Cooperation Program finances Canadian businesses working with Jamaican companies.



Fact Sheets
Central America



BELIZE

Capital: Belmopan

GEODATA

Area

22,963 km²

Official language

English

Major religious groups

Roman Catholic (62%),
Protestant (30%)

Surrounding countries

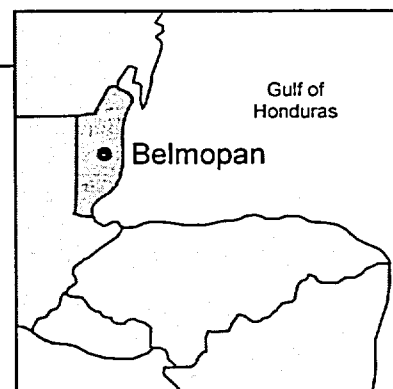
Guatemala, Honduras, Mexico

Population

249,183 (July 2000 est.)

Population growth rate

2.75% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Governor General Colville Norbert Young

Prime Minister Said Musa

Minister of Foreign Affairs

Said Musa

Minister of Development, Investment and Trade

Ralph Fonseca

UN Human Development Index (2000)

Belize ranks 58th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$1.6 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$577 million US (1999)

GDP growth rate

6.4% (1999)

GDP per capita

\$2,412 US (1999)

Main exports

Sugar and molasses, bananas, citrus fruits, clothing, fish products, wood

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, fuels, chemicals, pharmaceuticals

Main exports to Canada

\$14.6 million (1999), including raw sugar, soybeans, melons, papayas, antiques, photographic chemicals, aluminum foil

Main imports from Canada

\$3.3 million (1999), including dairy products, telephones and parts, radios, paper in rolls and sheets, cured pork

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to Belize

c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 1500, Kingston 10, Jamaica

Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 960-3861

COSTA RICA

Capital: San José

GEODATA

Area

51,100 km²

Official language

Spanish

Major religious group

Roman Catholic (85%)

Surrounding countries

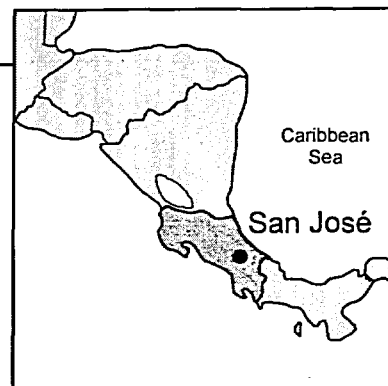
Nicaragua, Panama

Population

3.71 million (July 2000 est.)

Population growth rate

1.69% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

Leader

President Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

Minister of Foreign Relations

Roberto Rojas López

Minister of Foreign Trade and Industry

Tomás Dueñas

UN Human Development Index (2000)

Costa Rica ranks 48th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$7.7 million (1998–1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$11.3 billion US (1999)

GDP growth rate

8.3% (1999)

GDP per capita

\$2,172 US (1999)

Main exports

Coffee, bananas, sugar, textiles, electronic components

Main imports

Industrial raw materials, consumer products, capital equipment, oil

Main exports to Canada

\$175.6 million (1999), including bananas, fresh fruit, coffee, woven apparel, electrical machinery, preserved food

Main imports from Canada

\$68.7 million (1999), including paper and paperboard, woven apparel, malt and starches, electrical machinery, vegetables

Canadian Representative

Denis Thibault, Ambassador, The Canadian Embassy

Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República, San José, Costa Rica

Phone: (011-506) 296-4149, Fax: (011-506) 296-4270, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

EL SALVADOR

Capital: San Salvador

GEODATA

Area

21,893 km²

Official language

Spanish

Major religious group

Roman Catholic (86%)

Surrounding countries

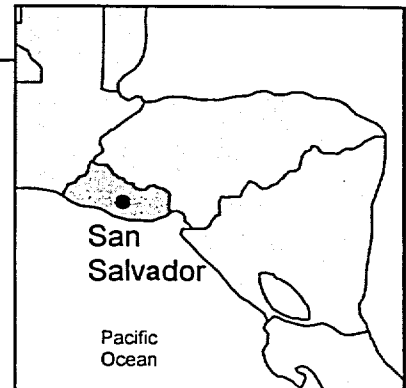
Guatemala, Honduras

Population

6.12 million (July 2000 est.)

Population growth rate

1.87% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

Leader

President Francisco Flores

Minister of Foreign Relations

Maria Eugenia Brizuela de Avila

Minister of Economy

Miguel Ernesto Lacayo

UN Human Development Index (2000)

El Salvador ranks 104th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$7.3 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$12.4 billion US (1999)

GDP growth rate

2.6% (1999)

GDP per capita

\$2,014 US (1999)

Main exports

Assembled products, coffee, sugar, shrimp, textiles, chemicals

Main imports

Consumer products, capital goods, oil, food products

Main exports to Canada

\$36.4 million (1999), including spices, coffee, knit apparel, electrical machinery, woven apparel

Main imports from Canada

\$13.8 million (1999), including vegetables, plastics, tallow, newsprint and wood pulp, wheat, electrical machinery

Inflation rate

-1% (1999)

Unemployment rate

7.7% (1997 est.)

Canadian Representative

Allan Culham, Ambassador, The Canadian Embassy to El Salvador
c/o The Canadian Embassy, P.O. Box 400, Guatemala City, Guatemala
Phone: (011-502-3) 33 61 02, Fax: (011-502-3) 33 61 48

GUATEMALA

Capital: Guatemala City

GEODATA

Area

108,900 km²

Official language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic, Protestant

Surrounding countries

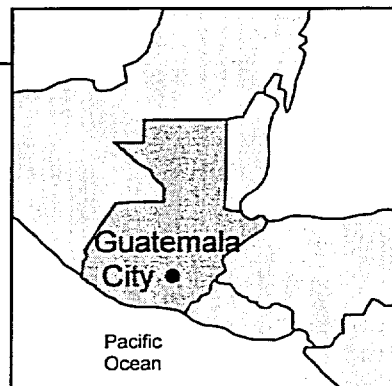
Belize, El Salvador, Honduras, Mexico

Population

12.64 million (July 2000 est.)

Population growth rate

2.63% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber. Legislative Assembly; multiparty

Leader

President Alfonso Portillo

Minister of Foreign Relations

Gabriel Orellana Rojas

Minister of Economy

Eduardo Weyman

UN Human Development Index (2000)

Guatemala ranks 120th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$8.3 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$18.3 billion US (1999)

GDP growth rate

3.5% (1999)

GDP per capita

\$1,024 US (1999)

Main exports

Coffee, sugar, bananas, fruit and vegetables, meat, apparel, oil

Main imports

Fuels, machinery, transportation equipment, construction materials, grains, fertilizers

Main exports to Canada

\$121.9 million (1999), including coffee, cut flowers and agricultural products such as sesame seeds, fruit and vegetables

Main imports from Canada

\$166.9 million (1999), including newsprint and other pulp and paper products, wheat and durum wheat, fertilizers and telephone equipment

Canadian Representative

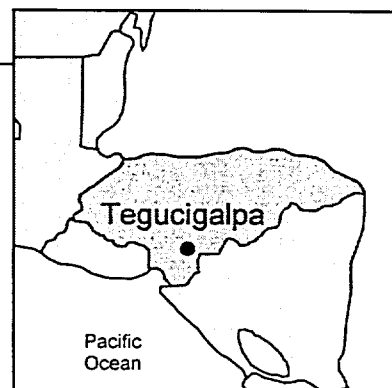
Allan Culham, Ambassador, The Canadian Embassy
13 Calle 8-44, Zona 10 Edyma Plaza, 8 Nivel, Guatemala City, Guatemala
Phone: (011-502-3) 33 61 02, Fax: (011-502-3) 33 61 48

HONDURAS

Capital: Tegucigalpa

GEODATA

Area 112,087 km ²	Population 6.25 million (July 2000 est.)
Official language Spanish	Population growth rate 2.52% (2000 est.)
Major religious group Roman Catholic (97%)	
Surrounding countries Belize, El Salvador, Guatemala, Nicaragua	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs Roberto Flores Bermúdez
National legislature Single chamber: National Congress; multiparty	UN Human Development Index (2000) Honduras ranks 113th among 174 countries
Leader President Carlos Roberto Flores Facussé	Canadian official development assistance \$30.4 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP \$5.4 billion US (1999 est.)	Inflation rate 11.6% (1999)
GDP growth rate -1.9% (1999)	Unemployment rate 6.4% (1999)
GDP per capita \$640 US (1999)	
Main exports Coffee, shrimp, lobster, sugar, bananas, gold, tobacco, cotton, beef	
Main imports Machinery, petroleum products, consumer goods	
Main exports to Canada \$68.2 million (1999), including clothing, gold, coffee, lingerie, melons and fresh vegetables, coffee, spices	
Main imports from Canada \$19.5 million (1999), including newsprint, machinery, preserved food, art (base metal), iron and steel, paper and paperboard	

Canadian Representative

Denis Thibault, Ambassador, The Canadian Embassy to Honduras
c/o The Canadian Embassy, Apartado Postal 351-1007, Centro Colón, San José, Costa Rica
Phone: (011-506) 296-4149, Fax: (011-506) 296-4270, Web site: www.dfait-macci.gc.ca/sanjose/

NICARAGUA

Capital: Managua

GEODATA

Area

130,000 km²

Official language

Spanish

Major religious group

Roman Catholic (85%)

Surrounding countries

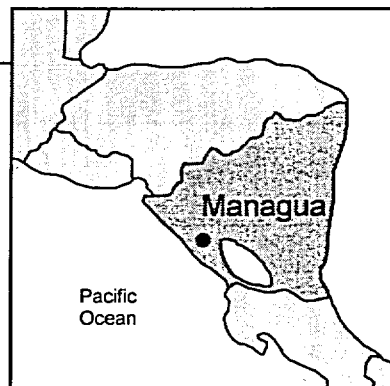
Cost Rica, Honduras

Population

4.81 million (July 2000 est.)

Population growth rate

2.2% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Foreign Co-operation

Salvador Stadthagen

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Nicaragua ranks 116th among 174 countries

Leader

President Arnaldo Alemán Lacayo

Canadian official development assistance

16.3 million (1998-1999)

Minister of Foreign Affairs

Eduardo Montealegre

ECONOMIC DATA

GDP

\$2.3 billion US (1999)

Inflation rate

11.3% (1999)

GDP growth rate

7% (1999)

Unemployment rate

14% (1998)

GDP per capita

\$465 US (1999)

Main exports

Coffee, shrimp, lobster, sugar, bananas, gold, tobacco, cotton, beef

Main imports

Machinery, petroleum products, consumer goods

Main exports to Canada

\$24.4 million (1999), including coffee, clothing, fish and crustaceans, bananas, plantains, melons, cigars and cigarettes, ceramic sinks

Main imports from Canada

\$11.5 million (1999), including plastic articles, newsprint, tallow, beans and lentils, oats, books, lubricating oils, machinery

Canadian Representative

Denis Thibault, Ambassador, The Canadian Embassy to Nicaragua
c/o The Canadian Embassy, Apartado Postal 351-1007, Centro Colón, San José, Costa Rica
Phone: (011-506) 296-4149, Fax: (011-506) 296-4270, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

PANAMA

Capital: Panama City

GEODATA

Area

77,082 km²

Official language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (85%),
Protestant (15%)

Surrounding countries

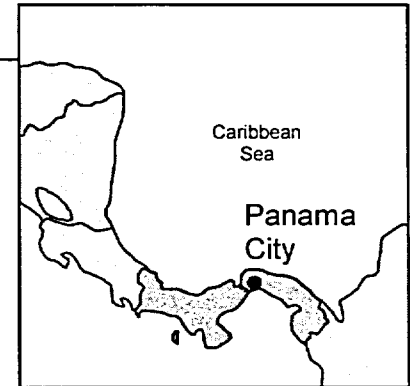
Colombia, Costa Rica

Population

2.81 million (July 2000 est.)

Population growth rate

1.34% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

Leader

President Mireya Moscoso

Minister of Foreign Relations

José Miguel Alemán

Minister of Economy and Finance

Norberto Delgado

UN Human Development Index (2000)

Panama ranks 59th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$1.27 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$9.2 billion US (1999 est.)

GDP growth rate

3.2% (1999 est.)

GDP per capita

\$2,845 US (1999)

Main exports

Bananas, shrimp, sugar, coffee

Main imports

Capital equipment and machinery, oil, food products, consumer products, chemicals

Main exports to Canada

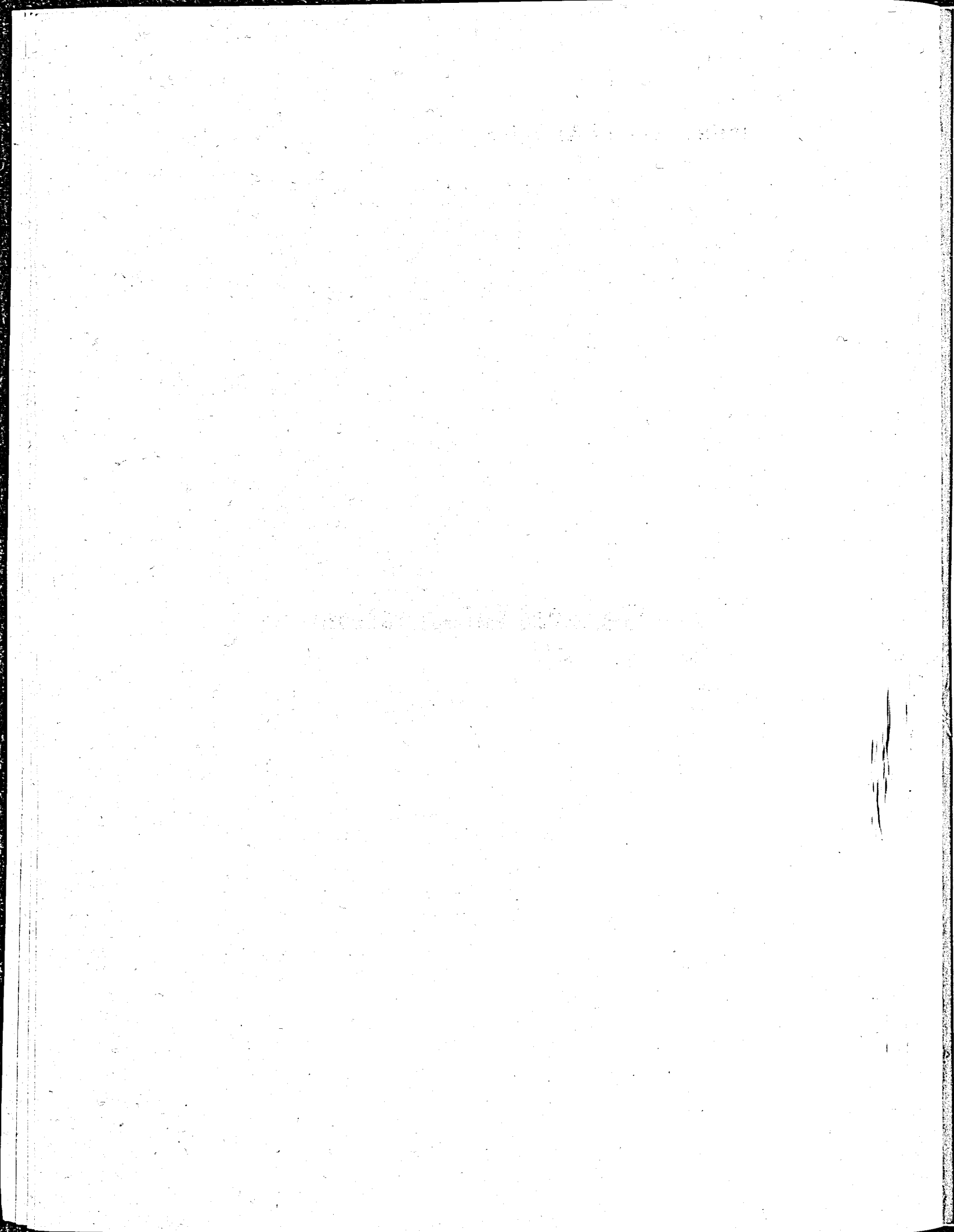
\$29.3 million (1999), including bananas, plantains, papayas, mineral fuel, coffee, tea, fish and seafood, aluminum

Main imports from Canada

\$51.5 million (1999), including pharmaceutical products, beans and peas, furniture, machinery, cigarettes

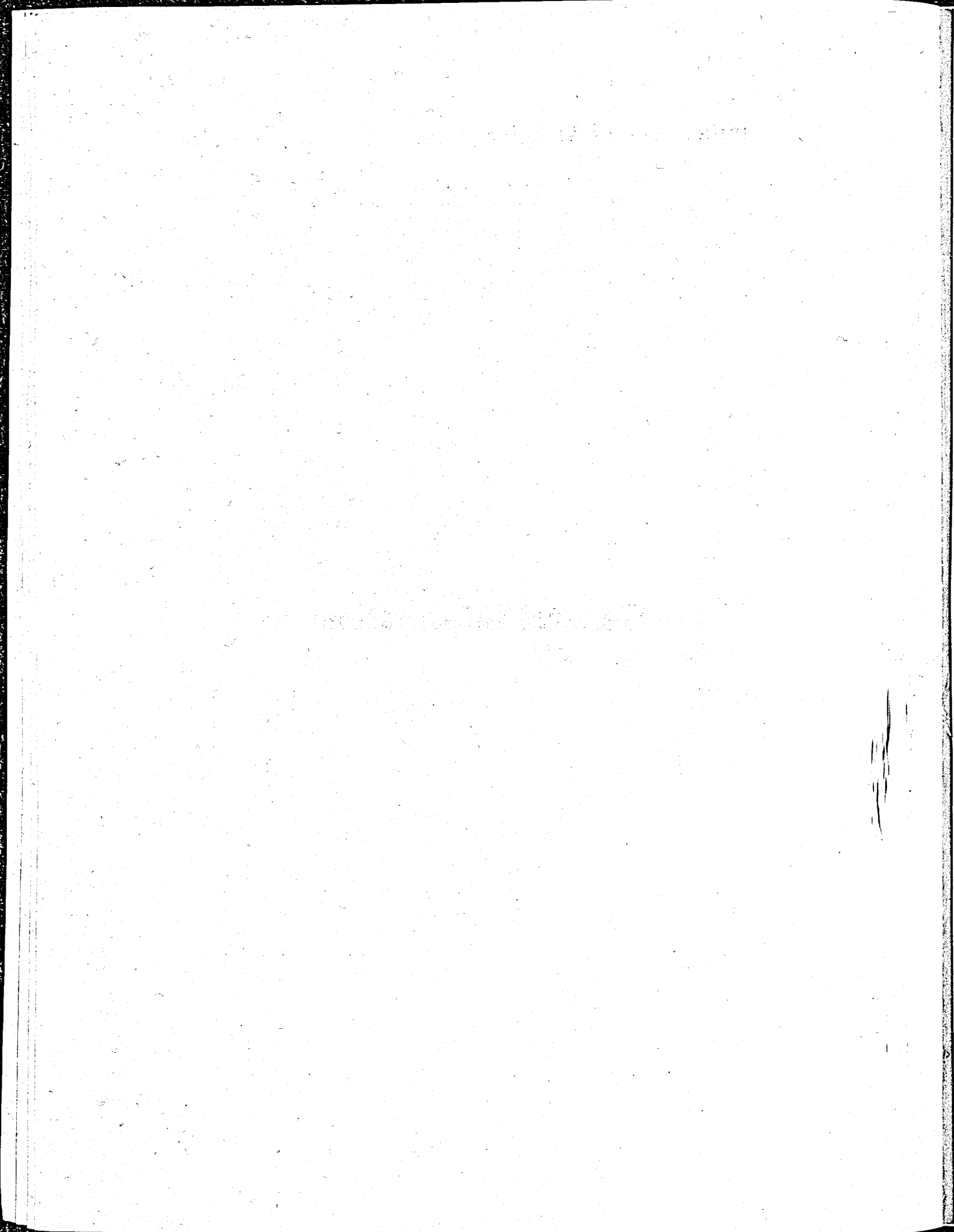
Canadian Representative

Daniel K. Daley, Ambassador, The Canadian Embassy
World Trade Center, Calle 53E Marbella, Galeria Comercial, Piso 1, Panama City, Panama
Phone: (507) 264-9731/264-7115, Fax: (507) 263-8083



Fact Sheets

CARICOM



ANTIGUA AND BARBUDA

Capital: St. John's

GEODATA

Area
440 km²

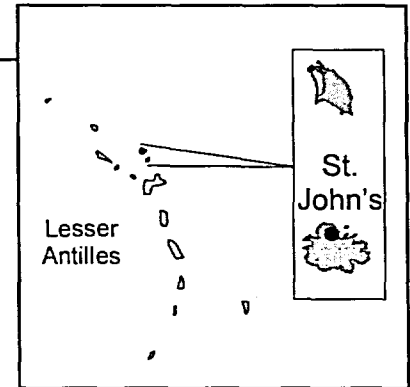
Population
66,422 (July 2000 est.)

Official language
English

Population growth rate
0.73% (2000 est.)

Major religious groups
Anglican, Protestant, Roman Catholic

Surrounding countries
Guadeloupe (France), Montserrat (U.K.),
St. Kitts-Nevis



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
Lester Bryant Bird

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Minister of Commerce and Industry
Hilroy Humphreys

Leaders
Governor General James Beethoven Carlisle
Prime Minister Lester Bryant Bird

UN Human Development Index (2000)
Antigua and Barbuda ranks 37th among 174 countries

Canadian Official Development Assistance
\$470,000 (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP
\$629.6 million US (1999 est.)

Inflation rate
1.6% (est. 1999)

GDP growth rate
3.2% (est. 1999)

Unemployment rate
7% (est. 1997)

GDP per capita
\$7,020 US (1998)

Main exports
Petroleum products, bedding, handicrafts, electronic components, machinery and transport equipment, food, live animals

Main imports
Food, live animals, machinery and transport equipment, manufactured goods, chemicals, oil

Main exports to Canada
\$400,000 (1999), including coffee, fish and seafood, fruit, machinery

Main imports from Canada
\$11.4 million (1999), including meat, dairy products, vegetables, fruit and nuts

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Antigua and Barbuda
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados

Phone: (246) 439-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

BAHAMAS

Capital: Nassau

GEODATA

Area

13,939 km²

Official language

English

Major religious groups

Baptist (32%), Anglican (20%),
Roman Catholic (19%)

Surrounding countries

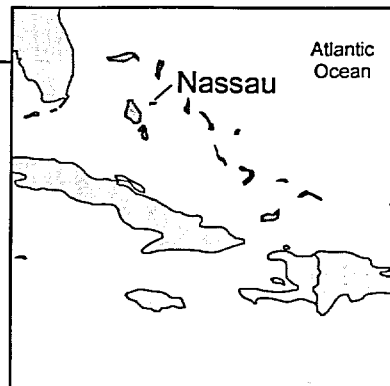
Cuba, Haiti, United States

Population

294,982 (July 2000 est.)

Population growth rate

1.01% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders

Governor General Orville Turnquest

Prime Minister Hubert A. Ingraham

Minister of Foreign Affairs

Janet Bostwick

UN Human Development Index (2000)

Bahamas ranks 33rd among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$4.5 billion US (1999)

GDP growth rate

6% (1999)

GDP per capita

\$11,790 US (1999)

Main exports

Crayfish, salt, other fisheries products, rum, citrus products, aragonite, pharmaceuticals, refined petroleum products, cement

Main imports

Machinery and transport equipment, food, beverages, tobacco, manufactured goods, crude oil, vehicles, electronics

Main exports to Canada

\$25.9 million (1999), including mineral fuel, fish and seafood, plastic, organic chemicals, iron and steel

Main imports from Canada

\$26.3 million (1999), including dairy products, electrical machinery, furniture and bedding, milled products, malt, starch, machinery

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to Bahamas

c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 1500, Kingston 10, Jamaica

Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 960-3861

BARBADOS

Capital: Bridgetown

GEODATA

Area

431 km²

Population

274,540 (July 2000 est.)

Official language

English

Population growth rate

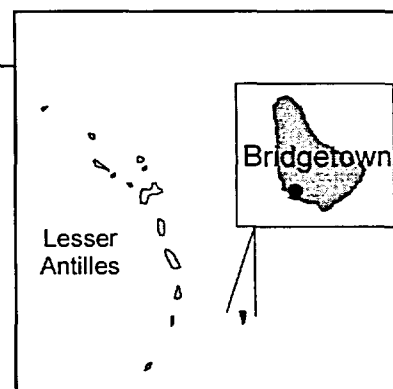
0.55% (2000 est.)

Major religious groups

Anglican (40%), Protestant (27%),
Roman Catholic (4%)

Surrounding countries

St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade

Billie Miller

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Barbados ranks 30th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$510,000 (1998–1999)

Leaders

Governor General Clifford Husbands

Prime Minister Owen Arthur

ECONOMIC DATA

GDP

\$2.32 billion US (1999 est.)

Inflation rate

3% (1999)

GDP growth rate

3.2% (1999 est.)

Unemployment rate

9.8% (1999)

GDP per capita

\$7,343 US (1999)

Main exports

Sugar and molasses, rum, other foods and beverages, chemicals, electrical components, clothing

Main imports

Consumer goods, machinery, foodstuffs, construction materials, chemicals, fuel, electrical components

Main exports to Canada

\$10.6 million (1999), including lamps and lighting fittings, rum, magnetic tapes, lingerie, handtools

Main imports from Canada

\$41 million (1999), including potatoes, electrical apparatus, newsprint, furniture, gravel, fish

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission

Bishop's Court Hill, St. Michael, Bridgetown, Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

DOMINICA

Capital: Roseau

GEODATA

Area
750 km²

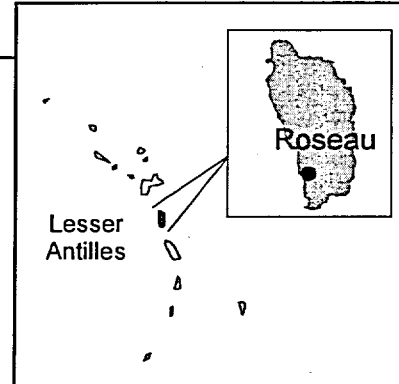
Population
71,540 (July 2000 est.)

Official language
English

Population growth rate
-1.14% (2000 est.)

Major religious groups
Roman Catholic (77%),
Protestant (15%)

Surrounding countries
Guadeloupe (France), Martinique (France)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister for Trade, Industry and Marketing
Osborne Riviere

National legislature
Single chamber: House of Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)
Dominica ranks 51st among 174 countries

Leaders
President Vernon Shaw
Prime Minister Roosevelt Douglas

Canadian official development assistance
\$3 million (1998-1999)

Minister for Foreign Affairs
Roosevelt Douglas

ECONOMIC DATA

GDP
\$262.1 million US (1999 est.)

Inflation rate
1.5% (1999 est.)

GDP growth rate
2% (1999 est.)

Unemployment rate
20% (1999 est.)

GDP per capita
\$3,214 US (1998)

Main exports
Bananas, soap, essential oils, vegetables, citrus fruit, manufactured goods

Main imports
Machinery, basic manufactured goods, foodstuffs, chemicals

Main exports to Canada
\$1.6 million (1999), including machinery, iron and steel products, optical instruments, apparel

Main imports from Canada
\$5.5 million (1999), including dairy products, household articles, furniture, electrical apparatus

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Dominica
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

DOMINICAN REPUBLIC

Capital: Santo Domingo

GEODATA

Area

48,734 km²

Official language

Spanish

Major religious group

Roman Catholic (95%)

Surrounding countries

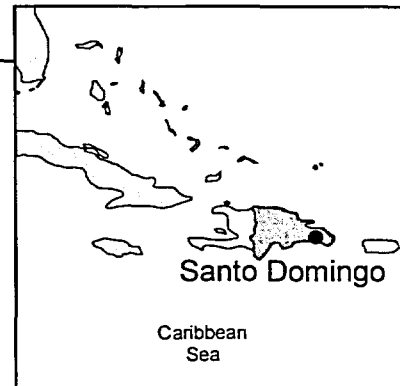
Haiti

Population

8.44 million (July 2000 est.)

Population growth rate

1.64% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Hipólito Mejía

Minister of Foreign Relations

Hugo Tolentino Dipp

Minister of Industry and Commerce

Ángel Lockward Mella

UN Human Development Index (2000)

Dominican Republic ranks 87th among 174 countries

Canadian official development assistance

3.14 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$17.4 billion US (1999)

GDP growth rate

7.9% (1999)

GDP per capita

\$1,117 US (1998)

Main exports

Ferrous nickel, sugar, gold, silver, coffee, cocoa, tobacco, meat products

Main imports

Food products, oil, cotton and cotton fabric, chemicals, pharmaceuticals

Main exports to Canada

\$98.7 million (1999), including precious stones, gold, coffee, woven apparel, data processing machines, knit apparel, sugar

Main imports from Canada

\$107.8 million (1999), including fish, newsprint, vehicles, parts and accessories (not railway), electrical equipment

Canadian Representative

Bruno Picard, Ambassador, The Canadian Embassy

Capitán Eugenio de Marchena #39, La Esperilla, Santo Domingo, Dominican Republic

Phone: (809) 685-1136, Fax: (809) 682-2691

GRENADA

Capital: St. George's

GEODATA

Area
340 km²

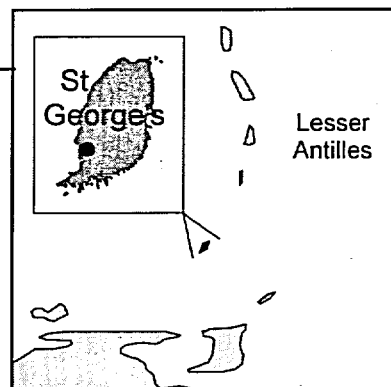
Official language
English

Major religious groups
Roman Catholic (53%),
Protestant (47%)

Surrounding countries
St. Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago, Venezuela

Population
89,018 (July 2000 est.)

Population growth rate
-0.36% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
Governor General Daniel Williams
Prime Minister Keith Mitchell

Minister of Foreign Affairs
Mark Isaac

Minister of Finance and Trade
Anthony Boatswain

UN Human Development Index (2000)
Grenada ranks 54th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$1.73 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP
\$351.8 billion US (1999 est.)

GDP growth rate
6% (1999 est.)

GDP per capita
\$3,073 US (1998)

Main exports
Nutmeg, cocoa beans, bananas, mace, textiles, computer components

Main imports
Machinery, food, manufactured goods, chemicals, fuel

Main exports to Canada
\$1.6 million (1999), including spices (particularly mace, nutmeg), coffee, tea, cocoa, vegetables, fruit and nuts

Main imports from Canada
\$4.84 million (1999), including transmission apparatus, meats, dairy products, aluminum windows and doors, electrical machinery

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Grenada
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

GUYANA

Capital: Georgetown

GEODATA

Area

214,970 km²

Official language

English

Major religious groups

Christian (50%), Hindu (33%),

Muslim (9%)

Surrounding countries

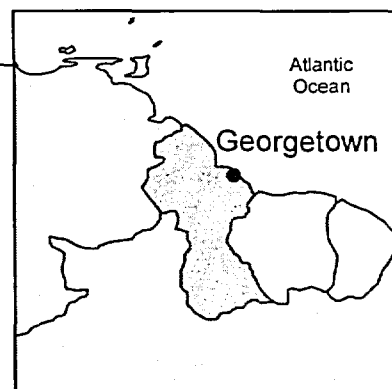
Brazil, Suriname, Venezuela

Population

697,286 (July 2000 est.)

Population growth rate

-0.1% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders

President Bharrat Jagdeo

Prime Minister Samuel Hinds

Minister of Foreign Affairs

Clement Rohee

Minister of Trade, Industry and Tourism

Geoffrey da Silva

UN Human Development Index (2000)

Guyana ranks 96th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$9 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP

\$677.5 million US (1999)

GDP growth rate

3% (1999)

GDP per capita

\$742 US (1999)

Main exports

Sugar and molasses, gold, bauxite and alumina, rice, shrimp, rum, timber

Main imports

Manufactured goods, machinery, petroleum, food

Main exports to Canada

\$192 million (1999), including gold, aluminum ore, rum, clothing

Main imports from Canada

\$14.6 million (1999), including fertilizers, potatoes, vegetables, pharmaceutical products, dairy products, electrical machinery

Inflation rate

8.7% (1999)

Unemployment rate

12% (1998)

Canadian Representative

Jacques Crête, High Commissioner, The Canadian High Commission

High and Young Streets, Georgetown, Guyana

Phone: (011-592-2) 72081-5, Fax: (011-592-2) 58380

HAITI

Capital: Port-au-Prince

GEODATA

Area

27,797 km²

Population

6.87 million (July 2000 est.)

Official languages

French, Creole

Population growth rate

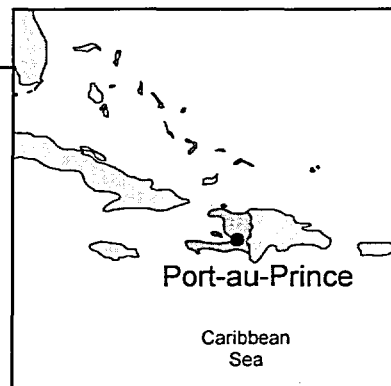
1.39% (2000 est.)

Major religious groups

Roman Catholic (80%),
Protestant (16%)

Surrounding countries

Bahamas, Cuba, Dominican Republic, Jamaica



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Finance and Economy

Fred Joseph

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Haiti ranks 150th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$41.22 million (1998-1999)

Leaders

President René Prével

Prime Minister Jacques Édouard Alexis

Minister of Foreign Affairs

Fritz Longchamp

ECONOMIC DATA

GDP

\$3.8 billion US (1999 est.)

Inflation rate

8.7% (1999)

GDP growth rate

2.4% (1999 est.)

Unemployment rate

60% (1996 est.)

GDP per capita

\$209 US (1999)

Main exports

Clothing, coffee, vegetable products, mangoes

Main imports

Food products, machinery, transportation equipment, fuels

Main exports to Canada

\$11.1 million (1999), including clothing, fish and crustaceans, fruit, nuts, coffee

Main imports from Canada

\$41.4 million (1999), including dairy products, wheat, fish and crustaceans, photo plates and film, iron and steel

Canadian Representative

Gilles Bernier, Ambassador, The Canadian Embassy
Édifice Banque Nova Scotia, route de Delmas, Port-au-Prince, Haiti
Phone: (011-509) 298-3050, Fax: (011-509) 298-3001

JAMAICA

Capital: Kingston

GEODATA

Area

10,991 km²

Official language

English

Major religious groups

Protestant (61.3%),
Roman Catholic (4%)

Surrounding countries

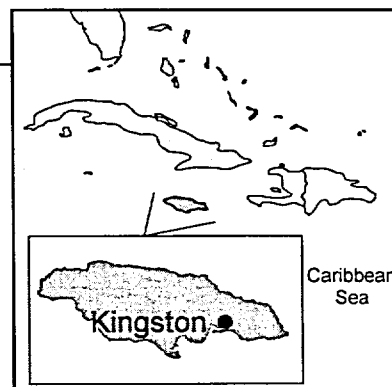
Cuba, Haiti

Population

2.65 million (July 2000 est.)

Population growth rate

0.46% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Governor General Howard Cooke

Prime Minister Percival James Patterson

Minister of Foreign Affairs

Paul Robertson

Minister of Foreign Trade

Anthony Hylton

UN Human Development Index (2000)

Jamaica ranks 83rd among 174 countries

Canadian official development assistance

\$7.6 million (1999-2000)

ECONOMIC DATA

GDP

\$6.7 billion US (1999 est.)

GDP growth rate

-0.4% (1999 est.)

GDP per capita

\$1,380 US (1998)

Main exports

Alumina and bauxite, sugar, bananas, rum

Main imports

Machinery and transport equipment, construction materials, fuel, food, chemicals, fertilizers

Main exports to Canada

\$201 million (1999), including bauxite and alumina, rum, fruit and vegetables, clothing

Main imports from Canada

\$96.7 million (1999), including fish and seafood, newsprint and paper, telephone apparatus, medicines

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission

3 West King's House Road, Kingston 10, Jamaica

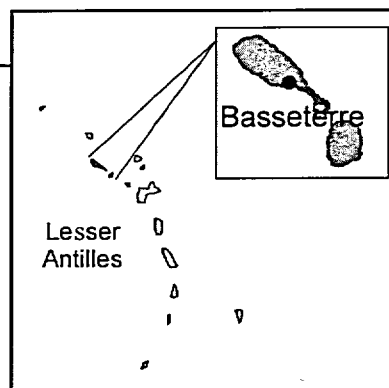
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 960-3861

ST. KITTS-NEVIS

Capital: Basseterre

GEODATA

Area 269 km ²	Population 38,819 (July 2000 est.)
Official language English	Population growth rate -0.22% (2000 est.)
Major religious groups Anglican, Protestant, Roman Catholic	
Surrounding countries Anguilla (U.K.), Antigua and Barbuda, Montserrat (U.K.)	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Sam Condor
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2000) St. Kitts-Nevis ranks 47th among 174 countries
Leaders Governor General Cuthbert Sebastian Prime Minister Denzil Douglas	Canadian official development assistance \$1.56 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP \$325 million US (1999 est.)	Inflation rate 0.4% (1998)
GDP growth rate 3% (1999 est.)	Unemployment rate 4.5% (1997 est.)
GDP per capita \$6,024 US (1998)	
Main exports Machinery, food, electronics, beverages, tobacco	
Main imports Machinery, manufactured goods, food, fuel	
Main exports to Canada \$5.1 million (1999), including electrical switches, machinery, furniture and bedding, spices, tea and coffee, optical/medical instruments, fruit and nuts	
Main imports from Canada \$10.4 million (1999), including plastic items, machinery, dairy products, furniture and bedding, iron and steel products	

Canadian Representative

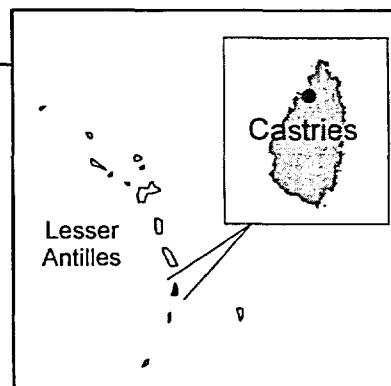
Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Kitts-Nevis
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

ST. LUCIA

Capital: Castries

GEODATA

Area 616 km ²	Population 156,260 (July 2000 est.)
Official language English	Population growth rate 1.2% (2000 est.)
Major religious groups Roman Catholic (90%), Protestant (7%), Anglican (3%)	
Surrounding countries Barbados, Martinique (France), St. Vincent and the Grenadines	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs and International Trade George Odlum
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2000) St. Lucia ranks 88th among 174 countries
Leaders Governor General Calliopa Pearlette Louisy Prime Minister Kenneth Anthony	Canadian official development assistance \$1.03 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP \$680.3 million US (1999 est.)	Inflation rate 6.2% (1999 est.)
GDP growth rate 3% (1999 est.)	Unemployment rate 16.7% (1996)
GDP per capita \$4,302 US (1998)	
Main exports Bananas, clothing, cocoa, fruit and vegetables, coconut oil	
Main imports Food, manufactured goods, machinery and transportation equipment, chemicals, fuels	
Main exports to Canada \$500,000 (1999), including electrical machinery, clothing, fresh fruit and vegetables (guavas, mangoes), ceramic products, toys, sports equipment	
Main imports from Canada \$12.5 million (1999), including machinery, dairy, eggs, honey, paper, meat, malt and starch	

Canadian Representative

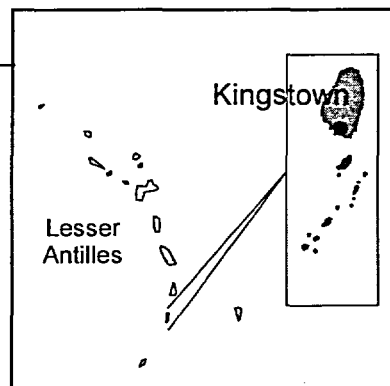
Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Lucia
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

Capital: Kingstown

GEODATA

Area 340 km ²	Population 115,461 (July 2000 est.)
Official language English	Population growth rate 0.43% (2000 est.)
Major religious groups Anglican (47%), Methodist (28%) Roman Catholic (13%)	
Surrounding countries Barbados, Grenada, St. Lucia	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs and Tourism Allan Cruickshank
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2000) St. Vincent and the Grenadines ranks 79th among 174 countries
Leaders Governor General Charles Antrobus Prime Minister James Mitchell	Canadian official development assistance \$1.7 million (1998–1999)

ECONOMIC DATA

GDP \$338.8 million US (1999 est.)	Inflation rate 3% (1999 est.)
GDP growth rate 4% (1999 est.)	Unemployment rate 22% (1997 est.)
GDP per capita \$2,455 US (1998)	
Main exports Bananas, vegetables, arrowroot starch, tennis racquets	
Main imports Foodstuffs, machinery and equipment, chemicals and fertilizers, minerals and fuels	
Main exports to Canada \$150,000 (1999), including gold, fish and seafood, vegetables, fruit, clothing	
Main imports from Canada \$4.63 million (1999), including dairy products, telephone equipment, poultry, animal feed	

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Vincent and the Grenadines
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 437-8474, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SURINAME

Capital: Paramaribo

GEODATA

Area
163,265 km²

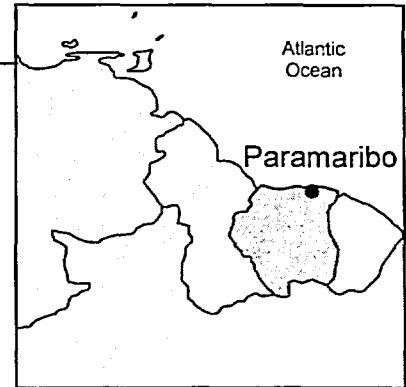
Population
431,303 (July 2000 est.)

Official language
Dutch

Population growth rate
0.65% (2000 est.)

Major religious groups
Hindu (27.4%), Protestant (25.2%),
Roman Catholic (22.8%),
Muslim (19.6%)

Surrounding countries
Brazil, Guyana, French Guiana (France)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Trade and Industry
Jack Tjon Tjin Joe

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)
Suriname ranks 67th among 174 countries

Leader
President Runaldo Ronald Venetiaan

Canadian official development assistance
\$240,000 (1998-1999)

Minister of Foreign Affairs
Maria Levens

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.062 billion US (1999 est.)

Inflation rate
98.8% (1999 est.)

GDP growth rate
-1% (1999 est.)

Unemployment rate
10.6% (1999 est.)

GDP per capita
\$3,400 US (1999 est.)

Main exports
Alumina, aluminum, crude oil, lumber, shrimp and fish, rice, bananas

Main imports
Capital equipment, petroleum, foodstuffs, cotton, consumer goods

Main exports to Canada
\$82.5 million (1999), including gold, precious metals, fish and seafood, tea, coffee, tools and implements

Main imports from Canada
\$5.4 million (1999), including meat, television parts, gravel, textiles

Canadian Representative
Jacques Crête, High Commissioner, The Canadian High Commission to Suriname
c/o The Canadian High Commission, P.O. Box 10880, Georgetown, Guyana
Phone: (011-592-2) 72081-3, Fax: (011-592-2) 58380

TRINIDAD AND TOBAGO

Capital: Port-of-Spain

GEODATA

Area
5,130 km²

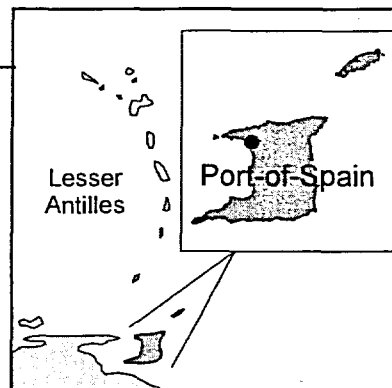
Official language
English

Major religious groups
Roman Catholic (29.4%),
Hindu (23.8%), Anglican (10.9%),
Muslim (5.8%), Presbyterian (3.4%)

Surrounding countries
Grenada, Venezuela

Population
1.17 million (July 2000 est.)

Population growth rate
-0.49% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
President Arthur N.R. Robinson
Prime Minister Basdeo Panday

Minister of Foreign Affairs
Ralph Maraj

Minister of Trade and Industry
Mervyn Assam

UN Human Development Index (2000)
Trinidad and Tobago ranks 50th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$740,000 (1998-1999)

ECONOMIC DATA

GDP
\$6.7 billion US (1999)

GDP growth rate
5.1% (1999 est.)

GDP per capita
\$4,725 US (1998)

Main exports
Petroleum and petroleum products, chemicals, steel products, fertilizers, sugar, cocoa, coffee, citrus, flowers

Main imports
Machinery, transportation equipment, manufactured goods, foodstuffs, live animals

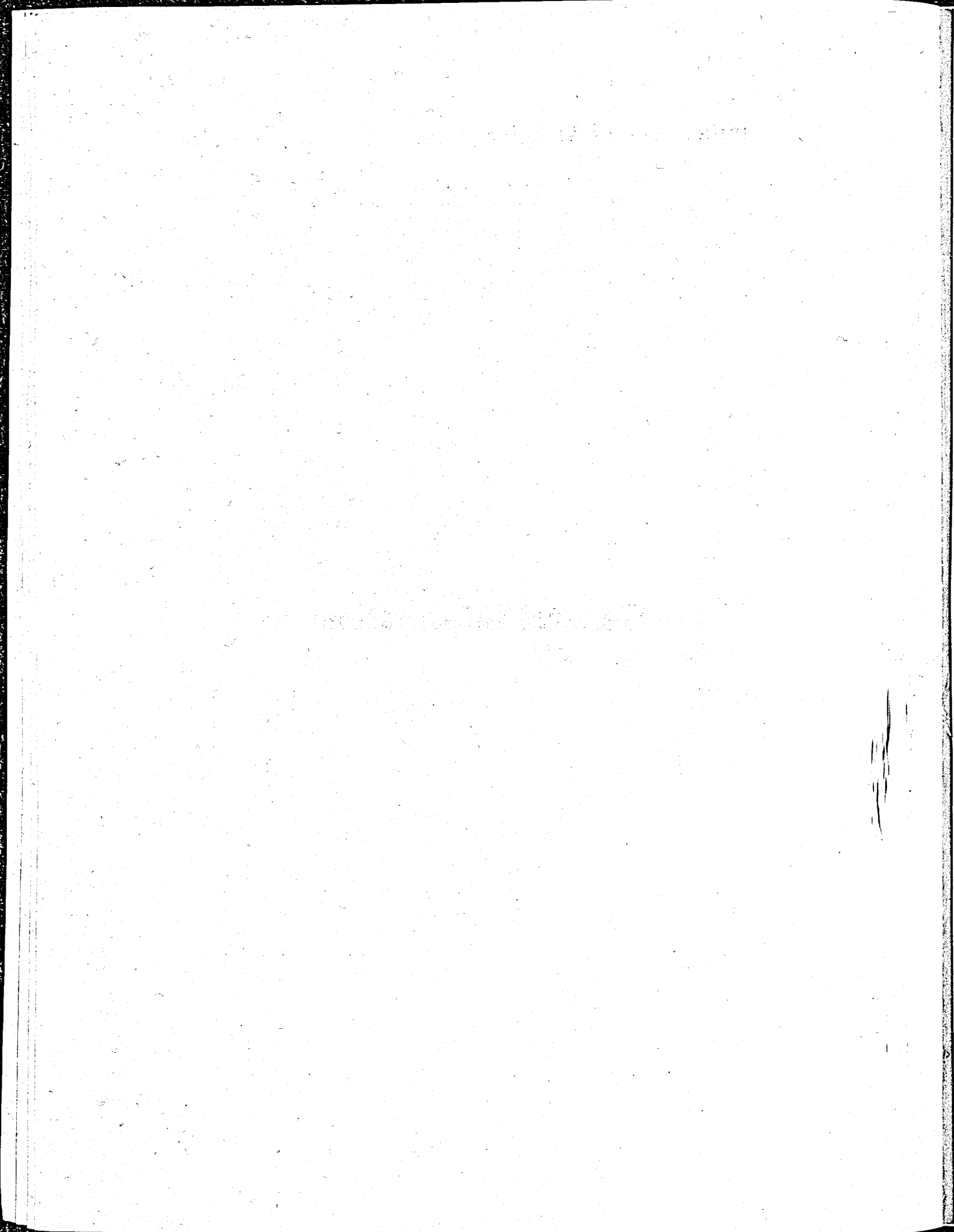
Main exports to Canada
\$83.6 million (1999), including mineral fuels, petroleum oils, steel rods, fertilizers, fish, vegetables, rum

Main imports from Canada
\$161.9 million (1999), including computer equipment, newsprint and paper, vegetables, fish, agricultural machinery

Canadian Representative

Peter Lloyd, High Commissioner, The Canadian High Commission
Maple House, 3-3A Sweet Briar Road, St. Clair, Port-of-Spain, Trinidad and Tobago
Phone: (868) 622-6232, Fax: (868) 628-1830, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/trinidadtobago/

Biographies
Central America



Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

President of Costa Rica

Miguel Ángel Rodríguez Echeverría was born in Costa Rica on Jan. 9, 1940. He obtained a bachelor's degree in economics and law from the University of Costa Rica in 1962 and a doctorate in economics from the University of California in 1966.

Prior to entering politics in 1963, Mr. Rodríguez taught economics at the University of Costa Rica. He was also in the agro-export business, primarily in cattle breeding.

Mr. Rodríguez is a member of the Social Christian Unity Party. He has held numerous government posts, including Minister of Planning from 1966 to 1970. He was elected Deputy to the Legislative Assembly in 1990, a function he held until 1993. He also served as President of the Assembly in 1991 and 1992.

Elected President of Costa Rica in February 1998, Mr. Rodríguez took office on May 8 of that year.

Mr. Rodríguez is married and has two children.

Francisco Flores

President of El Salvador

Francisco Flores was born on Oct. 17, 1959. He has an undergraduate degree in political science from Amherst College in Massachusetts and a master's degree in philosophy.

Mr. Flores taught university in El Salvador for 14 years before beginning his political career as President of the National Assembly. The candidate of the Nationalist Republican Alliance, Mr. Flores was elected President of El Salvador on March 7, 1999.

Mr. Flores and his wife, Lourdes Rodríguez de Flores, have two children.

Alfonso Portillo

President of Guatemala

Alfonso Portillo was born on Sept. 24, 1951. He holds a bachelor's degree in law and social sciences from the National Autonomous University of Mexico and carried out postgraduate studies in economics at the same university.

Active in student politics at a young age, Mr. Portillo went into exile in the 1970s and worked as a professor of economics in Mexico. He later became a columnist for a Guatemala City newspaper.

From 1991 to 1995, Mr. Portillo represented the Guatemalan Congress on the national Monetary Policy Board. From 1992 to 1994, he directed the Guatemalan Institute of Social and Political Studies and was deputy secretary of the Christian Democratic Party (DCG) of Guatemala. From 1994 to 1996, Mr. Portillo was deputy member of Congress for the DCG. Later he represented the Guatemalan Republican Front. He ran for President in 1995 and in 1996.

Mr. Portillo was elected President of Guatemala on Dec. 26, 1999.

Mr. Portillo is married and has one child.

Carlos Roberto Flores Facussé

President of Honduras

Carlos Roberto Flores Facussé was born in Tegucigalpa, Honduras, on March 1, 1950. He obtained a bachelor's degree in industrial engineering at Louisiana State University and pursued postgraduate studies in international economy and finance.

Mr. Flores is a former professor at the Central American Superior School of Banking and the school of business administration at the National University of Honduras. He has been a director of the Central Bank of Honduras, the Honduran Institute of Social Security, and the National Institute of Professional Training.

Mr. Flores has carried out various assignments for the Liberal Party and is a former President of the National Congress.

Elected President of Honduras in November 1997, Mr. Flores took office on Jan. 27, 1998.

Mr. Flores and his wife, Mary Carol Flake, have two children.

Arnoldo Alemán Lacayo

President of Nicaragua

Arnoldo Alemán Lacayo was born in Managua, Nicaragua, on Jan. 23, 1946. He obtained a doctorate in law from the Autonomous University of Nicaragua in León in 1967.

From 1968 to 1979, Mr. Alemán specialized in financial law and worked for several companies. From 1983 to 1984, he was president of both the Coffee Association of Managua and the Coffee Union of Nicaragua. From 1986 to 1990, he was vice president of the Agricultural Products Union.

In 1990, Mr. Alemán began his political career as councillor and mayor of Managua. He has been the President of the Constitutional Liberal Party since 1990.

On Oct. 26, 1996, Mr. Alemán was elected President of Nicaragua.

Mr. Alemán is married to María Fernanda Flores and has four children.

Mireya Moscoso

President of Panama

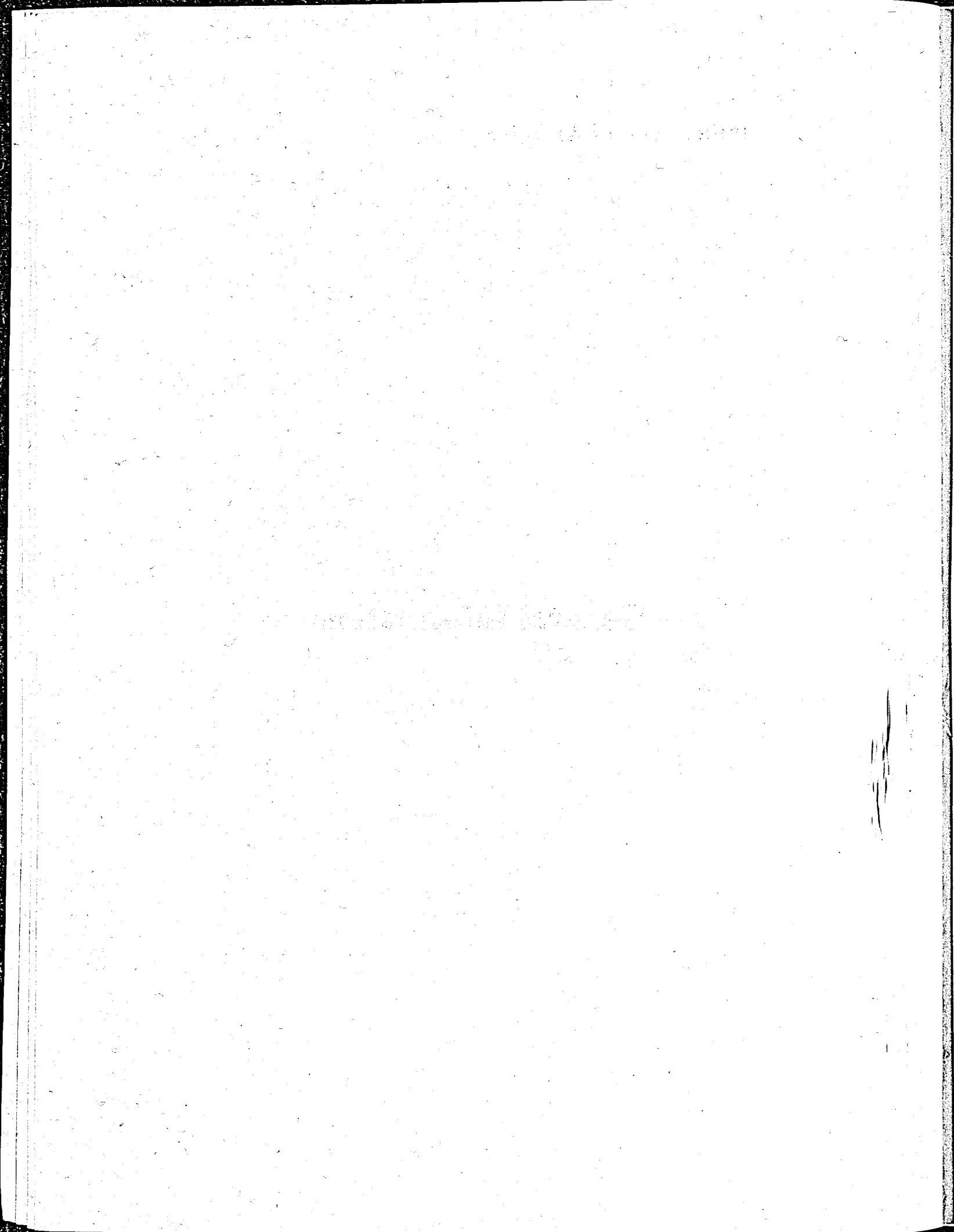
Mireya Moscoso was born in Panama City on July 1, 1946. She has a diploma in interior design from Dade Community College in Miami.

Ms. Moscoso began her political activity in 1964 when she participated in the presidential election campaign of Arnulfo Arias. When the government of President Arias was overthrown by a military coup in 1968, Ms. Moscoso helped work against the military regime and accompanied Mr. Arias to his exile in the United States. After returning to Panama in 1971, Ms. Moscoso was jailed, then exiled for 10 years.

The president of the Arnulfista Party since 1991, Ms. Moscoso ran for President of Panama in 1994. She was sales manager of a coffee plantation from 1996 to 1998 and now owns Arkapal, S.A., a coffee plantation in Boquete.

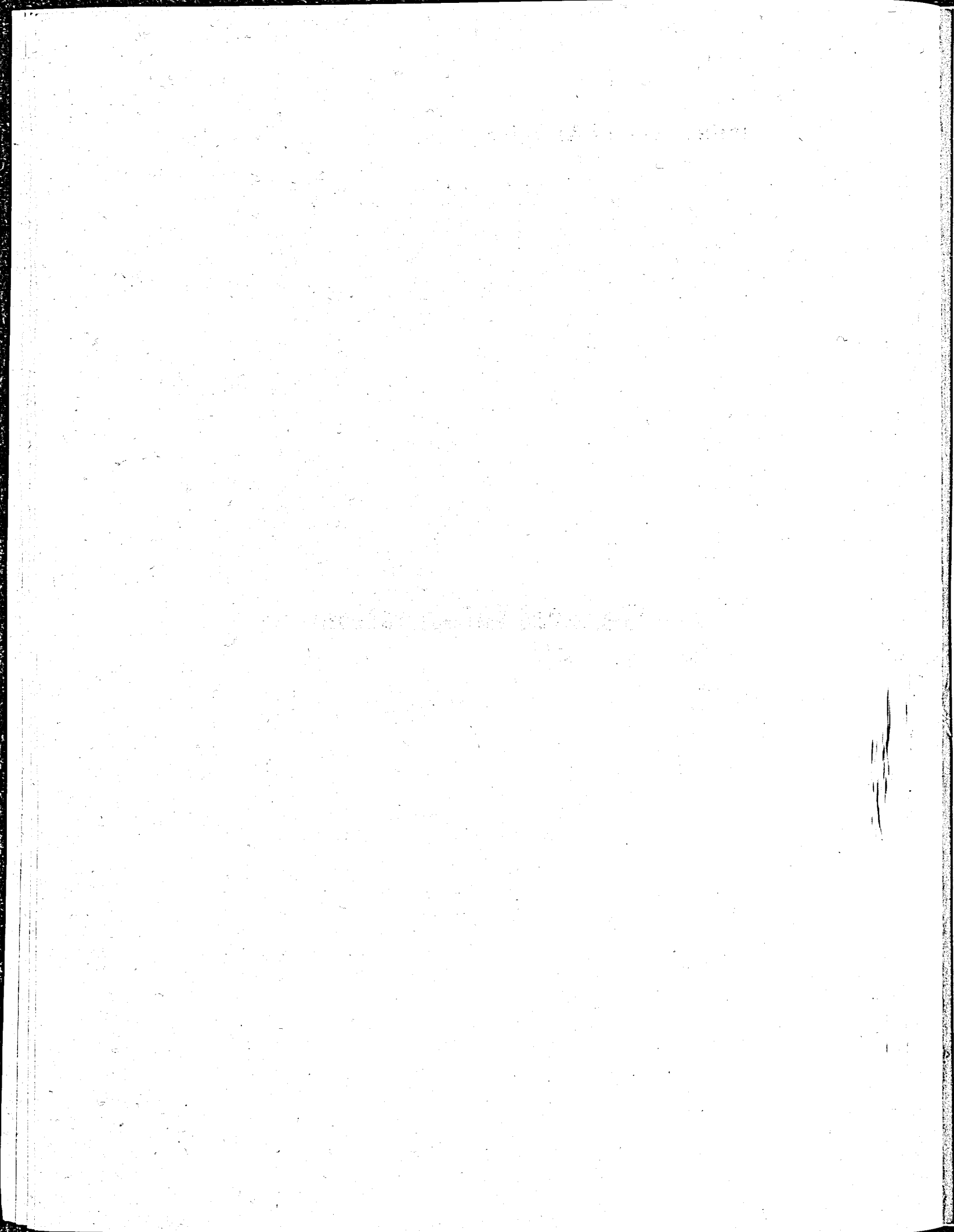
Following an election victory, Ms. Moscoso became president of Panama on Sept. 1, 1999.

Ms. Moscoso and Arnulfo Arias were married in 1969.



Biographies

CARICOM



Lester Bryant Bird

Prime Minister of Antigua and Barbuda

Lester Bryant Bird was born on Feb. 21, 1938. He graduated with a degree in history from the University of Michigan in 1962, where he was an all-American in track and field. He won a bronze medal for the West Indies in the long jump at the Pan-American Games and has played cricket at the international level.

In 1971, Mr. Bird was elected chairman of the Antigua Labour Party, and he remained in that position until 1993. From 1971 to 1976, he also served as a Senator and as Leader of the Opposition in the Senate.

Mr. Bird held a number of portfolios from 1976 to 1994, including Minister of Foreign Affairs and Deputy Prime Minister. In 1993, he was elected Leader of the Antigua Labour Party.

Mr. Bird was first elected Prime Minister of Antigua and Barbuda in March 1994. He was re-elected in 1999.

Mr. Bird has five children.

Janet Bostwick

Minister of Foreign Affairs and Attorney General of the Bahamas

Janet Bostwick was born on Oct. 30, 1939, in Nassau. She was called to the bar in 1971 and started a career as Crown prosecutor and magistrate.

In 1982, Ms. Bostwick entered Parliament. She served as Minister of Housing and National Insurance in 1992 and 1993 and as Minister of Justice and Immigration from 1993 to 1994.

Ms. Bostwick was appointed Minister of Foreign Affairs in January 1995 and became Attorney General in October of the same year. She was re-elected to Parliament for a fourth term in 1997 and was reappointed Minister of Foreign Affairs. In 1999 she was reappointed Attorney General.

Ms. Bostwick is married to Henry Bostwick. They have four children.

Billie Miller
Deputy Prime Minister of Barbados
Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade

Billie Miller was born in Barbados in 1944. She attended King's College, Durham University, and the Council of Legal Education in England. Called to the Bar of England and Wales in 1968 and to the Bar of Barbados one year later, Ms. Miller was a practising barrister and attorney-at-law from 1969 to 1976.

A member of the Barbados Labour Party, Ms. Miller was first elected to Parliament in 1976. During the next 10 years she served as Minister of Health and National Insurance, Education, and Education and Culture.

In 1986, Ms. Miller was appointed to the Senate, where she served first as Leader of the Opposition for Business and later as Deputy Leader of the Opposition.

Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade since 1994, Ms. Miller has also carried international business and international transport portfolios. She is Leader of the House of Assembly.

Ms. Miller has worked closely with Canada's Foreign Affairs Minister in the Commonwealth Ministerial Action Group. Both participated in the group's October 1999 mission to Pakistan.

Ms. Miller is director of the International Institute for Women's Political Leadership, and she focuses on women-in-development issues with the Inter-American Development Bank.

Roosevelt Douglas
Prime Minister of Dominica

Roosevelt Douglas was born in Portsmouth, Dominica, on Oct. 15, 1941. He earned a diploma in agriculture from the Ontario Agricultural College and a bachelor's degree in political science and economy from Sir George Williams University. He also pursued postgraduate studies at McGill University.

Mr. Douglas was first elected to Parliament in 1985, and he served as international secretary of the Dominica Labour Party. He became Leader of the party in 1994 and, from 1996 to 1999, was Leader of the Opposition.

Mr. Douglas was elected Prime Minister of Dominica on Jan. 31, 2000.

Keith Mitchell

Prime Minister of Grenada

Keith Mitchell was born on Nov. 12, 1946. He attended the University of the West Indies and, in Washington, Howard and American universities. Mr. Mitchell holds a bachelor's degree in chemistry, a master's degree in mathematics, and a doctorate in mathematics and statistics.

A member of the Grenada cricket team for several years, Mr. Mitchell was captain of the team in 1973.

Mr. Mitchell taught mathematics at Howard University from 1977 to 1983. He headed his own consulting firm, Systems Technology and Research Inc., from 1979 to 1984, and served as Minister of Works, Communications and Public Utilities from 1984 to 1989.

Mr. Mitchell was elected Prime Minister of Grenada in 1995 and was re-elected in 1999.

Mr. Mitchell is married and has one child.

Bharrat Jagdeo

President of Guyana

Bharrat Jagdeo was born on Jan. 23, 1964, at Unity Village, East Coast Demerara. In 1990, he graduated from Moscow University with a master's degree in economics.

Returning to Guyana, Mr. Jagdeo worked in the State Planning Secretariat before being appointed special adviser to the Minister of Finance in 1992. He was appointed Junior Minister of Finance in 1993 and Senior Minister of Finance the following year.

Mr. Jagdeo has directed the Guyana Water Authority, the National Bank of Industry and Commerce, and the Caribbean Development Bank. He has also been Guyana's governor on the World Bank and represented his country at international meetings of the World Bank, the International Monetary Fund, and the Inter-American Development Bank.

A member of the People's Progressive Party, Mr. Jagdeo was named Prime Minister of Guyana on Aug. 9, 1999.

Mr. Jagdeo and his wife, Vashnie, were married in 1998.

René Préval

President of Haiti

Born on Jan. 17, 1943, in Port-au-Prince, René Préval holds a degree in agronomy from the College of Gembloux in Belgium and has a background in engineering and geothermics.

In 1963, Mr. Préval and his family were forced to leave Haiti after they were targeted by dictator Jean-Claude “Papa Doc” Duvalier. Returning to Haiti in 1975, Mr. Préval obtained a position with the National Institute of Mineral Resources.

Mr. Préval served as Prime Minister for eight months in 1991 until a military coup forced him to seek refuge at the French and Mexican embassies in Port-au-Prince. He joined the exiled constitutional government from 1992 to 1994 in Washington.

Mr. Préval was sworn in as President of Haiti on Feb. 7, 1996.

Mr. Préval is married and has two children.

Percival James Patterson

Prime Minister of Jamaica

Percival James Patterson was born in 1935. He graduated from the University of the West Indies, at Mona, in 1958 with a bachelor’s degree in English. He studied law at the London School of Economics, graduating in 1963. Called to the English bar in 1963 and admitted to the Jamaican bar later that year, Mr. Patterson was appointed Queen’s Counsel in 1984.

Mr. Patterson was first elected to Parliament in 1970. He has held a number of cabinet posts, including foreign affairs and finance. First appointed Prime Minister in 1992 after his election as president of the People’s National Party, Mr. Patterson was returned to office following national elections in 1993 and 1997.

Currently chair of the G-15, Mr. Patterson is a former chair of the Caribbean Community and Common Market (CARICOM), where he directed an initiative that helped diffuse a tense political situation in Guyana.

Mr. Patterson has two children.

Denzil Douglas

Prime Minister of St. Kitts–Nevis

Born on Jan. 14, 1953, Denzil Douglas studied medicine at the University of the West Indies and in Barbados.

Returning to St. Kitts–Nevis in 1986, he established a private practice as a family physician and was president of the St. Kitts–Nevis Medical Association.

In 1987, Dr. Douglas became deputy chair of the Labour Party. In the 1989 national elections, he was elected to the Parliament of the National Assembly. Later that year he became Leader of the Opposition and National Political Leader of the St. Kitts–Nevis Labour Party.

Dr. Douglas was elected Prime Minister of St. Kitts–Nevis on July 3, 1995, and re-elected in March 2000. He presently chairs the Caribbean Community and Common Market (CARICOM).

Kenneth Anthony

Prime Minister of St. Lucia

Kenneth Anthony was born on Jan. 8, 1951, in St. Lucia. He attended St. Lucia Teachers' College at the University of the West Indies and received a doctorate in law from the University of Birmingham.

Mr. Anthony returned to St. Lucia to teach school and was a tutor at the University of the West Indies. In 1979, Mr. Anthony became special adviser to the St. Lucia Ministry of Education and Culture and, in 1980, he became Minister of Education. In 1981, he resumed his academic career.

In 1993, Mr. Anthony became legal counsel to the CARICOM Secretariat, serving until 1996 when he resigned to successfully contest the leadership of the St. Lucia Labour Party.

Mr. Anthony became Prime Minister of St. Lucia following the general election of May 1997. From June to November 1998, he chaired the CARICOM Council of Ministers.

Mr. Anthony has three children.

James Mitchell

Prime Minister of St. Vincent and the Grenadines

James Mitchell was born on May 15, 1931. He attended the Imperial College of Tropical Agriculture in Trinidad and the University of British Columbia.

A member of Parliament since 1966, Mr. Mitchell served as Premier from 1972 to 1974 and formed the New Democratic Party in 1975. He became Prime Minister after the July 1984 election and remained in that post following his party's victories in the next three elections. Mr. Mitchell has been a leading figure in the Organization of Eastern Caribbean States.

Mr. Mitchell has three children.

Rinaldo Ronald Venetiaan

President of Suriname

Rinaldo Ronald Venetiaan was born in Paramaribo, Suriname, on June 18, 1936. He graduated in mathematics and physics from the University of Leiden in the Netherlands.

Mr. Venetiaan worked in the Netherlands for three years before returning to Suriname, where he was a mathematics teacher, department head, and principal at three teachers' colleges between 1964 and 1973.

Later posts for Mr. Venetiaan included Minister of Education, head of the Bureau for Scientific Education and Research, research adviser at the General Statistics Bureau, and executive member of UNESCO.

In 1991, Mr. Venetiaan became President of Suriname, a position that he held until 1996. He spent the next few years as a member of the National Assembly before becoming President again in August 2000.

Mr. Venetiaan is married and has four children.

Basdeo Panday

Prime Minister of Trinidad and Tobago

Born on May 25, 1933, Basdeo Panday studied law at Lincoln's Inn, economics at the University of London, and drama at the London School of Dramatic Arts.

Mr. Panday worked as a cane weigher, primary school teacher, civil servant, and lawyer before entering politics in 1966. He was the founder and Leader of the United Labour Front party, a founding member of the National Alliance for Reconstruction, and the founder and Leader of the United National Congress party.

Mr. Panday was sworn in as Prime Minister of Trinidad and Tobago on Nov. 9, 1995.

Mr. Panday is married and has four children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the bar of Trois-Rivières in 1962–63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien was re-elected in 1993, when his party won a majority of seats in the House of Commons. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997. Mr. Chrétien is the member of Parliament for the Quebec riding of Saint-Maurice.

Jean Chrétien married Aline Chaîné in 1957. They have three children.

Pierre Pettigrew

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew was born in Quebec City on April 18, 1951. He received a bachelor's degree in philosophy from the Université du Québec à Trois-Rivières in 1972 and a master's degree in international relations from Balliol College, Oxford, in 1976.

A business consultant, Mr. Pettigrew was vice-president of Samson Bélair/Deloitte & Touche International, Montreal, from 1985 to 1995, where he conducted economic studies on the impact of globalization on various industrial sectors.

In 1994, Mr. Pettigrew co-chaired the First National Forum on Canada's International Relations. He was foreign policy adviser to the Prime Minister from 1981 to 1984 and executive assistant to the Leader of the Quebec Liberal Party from 1978 to 1981. Mr. Pettigrew served as director of the Political Committee, NATO Assembly, in Brussels from 1976 to 1978.

The member of Parliament for the Quebec riding of Papineau-Saint-Denis, Mr. Pettigrew has served as Minister for International Cooperation and Minister responsible for Francophonie and as Minister of Human Resources Development.

Mr. Pettigrew was named Minister for International Trade on Aug. 3, 1999.

David Kilgour

Secretary of State (Latin America and Africa)

David Kilgour was born in Winnipeg on Feb. 18, 1941. He earned an economics degree from the University of Manitoba and, in 1966, a law degree from the University of Toronto. He later studied constitutional law at the University of Paris and has been called to the bars of British Columbia, Manitoba and Alberta.

Prior to entering politics, Mr. Kilgour was an assistant city prosecutor in Vancouver, a senior advisory counsel for Department of Justice Canada in Ottawa, the chief Crown attorney for the Dauphin judicial district in Manitoba, a senior agent of the Alberta Attorney General, and a constitutional advisor to the province of Alberta.

Mr. Kilgour was first elected to the House of Commons in 1979. He is the member of Parliament for Edmonton Southeast.

Mr. Kilgour has served as parliamentary secretary to the Government House Leader, to the Minister of External Relations, to the Minister of Indian Affairs and Northern Development, and to the Minister of Transport.

In 1991, Mr. Kilgour was appointed Opposition energy critic. In 1994, he was appointed deputy Speaker of the House of Commons and chairman of the Committee of the Whole House. He was sworn in as Secretary of State (Latin America and Africa) in 1997.

David Kilgour married Laura Scott in 1974. They have four children.